

éHORLIEU
éditions

<http://www.horlieu-editions.com>
contact@horlieu-editions.com

INTROUVABLE

LES REVOLTES LOGIQUES N° 1

Numéro de revue publié en octobre 1975 aux éditions Solin.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites à l'exclusion de toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'auteur, le nom du site ou de l'éditeur et la référence électronique du document.

Document accessible à l'adresse suivante:
horlieu-editions.com/introuvables/les-revoltes-logiques/les-revoltes-logiques-n-1.pdf

© les auteurs

Les révoltes logiques

n°1 15 f.



cahiers du Centre de Recherches
sur les Idéologies de la Révolte

Celle des maîtres ? Le rétro, représentation de l'histoire construite sur le thème du crépuscule des héros, affirmant en retour l'incapacité des masses et leur soif d'être asservies ?

Celle des historiens à la page ? la longue durée, les grandes régularités d'une histoire immobile, limitée par la nature et les épidémies, mémoire des travaux et des jours du peuple, qui réserve aux élites le soin du changement ?

Celle des organisés du gauchisme ? une métaphysique « prolétarienne » crispée sur des dogmatismes et singeant le grand frère ?

Celle des désenchantés du gauchisme ? une métaphysique de la révolte, le délabrement du discours marxiste, qui prétend fuir les dogmatismes en jetant Marx avec les eaux sales de la Kolyma ?

et, avec Marx, les militants confrontés aux problèmes de leur pratique ?

Ou bien une autre mémoire ?

Guidée peut-être par une figure différente de Marx, Interrogeant l'histoire à partir de la révolte et la révolte à partir de l'histoire,

Laissant le soin des leçons à ceux qui font profession de la révolution ou commerce de son impossibilité.

Révoltes logiques voudrait plus modestement intervenir là où peuvent se donner quelques armes aux contestations, en aidant, entre autres tâches, à constituer cette autre mémoire.

Révoltes logiques part en effet de cette constatation qu'aujourd'hui il n'y a plus guère de mémoire populaire.

Ni bonne, ni mauvaise. Tout simplement une mémoire.

Et d'abord parce qu'une mémoire suppose un lieu de constitution de l'histoire, un lieu d'enregistrement de l'archive populaire.

Un lieu ?

l'Etat ? on sait trop quelle histoire il impose. Histoire des

(Suite en 3ème de couverture)

Les révoltes logiques n°1 15 F.

Collectif de rédaction :

Jean Borreil, Geneviève Fraisse, Jacques Rancière, Pierre Saint-Germain, Michel Souletie, Patrick Vauday, Patrice Vermeren.

Pour prendre contact avec la revue: permanence le 1er et 3ème jeudi du mois, de 17 à 19 h., à la librairie *dérives*, 1 rue des Fossés Saint-Jacques, 75005 PARIS - Tél. : 033.39.46.

L'abonnement annuel pour 4 numéros: 60 F. (Etranger: 70 F.) – Le numéro : 15 F.

Edité par Solin
1, rue des Fossés Saint-Jacques - 75005 PARIS.

Imprimé par Copédith
7, rue des Ardennes
75019 PARIS
Dépôt Légal 4ème trimestre 1975.

Directeur de la publication
Jean Borreil.

sommaire

N° 1 – HIVER 1975

ETUDES

En allant à l'expo : l'ouvrier, sa femme et les machines

par Jacques Rancière et Patrice Vauday.....5

Les femmes libres de 48. Moralisme et féminisme

par Geneviève Fraisse23

Barcelona 36 : L'été rouge et noir

par Jean Borreil.....51

DOCUMENTS

Les lendemains d'Octobre: la jeunesse ouvrière française entre le bolchevisme et la marginalité.

Entretien avec Maurice Jaquier et Georges Navel 72

DEBAT

La bergère au Goulag ("Sur la cuisinière et le mangeur d'hommes")

par Jacques Rancière.....96

1, RUE DES FOSSES SAINT-JACQUES, 75005 PARIS

ce premier numéro

Ce premier numéro de Révoltes Logiques voudrait seulement introduire quelques questions.

Comment se forme, dans ses limites et ses contradictions, une pensée de classe ? Dans les Rapports des délégations ouvrières à l'Exposition universelle de 1867 s'affirme une certaine perception ouvrière de l'ordre industriel qui s'instaure: production en masse, division du travail, machine, déqualification. A cet ordre industriel correspond un certain ordre domestique et disciplinaire, celui de la cité ouvrière ou de l'Assistance Publique. La stratégie patronale fait jouer la machine et le travail de la femme contre l'ouvrier . Quelle place donner à la machine et quelle liberté donner à la femme pour que le jeu soit retourné contre l'ordre bourgeois ? Il n'est peut-être pas indifférent que cette réflexion très concrète sur l'avenir de l'ouvrier se tienne l'année où paraît à Hambourg **Le Capital**.

Quelle liberté donner à la femme pour que le jeu soit retourné contre l'ordre bourgeois ? A leur manière, les femmes de 48 donnent une réponse.

Les femmes de 48 sont libres parce qu'elles ont existé collectivement, au-delà d'une lutte individuelle de libération, et qu'elles ont su faire front au ridicule qui s'est largement payé de mots et de caricatures pour les neutraliser. On peut penser qu'elles étaient parfois plus défensives qu'offensives, non tant au niveau de leurs revendications que dans leur façon de toujours se justifier, de toujours négocier leurs droits à partir de leurs devoirs. Seulement, **La Voix des femmes**, leur journal, n'est pas une revue théorique, elle vit au jour le jour les luttes de la Révolution de 48. C'est dire qu'elles n'ont pas seulement parlé, mais agi en tentant de s'inscrire dans la vie politique. Alors c'est peut-être cette pratique des luttes qui permet de comprendre leurs discours et de mettre à sa place des paroles qui paraissent parfois un peu restrictives dans ce désir d'émancipation, une fois restituée bien sûr une époque qu'il ne s'agit surtout pas d'identifier à la nôtre. Mais de plus, ce qui nous

intéresse tout compte fait – et c’est ce qui compte pour les femmes de 1975 – c’est d’insister sur la “rationalisation” d’une révolte qui peut, peut-être, nous éclairer sur les nôtres.

Nous éclairer sur nos révoltes, mais aussi marquer le jeu de l’extérieur sur l’intérieur. Les collectivisations de l’été 36 en Catalogne sont le fait des libertaires. Elles ne seront pas longtemps libres. Non pas parce que le Parti communiste ne veut surtout pas en entendre parler en attendant de les liquider, mais surtout parce que le ver est dans le fruit anarchiste lui-même. La contradiction dans laquelle se trouve la CNT d’exercer le pouvoir sans le vouloir, car elle exerce toute une série de pouvoirs, cette contradiction sera le maillon faible sur lequel pèseront ses ennemis. Et plus la pesée sera forte, plus l’organisation se figera et se centralisera. On peut aussi inverser la formule et se demander si l’échec de la CNT au niveau du pouvoir d’Etat n’est pas une conséquence de la perte de la démocratie au sein de l’organisation. La guerre à l’extérieur a toujours été un bon moyen d’étouffer les révoltes de dedans. Alors même les libertaires ? Justement.

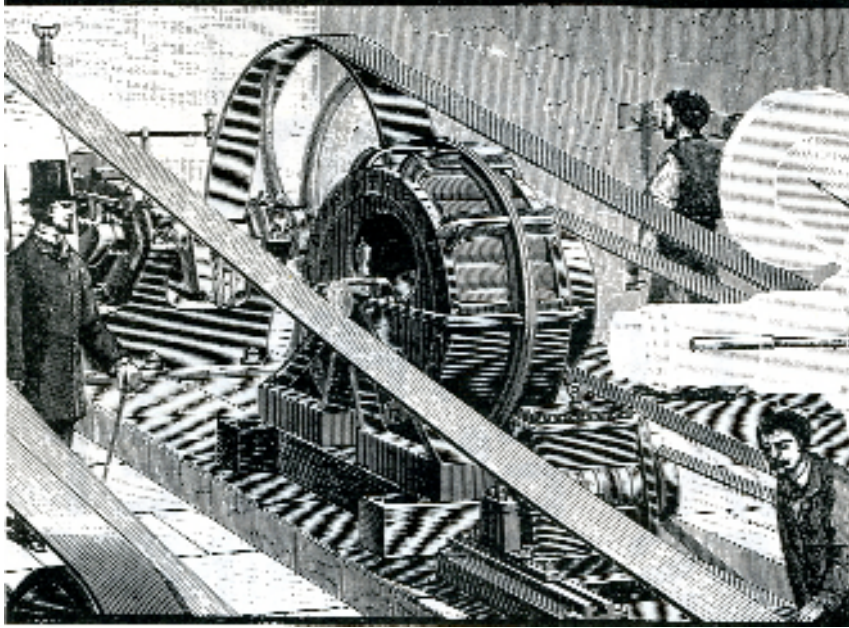
C’est pourquoi, en un temps où l’on disserte volontiers sur l’idéal militant et les machines désirantes, il nous a paru intéressant de réfléchir concrètement sur la formation – et la décomposition – historique d’idéaux militants déterminés. Les années 1920 sont particulièrement intéressantes à cet égard: la faillite du syndicalisme révolutionnaire en 1914, l’effondrement des générations militantes ad ultes dans la frénésie guerrière de 14-18 laissent le champ libre à des générations nouvelles formées dans un univers ouvrier désorganisé par la guerre et ébranlé par le retentissement d’octobre. Fièvre des années 19-20 où l’image de la révolution bolchévique ne contredit point les aspirations et les expériences libertaires. Retombée des espérances. Apprentissage de ce qu’est un parti bolchévik et un révolutionnaire professionnel. **Révoltes Logiques** commence dans ce numéro à publier des documents sur cette aventure et sur ses marges. Maurice Jaquier décrit le milieu des jeunes communistes. Georges Navel retrace, à partir du milieu des libertaires et syndicalistes lyonnais, son itinéraire de marginal.

A partir de ces études et de ces documents, il est possible d’interroger un livre récent qui nous pose la question : qu’est-ce qui opprime et qu’est-ce qui libère ? Non pour répondre à la question de savoir s’il faut ou non brûler Marx mais pour réfléchir au rapport entre les pratiques et les idéaux de la révolte et les discours théoriques qui mettent en scène le prolétariat et la plèbe. Non pour définir la bonne et la mauvaise parole, mais pour essayer de formuler les contradictions de toute résistance. Pour cela, par delà les nouveaux rituels de l’intelligentsia parisienne, il nous a semblé que **La cuisinière et le mangeur d’hommes** occupait un lieu nodal.

EN ALLANT A L'EXPO :

L'OUVRIER, SA FEMME ET LES MACHINES

Dans l'imaginaire de notre société, l'Exposition est un spectacle. Une pièce récente (« En r'venant d'l'Expo ») nous rappelait au spectacle de ce spectacle : l'Exposition Universelle de 1900 ; l'ouvrier — tout comme le bourgeois — ébloui par la Fée Électricité, contemplant les merveilles de l'industrie, de l'art et de la science ; et corrélativement figé — en face de la mythologie patriotique bourgeoise — dans une certaine représentation de lui-même et de son avenir : mythologie de la Sociale et de la grève générale.



Si l'on recule ici de quelques décennies pour étudier les rapports des délégations ouvrières à L'Exposition de 1867, ce n'est pas pour renchéir sur le charme discret du rétro. Il s'agit plutôt de faire pivoter la scène pour donner à voir la constitution de ce spectacle, c'est-à-dire le moment où les ouvriers le perçoivent comme produit de leur dépossession. Le bouleversement industriel du Second Empire donne aux ouvriers ce spectacle d'un travail qui devient étranger à lui-même : produits de l'industrie ouvrière exposés comme produits du patron et récompensés comme tels par un jury de non-ouvriers : produits indignes des **vrais principes** de l'art ouvrier, par la faute des spéculateurs qui poussent à la production de masse : intelligence ouvrière brisée par la division du travail, recomposée en face de lui dans la machine au pouvoir du patron. En cette année 1867 les ouvriers d'élite de l'industrie parisienne mesurent la réalité de ce qu'un ouvrage publié à Hambourg la même année nomme "*séparation de l'ouvrier et des puissances intellectuelles de la production*".

Les Rapports des délégations ouvrières — délégations élues par des assemblées de chaque corporation — n'enregistrent pas passivement cette dépossession. Ils lui répondent doublement. D'abord dans la partie « *technique* » des rapports où ils se donnent la maîtrise intellectuelle de ces machines nouvelles et où ils portent des jugements parfois sans indulgence sur les produits de ce travail divisé et mécanisé, constituant une sorte de contre-jury ouvrier en face du jury dont ils sont exclus. Ensuite dans la partie consacrée aux **vœux** que la bonté de Sa Majesté Impériale leur permettait de formuler en la circonstance : vœux d'emblée politiques, puisque la dignité ouvrière exige la suppression du

livret ouvrier et des articles discriminatoires du code et que l'organisation ouvrière (syndicale) présuppose l'obtention des libertés d'association et de réunion. Revendications de dignité et d'organisation qui doivent préparer un avenir que toutes les délégations appellent de leurs vœux : l'association.

Ces textes — rédigés dans les mois suivant l'exposition et sans doute enhardis par la montée de la force ouvrière — ont à bien des égards un caractère stratégique. **Théoriquement** parce qu'ils se situent au point exact où se noue ce que les doctes répartissent dans les trois étages de l'économique, du politique et de l'idéologique : ici l'appréciation d'une chaussure mal piquée communique directement avec certaines revendications politiques et avec un discours sur l'avenir de l'ouvrier. **Politiquement** parce qu'ils se saisissent d'un moyen d'expression octroyé par le pouvoir impérial pour en faire une arme de prise de conscience de classe : dans ces rapports et dans les délibérations de la Commission ouvrière qui se réunit ensuite pour assurer leur publication, on peut saisir le passage des limitations de la pensée corporative voire même du "socialisme" impérial — à la formation d'un nouvel idéal ouvrier révolutionnaire. Position stratégique encore parce que la réflexion sur les nouveaux **agents de production** mis en avant par les capitalistes (la machine et la femme) se situe à la charnière de deux pouvoirs : pouvoir de classe et pouvoir domestique. On voudrait s'appliquer ici à réfléchir sur le système de pouvoirs qui se trouve là en jeu : pouvoir du capitaliste sur l'ouvrier par la machine et le travail des femmes ; pouvoir de la science et de la technique à reconquérir pour l'ouvrier ; pouvoir de l'ouvrier sur sa femme. (1)

I

L'Exposition Universelle de 1867 : le patronat invite les délégués des corps de métier à s'émerveiller du spectacle des machines. Sur la scène, la magie mécanicienne propose l'image d'un pouvoir miraculé par les sortilèges de la machine à vapeur : produire vite, à bon marché et sans effort des articles de qualité serait possible désormais. Le patronat souhaite enchanter les ouvriers, non sans malice comme le remarquent les délégués maçons : au spectaculaire des machines ils opposent "l'exposition permanente de la misère morale et matérielle" des ouvriers. La fête du capital qui expose "ses" machines s'inscrit sur le fond dramatique d'une défaite ouvrière ; la magie du progrès technique se résout sans mystère en effets d'un pouvoir patronal dont les nouvelles formes d'asservissement passent par la mécanisation. Spectacle d'une dépossession par conséquent : les machines sont la propriété du patronat, avatar neuf du capital ; la mécanisation de la production déqualifie le travail au moyen de sa division intense et tend à priver les ouvriers de la source pratique de leur droit à disposer du produit de leur travail.

Les délégués à l'Exposition Universelle sont mandatés par les corps de métier qui regroupent et organisent une main d'œuvre très qualifiée. Tous observent dans les effets de la mécanisation la mort prochaine du métier. Avant de fon-

der un droit sur le produit du travail, le métier assure à l'ouvrier la maîtrise d'un savoir-faire complexe actualisé dans l'habileté intelligente de la main à l'ouvrage sur une matière. Si l'usage de la force physique est requis dans de nombreux métiers, la qualification peut seule lui offrir son point d'application judicieux sur un matériau résistant : elle représente la conquête de l'intelligence ouvrière sur la force naturellement dispensée au corps ouvrier :

“C'est à l'homme seul qu'est échue la tâche de pourvoir aux besoins de la famille, c'est un devoir pour lui de se soumettre à cette loi de la nature, il a reçu pour cela l'intelligence et la force du corps nécessaires”(1).

L'ouvrier est fier de sa force parce qu'il dispose de sa maîtrise intelligente. La qualification à laquelle l'apprentissage donne accès élève le métier au rang d'un art et constitue la richesse ouvrière par excellence.

La mécanisation a pour premier effet de dilapider ce patrimoine ouvrier en bouleversant de façons multiples le rapport au travail. Les délégués constatent amèrement que la qualité des articles se ressent de la production mécanique, la finition soignée qui signale un article de qualité leur fait souvent défaut. Pour les imprimeurs sur étoffes le travail mécanisé ne peut produire à qualité égale ou supérieure que les articles où s'investit une faible qualification, mais il ne saurait donner de bons résultats pour les articles qui exigent toute l'habileté condensée dans le tour de main. Rapportée à la qualité des produits, expression de l'art du métier, la mécanisation se traduit par une perte très sensible des effets bénéfiques du savoir-faire ouvrier.

La mécanisation ne se réduit pas à la substitution de la machine à la main qualifiée : elle réorganise le rapport de l'ouvrier à son travail en intervenant dans le déroulement du procès de travail sous la forme de l'impératif absolu du rendement. La machine exécute plus rapidement un certain nombre d'opérations : à partir de ce gain de temps technique de la machine se trouve définie pour les ouvriers une nouvelle norme sociale de production qui leur impose de travailler toujours plus vite pour assurer le salaire. Loin de requalifier le travail en libérant plus de temps pour parfaire son exécution, la mécanisation devient l'instrument paradoxal de la déqualification. Les marbriers enregistrent l'impact destructeur de la norme du rendement sur l'exercice du métier qui rend impossible et vain l'amour de l'art :

“La responsabilité de la médiocrité où est descendue notre partie ne doit pas peser sur les ouvriers seuls, car le désir de bien faire a dû chez eux céder à la nécessité de faire vite. La première qualité qu'on leur demande maintenant, c'est de produire beaucoup ; faire bien n'est plus que secondaire : par la concurrence outrée qui s'est établie, l'on est arrivé à de si bas prix dans la vente que l'on a dû forcément abrégé le travail de la main d'œuvre.”

Les imprimeurs en papiers peints dénoncent les nouvelles conditions de travail « qui affectent et énervent les corps et abaissent l'intelligence » et transforment, selon les imprimeurs sur étoffes, le travail en “cause de maladie” ; c'est la représentation ouvrière du travail producteur qui mesure l'intolérable d'un travail devenu destructeur.

(1) Rapport des mécaniciens

Avec la mécanisation, les ouvriers perçoivent la possibilité de se décharger sur les machines de la partie des travaux qui mettent à contribution la peine des corps ; bien au contraire elle intensifie l'effort, comme le notent les menuisiers en sièges à propos de la scie à ruban :

“Cet outil, destiné à leur rendre un grand service en les allégeant de la partie abrutissante de leur labeur, n'est encore qu'un moyen de lutte employé à leur détriment”.

La division du travail est invoquée comme cause essentielle de tous les effets négatifs de la mécanisation : elle dépossède l'ouvrier de la maîtrise de son travail pour l'enchaîner vivant à la machine. Les cordonniers :

“Quand la machine vient se mettre avec ses mille bras de fer au service de l'industrie [...] lorsqu'elle devrait par cela même donner à l'ouvrier plus de temps pour perfectionner son œuvre, on s'applique au contraire à faire de l'homme lui-même, par le travail divisé, une sorte de machine en lui ôtant une partie de sa responsabilité et une partie de son intelligence, et cela pour produire un peu plus, produire quand même».

Ceux que les fondeurs en cuivre appellent « les ouvriers spécialistes », qui accomplissent un travail divisé, abrutissant à force de répétition, tendent aux ouvriers qualifiés l'image proche de leur être mutilé par la machine de production patronale. Des ouvriers en cuirs et peaux, cette description des conditions de travail des ouvriers spécialisés :

“Ceux qui ont vu cette activité dévorante qui règne dans les ateliers spécialistes, où l'ouvrier n'est plus qu'un automate fonctionnant dix, onze et douze heures par jour, n'ayant pas conscience de la valeur du produit qu'il a entre les mains, n'étant pas capable de rectifier les fautes commises par les premiers opérateurs, exécutant tant bien que mal sa tâche de spécialiste, repassant à d'autres son produit qui va ainsi successivement par dix ou douze mains et dans un seul jour jusqu'à la finition ; ceux-là, disons-nous, se demandent quelles sont les conséquences d'un pareil système pour l'avenir des travailleurs.”

Dans la division du travail qui les frustrer des avantages techniques de la machine, les ouvriers voient se constituer un nouveau pouvoir patronal qui vise à l'asservissement absolu du travail ouvrier. Ce nouveau pouvoir a son idéal : déposséder autant que faire se peut les ouvriers de la maîtrise qualifiée de leur travail pour les transformer eux-mêmes en de véritables “machines vivantes” (l'expression est des fondeurs en cuivre), livrer nue leur force de travail à l'insatiable appétit du profit ; le patronat fantasme une grande machine sociale qui mécaniserait les corps ouvriers. L'organisation capitaliste du travail a pour horizon politique l'assujettissement d'une masse ouvrière pacifiée par la division, son but est de déjouer toute tentative de révolte organisée. Aussi la mécanisation est-elle une arme antigène pour le patronat : elle suscite la concurrence et la contradiction entre la main d'œuvre qualifiée et la main d'œuvre déqualifiée et atteint les formes de résistance organisée dans le cadre du corps de métier. La division du travail, machine de guerre du patronat, machine privée qui capture les machines collectives, œuvres de tous, est l'instrument de pouvoir du patronat propriétaire des machines : la divi-

sion du travail assure le règne absolu du propriétaire contre lequel s'élèvent les cordonniers :

“La machine n'est-elle pas aussi l'œuvre de tous ? Des millions de travailleurs n'y ont-ils pas participé ? N'est-il pas contraire à la justice, à l'équité, qu'elle devienne un monopole au profit de quelques-uns ?”

Le monopole patronal sur les machines fait obstacle au développement de la force collective de travail et de sa qualification. Si à l'Exposition Universelle le patronat offre à tous le spectacle de ses machines pour proposer l'imaginaire appropriation collective de la magie du progrès, à l'atelier il les subtilise en bon propriétaire jaloux de son bien mal acquis. Les chapeliers décrivent cette folie propriétaire qui prive les ouvriers d'un instrument de travail :

“Cette machine n'a pas d'autre destinée que celle de servir les intérêts d'un individu ou d'une compagnie. On la place dans une petite pièce obscure, dans l'endroit le plus reculé du local, et comme cette précaution paraît encore insuffisante, on lui fait un entourage de planches comme s'il s'agissait de soustraire aux regards de la foule quelque image réputée sainte, dont on tire un certain jour de l'année un tribut important. Enfermée à double tour, comme l'argent et les billets de banque dans le coffre-fort de l'établissement, elle fonctionne presque invisible pour les gens préposés à son service. Devenue en quelque sorte un symbole de la passion, ou plutôt de la religion du chacun pour soi, elle échappe désormais aux investigations de ceux qui pourraient, en l'étudiant, l'arracher à son état d'infériorité.”

Si les ouvriers qualifiés ont tant de critiques à formuler contre la mécanisation, c'est que celle-ci passe par la division du travail où se trouve remise en cause, avec la qualification, l'une des formes de résistance ouvrière à l'arbitraire du pouvoir patronal. S'ils ne se reconnaissent pas dans les ouvriers spécialisés, ce n'est pas seulement pour défendre des « privilèges » contre l'arrivée sur le marché du travail d'une masse prolétarisée qui en réclamerait sa part. L'usage massif d'une main d'œuvre déqualifiée introduit le jeu de la concurrence dans les salaires, les fait tendre au minimum pour le plus grand profit du patron :

“Il en est de même pour les machines vivantes, c'est-à-dire pour les ouvriers spécialisés, qui de leur métier ne connaissent souvent qu'une partie infime, ce qui les rend impropres à tout travail suivi et complet et les place dans l'impossibilité d'obtenir une rémunération en rapport avec les prix établis par les ouvriers vraiment dignes de ce nom dans la profession à laquelle ils appartiennent”.

Le principe fondamental de la résistance ouvrière, c'est de définir un droit collectif à juste rémunération sur la base du travail fourni et de sa qualification. A la maîtrise intellectuelle et pratique du procès du travail s'ajoute une maîtrise économique et juridique sur le produit du travail. La défense de la qualification établit un seuil de droit en deçà duquel le tarif du travail n'est plus négociable : la pratique solidaire de ce droit par les corps de métier soustrait le prix du travail à l'arbitraire patronal.

“La fabrique à son début offre aux ouvriers quelques avantages momentanés, avantages qu’elle obtient surtout par le travail divisé qui sait produire plus vite et favorise les spécialistes. Mais que les spécialistes deviennent plus nombreux (et ils le deviennent toujours), alors leur salaire descend au niveau minimum. Vient alors un concurrent disposant des mêmes moyens de fabrication, et les salaires baissent ; or les ouvriers peuvent d’autant moins résister qu’ils sont devenus plus spéciaux et les fabriques plus puissantes”».

Sur le fond de la division du travail, la mécanisation capitaliste porte atteinte à un droit par lequel s’affirme l’autonomie ouvrière.

Le travail a été revendiqué comme un droit par les ouvriers de 1848. Le droit au travail donne droit à vivre du produit de son travail : droit minimal qui fournit sa raison à la revendication d’un salaire minimum, défini en référence à un ensemble de besoins socialement définis :

“Tout individu qui travaille a droit à un salaire suffisant pour subvenir à ses besoins».

Bien qu’ils soient loin de tous accepter la présence des femmes dans les ateliers, les rapports ouvriers posent en principe que toute femme qui travaille a droit à un salaire équivalent à celui de l’homme qu’elle remplace et les mécaniciens sur outils à découper réclament pour les prisonniers qui travaillent un salaire sensiblement égal à celui des ouvriers libres. La revendication d’un salaire minimum solidarise les ouvriers en une classe unifiée dans la pratique d’un droit qui précise ce qui ne saurait être aliéné par le patron ; cette conscience d’un droit informe la perception ouvrière de l’arbitraire du patron et justifie l’organisation de la résistance contre les abus de son pouvoir. La défense de la qualification fait tendre le droit collectif au produit du travail à un maximum : c’est l’affirmation pratique du droit de l’ouvrier à conquérir le maximum sur le produit de son travail en vue de la satisfaction de nouveaux besoins. C’est pourquoi les mécaniciens refusent d’avaliser la revendication d’un salaire uniforme pour tous :

“Les ouvriers qui ont demandé ce mode de paiement ne sont pas à la hauteur des idées progressives de l’époque”.

Pour autant l’amour du métier ne doit pas mystifier le sens pratique de la défense du droit à la qualification. Les mécaniciens opposent cet argument à ceux parmi les ouvriers qui critiquent la mécanisation au nom du “talent individuel” dont elle promet la fin aux ouvriers qualifiés ; ils ne défendent pas tant le talent individuel que le pouvoir qu’il donne de maximaliser les salaires : l’ouvrier n’a acquis son talent que dans le but du salaire le plus élevé possible.

Les rapports ouvriers ne donnent pas de la machine l’image d’un monstre froid, qui serait à détruire : le temps du bris des machines est révolu ; c’est maintenant l’appropriation capitaliste des machines, l’organisation du travail divisé qui déposèdent l’ouvrier de son corps, de son intelligence, de ses droits, de sa liberté :

« Nous supposons un instant que pour faire plaisir à toutes les idées retardataires on casse toutes les machines, on brûle tous les dessins, les dessinateurs et les ingénieurs. Croit-on que par ces actes de vandalisme on aura résolu le problème dans lequel l'individualisme et l'exploitation poussés à l'excès nous ont placés ? » (1)

Est-ce le signe d'une conscience ouvrière qui accèderait enfin à la maturité de ses intérêts vrais en rejetant l'infantilisme de la révolte ? C'est avant tout le développement de la main d'œuvre déqualifiée qui fait une obligation aux ouvriers qualifiés d'inventer de nouvelles formes de résistance. À partir des effets du pouvoir patronal qui détourne à son profit les œuvres collectives, les rapports ouvriers dégagent les formes possibles d'appropriation ouvrière de la mécanisation : briser la grande machine privée du capital par l'appropriation collective des machines, répondre à l'idéologie patronale des ouvriers hostiles au progrès technique par la maîtrise ouvrière de la mécanisation. Cette initiative ouvrière peut prendre la forme d'une appropriation morale. En concevant les machines comme produits collectifs du travail créateur de richesses, les mécaniciens n'opposent pas la machine au travail comme l'œuvre de mort à l'œuvre de vie, mais la soumettent à la morale ouvrière du travail perçu comme source de vie ; aussi refusent-ils de porter les armements à l'actif du travail :

“La nature de leur destination étant par trop en désaccord avec nos principes et trop opposée à nos sentiments d'humanité, nous n'avons pas cru devoir les considérer comme produits industriels”.

C'est au nom d'une morale qui définit intérêts, droits et devoirs de la classe ouvrière qu'est dénoncée l'immoralité du pouvoir patronal. Ce qui ne peut passer pour une mystification qu'à la condition de rester aveugle aux effets pratiques de résistance à l'asservissement que cette morale fonde en droit. L'injustice de l'appropriation privée des machines rend légitime leur appropriation collective ; l'immoralité de la division capitaliste du travail qui fait de l'ouvrier l'esclave de la machine suscite la conscience de classe d'une nécessaire organisation du travail par les ouvriers eux-mêmes.

“Le système excellent à la base pêche au sommet et cette grande production, accomplie par tous, ne profite qu'à quelques-uns. Unissons donc nos efforts, groupons nos forces, opposons puissance à puissance et, tout en respectant les positions acquises substituons-y graduellement un système économique plus profitable à tous.” (2)

La mécanisation capitaliste corrompt le corps, avilit l'intelligence et abandonne l'ouvrier spécialisé à la déchéance ; les rapports ouvriers imaginent ce que serait un usage social et moral des machines. Les mécaniciens parlent “du côté éminemment moralisateur” de la mécanisation : en le déchargeant des travaux pénibles, la machine permet à l'ouvrier de se consacrer à la partie de sa tâche qui exige l'investissement intelligent d'une haute qualification et libère du temps qui pourra être consacré à l'instruction :

(1) Rapport des mécaniciens

(2) Rapport des cordonniers

“Notre but est de faire exécuter tout le travail matériel par des machines, et d’en faire un nombre suffisant pour n’avoir plus qu’à les surveiller quelques heures par jour.”

Les facteurs d’instruments de musique voient dans les machines le moyen d’un développement de l’intelligence ouvrière :

“Continuons avec soin nos études, employons nos aptitudes avec énergie et affirmons plus que jamais qu’il y a encore de bons ouvriers, qu’on en aura encore constamment besoin et qu’à un moment donné ils feront défaut. Car plus la science industrielle déplacera la force ou l’adresse de l’ouvrier en y substituant la vapeur, plus ces procédés merveilleux exileront le travail manuel, plus l’intelligence de l’ouvrier sera appréciée si, suivant l’impulsion que la science lui donne, il continue l’œuvre que ses devanciers ont mise à jour”.

Pour les mécaniciens, la mécanisation intensive du travail ouvre la perspective d’un type nouveau de qualification dans le sens d’une maîtrise accrue du procès de travail : ils entrevoient ainsi une solution à la contradiction qui oppose les ouvriers qualifiés aux ouvriers déqualifiés :

“Le jour où, par l’emploi des machines, ce talent sera rendu superflu, l’ouvrier se dispensera volontiers de se donner la peine de l’acquérir, et apprendra ce qu’il lui sera nécessaire de savoir dans les nouvelles conditions où il se trouvera placé ; il cultivera son intelligence, qu’il emploiera à bien savoir diriger la machine qu’il aura à faire fonctionner.”

La mécanisation devient l’instrument d’une initiative ouvrière qui se donne pour but la socialisation de la qualification du travail.

Sur la scène de l’Expo : le spectacle des machines ; dans les coulisses : les ouvriers dépossédés de leur travail et de leur vie. Les rapports ouvriers démontent la machine de pouvoir patronale pour recomposer un pouvoir ouvrier à venir dans la maîtrise collective des machines. La réaction ouvrière à la mécanisation trace nettement la limite atteinte par les formes de résistance centrées sur la défense des droits pratiqués dans le cadre de la traditionnelle solidarité du corps de métier. La réflexion sur les effets de la division du travail ouvre un avenir à l’initiative ouvrière. Dans un texte remarquable, les mécaniciens développent à propos de la machine à vapeur la belle utopie des machines porteuses de l’idée ouvrière d’association :

“On la rencontre aussi dans les campagnes, tantôt sous la forme d’un noir coursier, portant sur la tête un nuage blanc pour panache ; traversant, rapide comme l’air, les plaines les plus étendues et les forêts les plus épaisses ; franchissant les rivières les plus larges, les précipices les plus profonds ; plongeant dans les flancs des montagnes ; s’engloutissant pour ainsi dire toute vivante dans le sein de la terre, pour reparaitre bientôt à la lumière, après un parcours souterrain qui atteint quelquefois plusieurs kilomètres, entraînant à sa suite tantôt des matériaux et des marchandises qui vont activer le commerce et rendre la vie et le mouvement là où tout était morne et silencieux, tantôt les hommes eux-mêmes, que les nécessités commerciales appellent dans ces

contrées ; et facilitant ainsi les relations entre les populations les plus éloignées, relations qui, en répandant l'uniformité d'idées, de principes, de droits et de devoirs, hâtent d'autant le moment où tous les peuples, se comprenant enfin, repousseront énergiquement la tutelle qui leur est imposée depuis des siècles, et, secouant définitivement le joug du capital et de l'ignorance, pourront enfin profiter dans la plus large mesure des avantages sérieux que leur offrent les machines.»

II LE MIROIR DE L'HOMME

“Ce n'est pas, avons-nous besoin de le dire, un sexe que nous combattons. C'est un instrument d'abaissement du salaire, c'est un travailleur à prix réduit”.

Ainsi s'exprimaient les typographes dans leur rapport sur l'Exposition de 1862 à Londres. S'ils avaient de fait grand besoin de le dire, c'est qu'avait eu lieu peu de temps auparavant une grève des typographes assez retentissante motivée par l'introduction des femmes dans l'imprimerie Paul Dupont. Grève significative par la résolution ouvrière et aussi par la radicalité de certaines argumentations ; celle par exemple de Jean-Baptiste Coutant :

“On parviendra certainement à réunir, à force de recherches, quelques femmes déclassées, d'éternelles veuves ; mais jamais on n'en trouvera un nombre suffisant pour remplacer les compositeurs. D'abord il faut savoir lire et les deux tiers des femmes sont complètement ignorantes. Quant aux autres, leur savoir est si mince qu'il est inutile de le mentionner⁴».

On ne trouve pas dans les rapports de 1867 d'affirmations de ce type. Ce n'est pas seulement question d'évolution. C'est que cette argumentation fait intervenir une autre logique que celle de la lutte ouvrière. Ce sont les bourgeois qui manient les inégalités de fait pour affirmer un moindre droit à rétribution (de la femme, de l'ouvrier moins robuste ou moins habile). Du point de vue ouvrier, l'inégalité ne saurait être principe. Elle est toujours conséquence. C'est la pensée d'en-haut qui affirme des infériorités irréductibles. Si la femme est éternellement inférieure, l'ouvrier ne le sera-t-il pas aussi ? Aux réunions de la Commission ouvrière chargée de la publication des Rapports, les pontifes du proudhonisme venus démontrer aux délégués la nécessaire infériorité de la femme percevront aisément que les ouvriers sont beaucoup moins « *proudhoniens* » que ne le disent nos doctes :

“Lorsque M. Dupas a démontré l'infériorité physique de la femme comparée à l'homme, lorsqu'il vous a fait comprendre que l'absence de certaines vertus civiques chez elle était incontestable, que c'était tant mieux pour tout le monde, et qu'il en a conclu logiquement à son éloignement des ateliers, cette

(1) Du salaire des ouvriers compositeurs, pp. 23-24.

assertion d'inégalité a produit sur l'assemblée une fâcheuse impression et, quand plus tard on a donné lecture d'un passage d'un livre écrit par Madame Flora Tristan dans lequel on donnait pour argument que c'était alors bien humiliant pour l'homme de devoir la vie et l'allaitement à un être aussi inférieur, l'assemblée a, par son attitude, semblé approuver ces paroles". (1)

Point d'argument d'infériorité donc. Si elle existe dans les faits, il conviendra de la corriger. On trouve même un hommage à la combativité des ouvrières dans le rapport des facteurs d'instruments de musique : celles-ci "plus énergiques en cela que bien des ouvriers" (2) ont fait échouer la tentative du pouvoir qui voulait leur étendre la contrainte du livret ouvrier. Notons-le au passage : cette résistance a une signification bien précise : le livret assimilait les ouvrières aux prostituées. L'exemple de leur résistance est défense de la dignité propre de la femme.

« *Ce n'est pas un sexe que nous combattons* ». Les ouvriers voudraient réduire la question à une affaire purement économique : dans l'atelier, la femme n'a pas d'autre réalité que celle d'un travailleur à prix réduit. Ce qui est en jeu et qui a mis les typographes en première ligne, comme ils l'avaient jadis été dans la lutte contre les machines, c'est la place du travail féminin dans une stratégie patronale qui vise à briser la résistance ouvrière par la pression sur le salaire et plus fondamentalement par la menace de la déqualification. Question « économique » qui commande une alternative simple : il faut ou que la femme travaille sans faire concurrence à l'homme ou qu'elle reste hors de l'atelier. Mais l'alternative ainsi posée, on voit aisément que la question est autre que de salaire : question de place. C'est l'ouvrier qui est à sa place dans l'atelier et la femme qui n'y doit être qu'à certaines conditions. Elle a une place qui lui est réservée ailleurs : au foyer. **Question de pouvoir** : la répartition de l'ouvrier et de sa femme dans le double espace de l'atelier et de la maison est l'enjeu d'une lutte entre bourgeois et prolétaires. Impossible de poser une solution **économique** sans que la question **morale** apparaisse.

Un principe est posé à peu près par tous : si les femmes doivent travailler, il faut réclamer pour elles un salaire égal :

"Quand donc en définitive, il est possible, utile, nécessaire de faire exécuter par les femmes le travail effectué antérieurement par des hommes, la justice, l'équité, l'intérêt social demandent que le salaire de ceux-ci soit la base du salaire de celles-là ; que l'égalité s'établisse par en haut et non par en-bas" (3).

À travail égal, salaire égal. Ce n'est pas une concession que les ouvriers font aux femmes. C'est la logique même de leur intérêt. Accepter des inégalités de salaire pour un même travail c'est accepter un processus qui conduit à la dévalorisation générale des salaires. À l'argument classique des économistes (les femmes ont moins de besoins) les rapporteurs opposent le vieil argument de

(1) Déclaration de Fribourg, in Tartaret : Procès verbaux de la Commission ouvrière de 1867, pp. 231-232.

(2) Rapport des facteurs d'instruments de musique, p. 61 (T. I).

(3) Rapport des mécaniciens pour outils à découper, p. 5 (T II).

la démocratie ouvrière : celui de l'égalité des besoins. Certains n'hésitent même pas à affirmer que les femmes ont plus de besoins que les hommes. Reste, le principe posé, à définir sur le marché du travail les conditions de son application. Le rapport des ferblantiers énonce les deux principaux moyens qui renvoient au même principe : le femme ne sera l'égale de l'homme qu'à la condition de n'être pas à la même place que lui :

“Beaucoup se plaignent que la femme fasse l'ouvrage de l'homme et fort peu ont pensé qu'il y a beaucoup d'hommes qui font un travail de femme. N'est-il pas surprenant de voir dans des magasins de nouveautés, mercerie, bonneterie, dentelles, etc., des hommes dans la fleur de l'âge passer leur temps à débiter quelques mètres de rubans et de dentelles ? [...] nous croyons que si des femmes étaient substituées à ces jeunes gens dont la place n'est assurément pas de vendre des chiffons, ce serait déjà une étape vers la solution du problème. Ensuite, si le salaire des hommes était suffisant pour que leurs femmes pussent se passer de travailler au-dehors, ce serait le complément de la question. Car la rareté des bras de la femme se ferait bientôt sentir, ce qui déterminerait une augmentation de leurs salaires, dont profiteraient celles qui n'ont ni père ni mari et ne vivent que du fruit de leur travail” (1).

Première solution : une distribution des tâches qui réponde aux aptitudes respectives des sexes. Distribution qui se défend d'être le fait de l'arbitraire masculin. C'est ainsi que le rapport des tourneurs sur bois — tout en définissant des métiers spécifiquement féminins — confie à une commission composée uniquement de femmes ouvrières le soin d'orienter les apprenties dans les métiers “qui seront reconnus états féminins, comme couture, fleurs, modes, etc” (2). Deuxième solution : reporter à l'intérieur du groupe féminin la loi de l'offre et de la demande. Avec cette conclusion économiquement irréprochable mais idéologiquement quelque peu surdéterminée que le vrai moyen de cette égalité est que seules travaillent celles qui n'ont point de père ou d'époux. Les deux solutions économiques affirment le même principe moral : la solution à la **concurrence** économique de l'homme et de la femme c'est de faire jouer leur **complémentarité** physiologique et morale. Aux hommes le travail du bois et des métaux, aux femmes les travaux de l'aiguille et du ménage. Car, quelque avis qu'on ait sur la réalité du travail des femmes, la réponse est à peu près unanime à la question : la femme est-elle faite pour l'atelier ? Les tailleurs l'affirment sans ambages :

“Au point de vue scientifique (physiologie, hygiène), au point de vue économique, comme au point de vue moral, rien ne peut justifier l'emploi de la femme comme agent de production” (3).

Supposé même que soit résolue la question économique (l'organisation de la rareté des bras ouvriers), reste la double affirmation que l'atelier mutile le corps de la femme — et de la mère — et l'expose à la corruption morale par la promiscuité des hommes et la pression de la hiérarchie. La femme ne doit

(1) Rapport des Ferblantiers-Repousseurs, p.25 (T. I).

(2) Tourneurs sur bois, p. 36 (T. III).

(3) Tailleurs, p. 21 (T. III).

pas être dans l'atelier de l'homme ; non point parce qu'elle est inférieure à l'homme, mais pour ne pas l'être. Les débats de la Commission ouvrière sont à ce sujet significatifs. On y voit en présence trois positions. Deux "extrêmes" — celles qui se trouvent représentées dans la délégation française au Congrès de l'Internationale à Lausanne : les proudhoniens doctrinaires (Fribourg, Dupas) arguent de l'infériorité physique et morale de la femme ; Varlin défend seul dans sa rigueur le travail féminin **comme moyen d'émancipation**. Mais la majorité des délégués suivent une voie moyenne. Pour eux la condition de la femme dans l'atelier est de fait inférieure. Libérer la femme c'est lui trouver un espace propre qui lui permette d'être l'égale de l'homme. Dupas affirmait :

"Plus nous serons affranchis, plus la femme sera libre. Car la femme est un miroir qui nous reflète et si on lui présente une figure non affranchie, ce miroir reflétera un esclave. Il faut donc nous appliquer par l'amélioration de nos mœurs à faire sortir la femme des ateliers [...]". (1)

Réponse de Chabaud, délégué des ferblantiers :

"Je n'ai pas la figure d'un esclave, je suis libre et bien libre, et je crois que tous nous devons faire quelque chose pour le bonheur de la femme" (2).

Paradoxalement, ce quelque chose ne diffère pas dans la pratique des propositions proudhoniennes. Il s'agit d'assurer la présence de la femme au foyer. Toute la différence est dans les principes ; elle est dans la perception de la fonction de la femme dans la défense du pouvoir des ouvriers face aux patrons. La définition de fonctions spécifiquement féminines ne met pas la femme hors jeu dans la lutte d'hommes que mènent patrons et ouvriers, Elle doit l'amener à une égalité qu'elle ne pourra jamais gagner dans l'atelier. Stratégie de Boulanger, délégué des mécaniciens :

"Demandons au gouvernement la fermeture des crèches, il nous l'accordera, et puis travaillons à relever nos salaires, afin que nos femmes s'occupent de leurs enfants, les femmes travailleront chez elles et acquerront les droits à l'égalité consacrés par les principes de 1789" (3).

Argumentation exorbitante au regard des aspirations posées depuis un siècle par les mouvements féministes. De prémisses identiques (c'est l'homme qui est responsable de l'abaissement de la femme), il tire la conclusion inverse. La faute de l'homme, c'est d'avoir mis la femme à une place qui n'était pas la sienne et où elle était nécessairement infériorisée. La libération de la femme c'est le retour à sa vocation naturelle. Pour exorbitante qu'elle apparaisse rétrospectivement, cette argumentation n'est pas sans rencontrer un certain nombre de discours féminins de l'époque qui veulent faire jouer à la femme son rôle social et asseoir son égalité sur le développement des aptitudes et qualités définissant la féminité. La libération de la femme passe par l'exis-

(1) Tartaret. **Procès-verbaux de la Commission ouvrière de 1867**, p. 229.

(2) Ibid., p. 230.

(3) Ibid., p. 231.

tence d'un domaine réservé. Par là, la femme n'est pas seulement miroir reflétant le degré de liberté que l'homme a pu de son côté acquérir. Elle participe au maintien d'un espace fermé à l'intrusion patronale et étatique : l'ordre naturel de la famille.

Ordre naturel auquel l'ouvrier est bien sûr trop intéressé pour qu'on ne s'interroge pas. Que signifie exactement ce nœud de l'économique et du moral ? Qu'est-ce qui y est fondamental ? La défense de l'emploi ouvrier ou le maintien d'un espace où l'ouvrier reprend son pouvoir ? Explication "économiste" : cette défense résolue de la famille, ces hymnes trop touchants pour être honnêtes aux douceurs et aux soins du foyer, ne serait-ce pas le point d'honneur idéologique de la défense forcenée de la rareté des bras sur le marché du travail, la forme prise par le malthusianisme ouvrier quand il rencontre la femme comme agent de production (forme malgré tout paradoxale quand le maintien de la femme au foyer doit avoir pour effet d'assurer une descendance prospère, vite présente sur le marché du travail) ? Assurément quand il n'avait pas à craindre la concurrence féminine, l'ouvrier ne chantait guère les douceurs du foyer. Triste fin que la sédentarisation et le mariage pour le compagnon qui a connu, sur le Tour de France, les joies de **l'amitié**. Verra-t-on alors là l'heureux résultat de l'entreprise bourgeoise de dressage de l'ouvrier indiscipliné, de sédentarisation du nomade ? Régulariser les unions libres est une des belles œuvres à quoi s'attache la philanthropie (1) et une douce émotion saisit tant le philanthrope catholique que l'écrivain républicain — Michelet en l'occurrence — à la vue de cet intérieur que la femme a décoré d'indienne à bon marché (bienfait de la machine) pour retenir l'ouvrier loin de la dépravation du cabaret. Si les choses pourtant sont plus complexes, c'est d'abord que le discours et la pratique bourgeois se trouvent nécessairement divisés sur la question. Le bourgeois a certes plaisir à moraliser l'ouvrier, mais il a également intérêt à exploiter sa femme. Et le philanthrope ne verra qu'avantage à ce que le nourrisson, au lieu de l'exiguïté du taudis familial et des soins d'une mère peu versée dans la science de l'hygiène, jouisse de l'espace bien aéré et des soins éclairés de la crèche. C'est aussi que, des deux côtés de la barrière de classe, on n'a pas exactement la même conception des bienfaits de la famille. Côté bourgeois, il s'agit d'abord d'imposer à l'ouvrier une régularité qui norme ses habitudes d'indiscipline et de vagabondage, une responsabilité qui le fasse entrer dans l'univers de la prévoyance, attachant ses intérêts à ceux des possédants. Que l'ouvrier aime sa femme et cajole ses enfants est certes chose touchante ; qu'il prévoie leur avenir, mette de l'argent à la caisse d'épargne et cherche à acquérir la propriété de sa maison, voilà qui est plus sérieux. Or c'est ce sérieux que l'ouvrier refuse. Le Play ou ses collègues qui enquêtent sur les ouvriers le constatent avec une sérénité scientifique qui laisse malgré tout percer quelque désarroi : le tailleur débauché ou le charpentier bon époux se rejoignent dans le manque de prévoyance et ne se rêvent pas plus l'un que l'autre propriétaires de leur logement. On voudrait voir l'ouvrier dans sa maison être l'analogue d'un chef d'entreprise. Or s'il revendique bien le rôle de chef, c'est bien plutôt pour constituer le foyer en espace réservé, restauration de l'ordre naturel contre l'ordre disciplinaire et marchand. Cette

(1) Une société spéciale, la Société de Saint François-Régis a cette mission.

crispation sur la famille, c'est la volonté de préserver un peu de temps et d'espace soustraits à la domination :

“Enfin que l'on vive et vive en famille. L'ouvrier qui, l'hiver, s'en va travailler avant le jour, ne voit plus ses enfants ; quand il revient le soir, ils sont couchés. Il boit, mange, dort et travaille. Cela s'appelle-t-il vivre ? L'exploiteur est moins tolérant envers cette machine humaine qu'envers sa machine de métal. Pour la première, il n'admet pas de perte de temps ; pour l'autre il faut qu'il en accorde, parce qu'elle prend son temps si on ne le lui donne pas” (1).

Dans le temps et l'espace où se reproduit la force de travail se joue un nouveau rapport de pouvoir entre l'ouvrier et le patron, se présente la menace d'un redoublement d'exploitation. Que la femme travaille et se brise ce réseau de relations, cette organisation d'un espace, par où la reproduction de la force de travail appartient aussi à l'ouvrier.

“Une fois le ménage ainsi divisé, adieu les premières joies du mariage ! Adieu les douces émotions de la famille ! Les enfants passent dans des mains étrangères ; les deux époux deviennent indifférents l'un à l'autre ; ils ne se rencontrent plus que pour se reposer, puisqu'ils sont obligés de manger séparément” (2).

Douces émotions : différence qui se joue dans l'imaginaire entre un espace où l'ouvrier s'appartient encore et un espace où sa femme et lui ne sont **que** reproduction de la force de travail appartenant au patron, Enfants qui passent dans des mains étrangères comme les produits de l'ouvrier, époux qui deviennent indifférents comme des marchandises : redoublement de la dépossession marchande de l'ouvrier ; éléments d'une stratégie nouvelle du Capital qui veut enserrer l'ensemble de la vie ouvrière dans un ordre disciplinaire qui est la reproduction de l'ordre marchand : ordre de l'indifférence et de la soumission : monde de la crèche, de l'hôpital ou de la cité ouvrière.

Fonction de la famille, c'est-à-dire de la femme : faire que tout ce qui peut échapper à l'ordre des patrons et des patronages y échappe. L'enfant d'abord qui ne saurait être libre si ce n'est point l'affection d'une mère qui l'éduque. Hors de la famille c'est ou bien la crèche où, notent les délégués des peintres, *« tout est disciplinairement prévu »*, ou bien les soins mercenaires de la nourrice. Comme de tout ce qui est marchand, on en meurt plus souvent qu'à son tour.

La santé ensuite à préserver de l'ordre disciplinaire-mercenaire de l'hôpital : *“On trouve à l'hôpital tout ce qu'il faut comme médicaments, linge, propreté ; l'hôpital ne laisse rien désirer à cet égard. Mais quant aux soins délicats, c'est autre chose. Quand vous êtes garde-malade de profession, le malade dans vos mains devient marchandise ; les soins de l'infirmier ou de la fille de salle*

(1) Mécaniciens, p. 156 (T. II).

(2) Ebénistes, p. 41 (T. I).

deviennent durs”.

Ce refus est à peu près général dans les déclarations ouvrières de l'époque et s'accompagne souvent de récits d'effroi et d'amertume : hôpital-prison, ceint de hauts murs où la visite n'est autorisée que deux fois par semaine ; hôpital-usine où le corps de l'ouvrier subit un redoublement d'exploitation, au service des médecins, et ne revient mort à la famille que sous forme d'une marchandise qu'il faut payer pour récupérer. Manipulation sur les corps qui se double de la manipulation sur les âmes qu'exercent prêtres et religieuses (là encore jusqu'au delà de la mort : Tartaret cite tel cas de morts auxquels le prêtre administre les sacrements comme si de rien n'était).

A la crèche, à la salle d'asile, à l'hôpital s'exerce sur le corps et l'âme de l'enfant ou du malade un pouvoir en quelque sorte symétrique à celui qui s'exerce sur la femme dans l'atelier où elle est soumise aux souffrances physiques et à la licence des propos. Rendre l'enfant à sa mère, transformer l'Assistance Publique pour substituer à l'enfermement hospitalier l'organisation d'un vaste système de soins à domicile, telles sont les mesures nécessaires à la reconstitution d'un espace de résistance à la mainmise bourgeoise sur la totalité de la vie ouvrière. L'homme soustrait la femme à la torture de l'atelier, elle soustrait l'enfant et l'homme à l'ordre de la crèche et de l'hôpital. Elle devient l'organisatrice de cet espace de résistance. Ces **soins**, cette **tendresse**, ces **attentions** qu'elle seule peut donner à l'homme et à l'enfant, c'est le complément domestique de la qualification professionnelle que les ouvriers défendent. Si la femme doit être à la maison, ce n'est pas seulement pour maintenir le salaire de son mari, c'est que la fonction qu'elle y remplit participe à la défense des positions ouvrières face à la grande offensive de désappropriation capitaliste. Dans ce rapport de pouvoir, la femme est enjeu — et otage.

Aussi bien la défense de la famille n'est-elle pas le chaînon qui attache l'ouvrier à la défense de l'ordre patronal ; la chaîne se trouve rompue en son maillon le plus faible : cette duplicité de la stratégie patronale qui ne chante le bonheur de la famille que pour en enfermer séparément les membres, qui ne veut rendre l'ouvrier propriétaire que pour, mieux assurer sa désappropriation, la perte de ce pouvoir sur son travail et sur sa vie privée. Rien de plus révélateur que l'attitude des délégations ouvrières vis-à-vis de ces cités ouvrières — patronales ou coopératives — où la grande pensée des architectes sociaux veut loger le bonheur de la famille ouvrière. L'entreprise est aussitôt perçue pour ce qu'elle est par les mécaniciens :

“Il y a des compagnies ou des sociétés industrielles qui ont paru faire quelque chose dans l'intérêt de l'ouvrier en montant par exemple des magasins où l'on trouve toute espèce de denrée, des établissements de bouillon, des cités ouvrières, des églises ; ce qui laisse supposer qu'on a parfaitement bien compris que, sans la vie en commun, l'existence serait impossible en raison de la modicité des salaires. Tout en reconnaissant la valeur de ces choses, nous déclarons que, partisans de la liberté, nous désirons faire nos affaires nous-mêmes

et que nous n'avons besoin que de la liberté [...]. Allons Messieurs qui êtes à la tête de ces compagnies, de ces établissements industriels, vite des magasins de vivres, des cités ouvrières, sans oublier une petite chapelle où, sous l'œil du maître, nous serons obligés d'apporter nos petites épargnes (s'il nous en reste toutefois) pour le denier de Saint-Pierre [...]" (1).

De leur côté, les fondeurs en cuivre reconstituent la chaîne de cette dépossession ouvrière qu'achève l'expulsion de l'ouvrier à la périphérie de la ville : de quoi s'agit-il, sinon de

"...faire revivre de nos jours ces quartiers de la plèbe que nos aïeux nommaient truanderies, quelque chose de semblable au Ghetto de la Rome catholique. Nous le répétons, il faut être inconscient pour vouloir parquer ainsi le travailleur en dehors du centre de la vie sociale. N'est-il donc pas assez malheureux quand il est atteint par la maladie ou les infirmités d'être obligé de s'enfermer dans un de ces parcs de la douleur que l'on nomme hospices dont l'extérieur, nous ne savons pourquoi, est ainsi que les prisons ceint de hautes murailles qui dérobent à tous les yeux les souffrances morales et physiques qu'elles renferment?" (2).

Refus du parcage ouvrier, qu'il soit sous l'œil du maître ou hors d'un espace qui est désormais réservé à celui-ci. L'exil de l'ouvrier hors de Paris, ce n'est pas seulement un supplément de temps et de fatigue qui s'ajoute à la journée de travail ; c'est la perte d'une égalité, d'un droit de circuler dans l'espace du maître. Les facteurs en instruments de musique, corporation démocratique entre toutes, expriment avec le plus de force ce refus de la constitution de deux Paris : « *Le Paris du turf et de la galanterie* » face au Paris des poètes, des savants, des artistes et des ouvriers (3). Seuls, ils n'hésitent pas à demander dans leur Rapport une mesure politique propre à faire cesser cette coupure et cet exil : l'élection d'un Conseil municipal. Ils l'éliront en mars 1871 : Commune, espace politique propre à remettre l'ouvrier au centre de la vie sociale.

La forme **économique** de l'émancipation ouvrière s'appelle, elle, association. Seule solution bien sûr à cette situation de dépendance face à quoi la défense de la femme au foyer représente la simple défense du statu quo, la protection contre l'extension du pouvoir bourgeois sur le travail puis sur toute la vie de l'ouvrier. La cellule familiale apparaît un peu comme le substitut de l'association : cellule d'autonomie qui refuse les soins trop obligeants des cités et des magasins patronaux ou des institutions philanthropiques et affirme à son échelle le principe "faire les choses par nous-mêmes". Mais évidemment, ce nous-mêmes est ici dédoublé : décision d'homme et service de femme. Pour

(1) Mécaniciens, pp. 64-65 (T. II)

(2) Fondeurs en cuivre, p. 20 (T. I)

(3) Facteurs d'instruments de musique, pp. 65-66 (T. I).

que l'ouvrier échappe à la contrainte des patronages, il faut que la femme accepte de reconnaître en lui son protecteur.

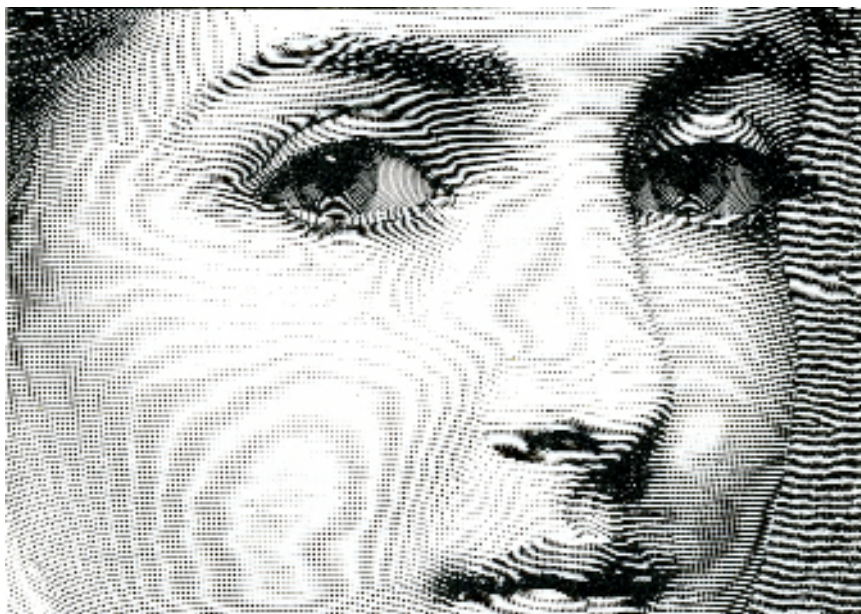
Qu'en sera-t-il dans le monde de l'association ? La possession des instruments de production par les ouvriers doit se compléter par l'organisation de la coopération au niveau de la consommation. Quel rôle la femme y jouera-t-elle ? Les ouvriers prévoient sa résistance et cherchent les moyens de la convaincre. Pour les broisseurs, si la femme est attachée à la routine commerciale, c'est l'ouvrier qui prendra l'initiative d'aller acheter à la coopérative et sa femme peu à peu s'y habituera. Pour peu qu'elle s'en mêle, elle ira plus vite que l'ouvrier. Pourquoi cela ? Les facteurs d'instruments de musique nous fournissent la réponse : leur résistance vient d'une éducation défectueuse. Mais leur "science du calcul" les convaincra.

Argument à méditer : n'a-t-il point quelque parenté avec celui qu'utilisera Lénine plus tard à l'égard des paysans : ils y viendront quand ils verront l'intérêt. Hiérarchie de ceux qui portent la révolution dans leur tête et dans leur cœur et de ceux qu'il faut convaincre qu'elle ne fait point de mal à leur porte-monnaie ?

Ce n'était point, semble-t-il, l'avis de cet ouvrier relieur qui en 1867 affirmait à peu près seul sa confiance dans les capacités de la femme de s'émanciper par ses propres voies et qui par ailleurs dessinait le plan de ce système d'institutions ouvrières destinées à préparer les travailleurs à la gestion d'un socialisme sans hiérarchie. Idée d'une autre révolution, fusillée avec Eugène Varlin ?



LES FEMMES LIBRES DE 1848



Jeanne-Marie raconte, dans la Voix des Femmes comment elle prit la parole dans un Club « au nom de toutes les femmes du peuple, qui n'oseraient faire le récit de leurs malheurs », Certaines parlent et d'autres se taisent des femmes écrivent et publient la Voix des Femmes, d'autres prennent la parole dans les clubs qui s'ouvrent.

Difficile bien sûr de rendre compte de ce mouvement de femmes qui surgit pendant les journées de 48 et nous laissons cela aux historiens de métier (voir surtout : Léon Abensour : **Le féminisme sous le règne de Louis-Philippe et en 1848** – Edith Thomas : **Les femmes en 1848**). Mais si l'on s'en tenait aux écrits, aux écrits publiés, articles de la **Voix des femmes**, paru de février à juin 48, où les femmes se veulent citoyennes et amazones, prêtresses et mères, où apparaît une tentative maladroite mais insistante pour définir enfin et de façon nouvelle les fameuses qualités de la femme. A travers en effet l'explosion au grand air de revendications et de reproches accumulés, par-delà les objectifs de lutte quotidienne qu'un groupe de femmes, bourgeoises et ouvrières, se donnent, apparaît une volonté obstinée pour savoir et comprendre ce que peut une femme hors de son rôle familial, pour proposer et démontrer ce en quoi elle se réalisera au mieux pour elle et pour la société toute entière.

Les débats et polémiques féministes ne vont donc pas sans une argumentation qui veut sans cesse fonder en droit ou en fait les propositions tactiques des ouvrières-lingères ou des sage-femmes, les objectifs stratégiques des éducatrices ou des déléguées ouvrières. Bien sûr, ces démonstrations ne relèvent pas d'un système ou d'une doctrine, il ne s'en dégage pas une idéologie monolithique mais on y reconnaît pourtant, malgré parfois des articles contradictoires ou confus, une rationalité qui s'épanouit peu à peu.

Ce qui nous intéresse donc ce n'est ni le mouvement des femmes de 48 dans sa totalité historique difficilement accessible, mais ce qui fut écrit, ni non plus tous les textes, partisans ou critiques, qui parurent, journaux ou livres ; mais ce qui est à lire ce sont les articles de la **Voix des femmes** de Mars à Juin 48, les quelques numéros de la **Politique des femmes** et de l'**Opinion des femmes** qui lui firent suite l'été et l'hiver 48, période de reflux mais aussi de projets précis et d'essais de réformes. Ce sont donc les textes écrits par les femmes elles-mêmes. Plus précisément encore, il faut faire la part des articles sur les femmes ou pour les femmes de ce qui définit la politique générale de ces journaux, articles de fond ou de circonstances, de politique intérieure ou extérieure. Autant savoir quand même que la **Voix des femmes** se reconnaît dans le courant socialiste, non pas celui de Louis-Blanc ou de Proudhon mais dans l'héritage du Saint-Simonisme (alors plus chrétien mais tout aussi missionnaire), celui de Cabet, Pierre Leroux et Victor Considérant (sont donc exclus de fait les journaux de Mme de Beaufort et de Mme Legrand qui ne sont pas socialistes). Menons donc une enquête partielle qui ne soit pas arbitraire pour mettre à jour ces articulations entre des points de repère qui éclaircissent l'idéologie diffuse d'un féminisme qui, de 89 aux Saint-Simoniennes jusqu'aux différents livres et journaux de la fin du 19ème siècle, a trouvé dans les jours révolutionnaires de 48, un milieu et une scène où s'affirmer quotidiennement sans toujours avoir le temps de se penser en toute "orthodoxie".

Et cette approche précise, pourrait dès l'abord, dissiper tous les jugements rapides qui sont monnaie courante aujourd'hui à propos du 19e siècle. Ce n'est pas, trop simplement, l'ère du réformisme et de la quête des

LA VOIX DES FEMMES

JOURNAL SOCIALISTE ET POLITIQUE, ORGANE DES INTÉRÊTS DE TOUTES.

Le *Voix des Femmes* est la première et seule Tribune féminine qui leur soit ouverte. Leurs intérêts sociaux, intellectuels et matériels y seront traités avec toute impartialité et dans un but unique, sans égard de nationalité. Nos traités sont publiés en français pour les Femmes, que l'attaché par l'internationalité. Nos communications sont en français d'origine. N° 3, rue de Valenciennes, 104. — Le *Voix des Femmes* sera une œuvre sociale, sans caractère politique, son rôle est de servir à la fois le journal et la cause. — Les abonnements et les contributions sont envoyés au journal, 104, rue de Valenciennes, 104, Paris.

PROFESSION DE FOI.

Tout grand révolutionnaire veut du concret. C'est une sorte d'idéalisme social que l'on veut. On ne peut pas dire que l'on veut de l'idéalisme. On ne peut pas dire que l'on veut de l'idéalisme. On ne peut pas dire que l'on veut de l'idéalisme.

voit représenté, parqu'il faut, lorsqu'il s'agit d'un bien commun, chacun s'en fait un bien à lui-même. Si le vote du chef de famille est obligatoire, il est obligé non seulement pour la mère, mais pour les filles, pour que ne soient pas en retard pour les filles. Nous ne pouvons associer l'idée de mariage et l'idée de mariage, cependant, quand les mêmes intelligences s'élèvent au-dessus de ce point. Nous ne voulons ni mariage, ni divorce, ni séparation. Nous ne voulons que l'égalité de tous devant la loi. Nous ne voulons que l'égalité de tous devant la loi.

place au salut de notre liberté? Notre République doit élargir sa mission: le principe de la Démocratie des peuples; si on parle en son nom, si elle fronde avec les hommes de toutes les nations, elle y aura bientôt plus sur la terre qu'une même famille démocratique. Mais on ne grandit pas: l'humanité. L'humanité est une famille démocratique. Mais on ne grandit pas: l'humanité. L'humanité est une famille démocratique.

Avant-propos et de suite parue à Paris par les responsabilités barbares, les dévoués se sont étonnés. Mais, cependant, l'émancipation générale n'a guère; mais à leur tour s'en mêlent des régimes, car derrière eux est venu de terre qu'ils appellent la justice, n'étant rien, comme à la réalisation de cette sainte parole de *fraternité universelle*. Procurez-leur que nous les aidons, qu'un jour il n'y aura plus ni esclaves, ni laisses, mais un seul peuple, un d'affranchis et d'unifiés. Les *révolutions de la femme* à laquelle s'attachent ses quatre coins de monde, les mêmes anciens et modernes se font plus tard un seul et même régime à tous. Ne nous laissons donc point séduire par de petits intérêts; l'émancipation a perdu ses privilèges, l'émancipation a ses titres. Attendez à tous les peuples et par les frères d'une société universelle et libre. Gardez nos frères, gardez nos frères, mes frères, mes frères, ceux qui travaillent, ceux qui sont. L'intérêt de chacun repose sur la condition générale. C'est de ce point de vue que nous envisageons toute la politique sociale et l'émancipation.

EDUCATION DES FEMMES.

Un peuple libre ne saurait être un peuple ignorant. Les mots de M. Carnot nous prouvent que l'État moderne s'efforce d'être plus qu'un État. Mais, quel genre d'éducation doit l'État donner? Quelles sont les institutions et les formes de l'éducation? Dans les campagnes, la femme dans l'ignorance de la famille, elle vit au jour le jour, et elle est ignorante des conditions de son existence. Elle est un être humain, mais elle est un être ignorant. Elle est un être humain, mais elle est un être ignorant.

Dans les villes, nous influons de la même manière que dans les campagnes, parce que l'émancipation politique fait venir la culture au moment où les hommes commencent à s'élever de la mortelle. Elle ne cesse pas d'agir sur eux, mais son influence est paralysée par d'autres influences, le cathédrale et le temple l'effacent sans la remplacer...

Nous ne prétendons pas attaquer l'éducation politique, elle est particulièrement propre au développement de la fraternité tendant à l'universalité. Ce que nous constatons, c'est la mauvaise direction et son insuffisance quant à l'instruction des jeunes filles. A quel la faire? Au système de gouvernement défectueux.

PARTIE POLITIQUE.

La Voix des Femmes, pour offrir plus d'intérêt à ses lecteurs et lectrices, s'occupera de politique intérieure et extérieure. Sans s'occuper des élections, le journal traitera dans les questions d'actualité, son langage sera franc, simple et objectif, comme tout langage qui veut à se servir. Nous ne publierons pas qu'à nos yeux de Dieu sous les bandes nos frères, et que, s'il est nécessaire de proclamer l'alignement social de la femme, il est indispensable de ne pas la présenter par les moyens rétrogrades que l'Europe d'union doit inspirer à chaque révolution.

Au lieu de lutter avec acharnement les uns contre les autres, ne serait-il pas plus sage de les attirer pour les guider dans la voie du progrès? Les étrangers qui viennent en France n'y laissent pas seulement leur or, ils y laissent leurs préjugés et leur reconnaissance avec des idées de liberté qui les dépassent en geste au cas de leur nation où elles se font plus. Attaquez les hommes de ce pays ne s'épouvante pas de leur gouvernement. Une telle manière d'agir est contraire aux lois de l'humanité, de la justice et du progrès. Pour éclairer le monde, il faut lui faire

l'âme de la femme, sans être la voix de la justice. L'homme et la femme, sans une sage loi d'union, l'union sociale. L'union de la femme et de la justice, sans une sage loi d'union, l'union sociale. L'union de la femme et de la justice, sans une sage loi d'union, l'union sociale.

droits civils et civiques contre l'esprit révolutionnaire qui réclame au 20e siècle les droits du corps par delà ceux de l'épouse et de la citoyenne (cf S.de Beauvoir : **Le deuxième sexe, tome 1**, p. 141- Idées) ; il ne s'agit pas non plus d'une révolte de bourgeoises uniquement, qu'un certain accès à la culture rend agressives, loin des exigences populaires que posent les problèmes de l'articulation de la vie ouvrière et familiale (cf. S. Rowbotham : **Féminisme et révolution**, p. 32-33 - Payot) et ce n'est pas enfin un mouvement social (plein de bonnes idées humanitaires qui se garde de tout contact avec le monde politique et social dans son ensemble (cf. Sullerot, **la Presse féminine**, p. 24).

Ainsi, pour ne pas simplifier, il faut reprendre les textes de ces journaux pour y comprendre l'originalité de ce mouvement qu'on peut difficilement taxer de révolutionnaire ou de réformiste, dans la mesure où une histoire concrète veut exclure toute idée reçue et tout manichéisme interprétatif.

Or l'intérêt de ces textes réside dans leur nécessité d'actualité, articles éphémères qui, même abstraits, sont toujours des réponses ou questions à la vie politique du moment. C'est donc ce va et vient entre la "théorie" et la "pratique" qui est significatif et c'est pourquoi il est tentant de rassembler ces remarques et discours épars pour mieux percevoir le système d'arguments qui sous-tend les analyses et les propositions, les descriptions et les utopies des femmes de 48.

Dans la **Voix des femmes** donc, les militantes qui écrivent sont pour la plupart socialistes et bien des thèmes et un vocabulaire communs aux luttes ouvrières s'y retrouvent. Pourquoi donc se sont-elles regroupées uniquement entre femmes ? Pourquoi ne s'être pas contentées de se "spécialiser sur la condition féminine" à l'intérieur de groupes déjà existants, convaincues que la lutte des femmes est un appendice nécessaire mais secondaire à une politique de subversion ? Parce que "c'est une erreur de croire, qu'en améliorant le sort des hommes, on améliore par cela seul celui des femmes" (**la Politique des femmes n° 1**). C'est dire, non pas tant, comme on dirait aujourd'hui qu'il y a des problèmes spécifiques aux femmes que les hommes sont incapables de comprendre, mais qu'il existe des femmes seules, isolées, qui n'ont pas d'hommes, de maris surtout, qui fassent l'intermédiaire entre elles et la société et qui puissent bénéficier ainsi par contre-coup des diverses réformes sociales. La politique des hommes, au sens propre, exclut donc de fait, ces femmes sans familles qui sont une des préoccupations majeures du féminisme du 19e siècle (cf. par exemple Julie Daubié : **La femme pauvre**). C'est certainement une des raisons qui décida les femmes à se rassembler entre elles, conscientes de la différence de leur politique derrière "le vaste étendard du socialisme". L'important alors n'est pas de comptabiliser les différences et ressemblances avec les mots d'ordre des autres groupes politiques mais de comprendre comment ces mêmes thèmes sont repris en compte par des femmes, à partir d'arguments féminins, tout en tâchant de résoudre les problèmes de métier, d'éducation ou de vie sociale en fonction du rôle de la femme comme telle.

Ainsi cela n'est en aucune sorte contradictoire d'accepter que des hommes

collaborent au journal. Olinde Rodriguers, banquier mais aussi saint-simonien, finance la **Voix des femmes** ; Victor Hugo et Jean Macé écrivent des articles, Paulin Niboyet, fils d'Eugénie Niboyet, la directrice de la **Voix des femmes**, y publie un feuilleton... Mais il reste bien sûr à savoir quelle place ou quel crédit, les femmes leur accordent: protecteurs, garants ou collaborateurs ?

Il reste à dire que nous citons quelques nom de femmes, Jeanne Deroin, Désirée Gay, Eugénie Niboyet entre autres... Ce sont leurs signatures qui reviennent le plus souvent, peut-être parce qu'elles étaient les plus actives mais aussi parce qu'elles ont un passé, souvent celui du Saint-Simonisme. Mais beaucoup d'articles sont anonymes et c'est pourquoi il semble inutile d'insister sur les diverses personnalités, la Voix des femmes, revendiquant le plus souvent une unanimité de pensée et de rédaction qu'il est nécessaire de respecter.

A l'œuvre !

Plus d'incertitudes !

Plus d'hésitations !

Posons-nous nettement cette question :

Que voulons-nous ?

Nous voulons notre émancipation totale. complète.

C'est-à-dire : être reconnues, en ce qui est de l'intelligence, égales aux hommes.

Mettons-nous donc hardiment à l'œuvre.

Plusieurs de nos sœurs sont effrayées à ce mot :

l'émancipation

Il ne faut pas qu'elles tremblent

qu'elles reculent

Notre œuvre est pure.

Voix des femmes n° 1.

“LES BONNES MOEURS FONT LA FORCE DES REPUBLIQUES ET CE SONT LES FEMMES QUI FONT LES MŒURS”. (Voix des femmes n° 2).

L'énergie républicaine du printemps 48, est une des forces de ces luttes féministes dont l'idée dominante veut que **l'émancipation** des femmes (**et non la libération**) n'aille pas à l'encontre du principe de moralité et de moralisation, nécessaire à l'organisation de la société républicaine ; qu'ouvrir aux femmes la vie publique n'est pas risquer la décadence des mœurs mais qu'au contraire, non seulement la femme libre ne faillira pas aux responsabilités de la citoyenne mais que bien plus elle est un élément essentiel de cette morale que tous appellent comme le principe fondamental du progrès et de la régénération sociale. Ainsi l'émancipation des femmes n'est pas seulement un

bien souhaitable, c'est une nécessité et une urgence pour la société toute entière. Dans les tâches impératives justement, il est question des ouvrières qui sont les premières à souffrir de la perturbation du marché du travail aggravée par les bouleversements de la révolution. Les industries du vêtement furent touchées dès le début et les femmes n'ont pas, comme solution de rechange la possibilité de s'enrôler dans l'armée. Par contre la prostitution peut servir de palliatif et c'est pour la femme de 48, l'asservissement extrême, celui de la solitude et de la maternité honteuse : **Voix des femmes n° 11** : "on se plaint de l'immoralité des femmes. Comment veut-on qu'il en soit autrement quand, après avoir travaillé toute une journée, elles se trouvent avoir gagné 10, 15 ou 20 sous au plus; quel courage, quelle vertu peut tenir contre un tel état de chose ? ". Donc ce n'est pas de la faute de la femme si elle fait état d'immoralité, c'est bien plutôt sa situation sociale qui la provoque. Et puisque l'immoralité est une conséquence et non un défaut originel, il faut prendre le mal à sa racine et réorganiser le travail des femmes. L'arme morale doit donc d'abord servir à convaincre de la nécessité de la réorganisation du travail, création d'emplois et égalité des salaires pour "régénérer" la république. Cela dit, ce n'est pas seulement la moralité de l'ouvrière qui importe, c'est la moralité de toutes les femmes car ce sont elles justement, qui portent la responsabilité morale de la société dans son ensemble. La femme libre a en effet une mission à remplir et cette mission ne se définit pas dans un abstrait utopique imprégné d'une tradition Saint-Simonienne pourtant présente, mais elle se construit directement à partir d'une analyse des vertus féminines qui se précise peu à peu :

"C'EST AU NOM DE NOS DEVOIRS QUE NOUS RECLAMONS NOS DROITS". Voix des femmes n° 1.

Quels sont ces droits et quels sont ces devoirs? Le droit de voter comme celui de travailler, le droit de divorcer comme celui d'éduquer, tous les droits sont un jour ou l'autre réclamés à partir de devoirs bien remplis, toujours les mêmes, ceux de l'épouse, de la mère et de la ménagère. Mais ces devoirs permanents peuvent s'accumuler, c'est une arme convaincante : "nos actes justifient notre foi, nous ne discutons pas, nous agissons pour conquérir nos droits, nous multiplions nos devoirs, c'est par le côté moral que nous voulons être acceptées". **Voix des femmes n° 11.**

**"EN MORALISANT LES FEMMES, ON AMELIORE LES HOMMES".
Voix des femmes n° 14.**

Multiplier les devoirs pour se donner le plus de chances d'obtenir satisfaction n'est pas qu'une étape dont l'importance ne serait celle que d'une transition nécessaire vers l'avènement d'une société nouvelle, c'est bien plutôt

l'objectif même que les femmes sont appelées à concrétiser dans la mesure où elles seront la pierre angulaire du nouvel édifice social : puisque les droits revendiqués provoquent pour la plupart une ouverture à la vie publique, le champ d'application des devoirs n'aura plus les bornes de la cellule familiale, il s'étendra jusqu'aux limites de la société elle-même. Donc reconnaître les droits des femmes, c'est les mettre au service des hommes: "Pourquoi voudriez-vous limiter notre dévouement à un seul être et nous refuser le droit de nous sacrifier pour l'humanité toute entière?". (**Voix des femmes n° 20**) Débauche donc de générosité vertueuse et promesse confiante dans leurs forces.

Ainsi cette ouverture au champ social n'est pas parole en l'air: ce don d'elles-mêmes que les femmes veulent faire à l'humanité signifie bien que, loin de n'être qu'une conséquence positive de leur lutte, leur mission sociale est une nécessité pour assurer la liberté réelle de l'humanité: "Si les femmes qui comprennent leur mission sociale, réclament l'égalité des droits c'est en vue de la régénération de l'humanité" (Jeanne Deroin, **Voix des femmes n° 27**).

"Dans votre égoïsme, vous croyez que le monde n'a pas besoin de la femme pour se gouverner... vous vous croyez forts. Et c'est cette assurance qui fait votre faiblesse. Hommes des siècles, prenez garde: la République de 93 est tombée parce que vous n'aviez pas su conserver l'estime et le respect pour la femme. Vous êtes tombés parce que les femmes l'ont voulu... Occupez-vous d'elles ou votre République tombera. L'Empire lui-même n'a-t-il pas croulé lorsque Napoléon a répudié la fille du peuple pour admettre dans son lit la fille des rois?" (**Voix des femmes n° 42**).

Ainsi la société toute entière est concernée par l'émancipation des femmes, et ce n'est pas un argument abstrait lorsqu'on lit dans la suite de l'article que le privilège de l'homme sur la femme permet à tout autre privilège de ressurgir, argument bien connu qui rappelle qu'un oppresseur n'est jamais libre. Offrir la femme pour la libération de l'humanité, c'est dire en positif ce qui se démontre en négatif, à savoir que la perpétuation de l'oppression des femmes sera comme un ver dans le fruit de la société nouvelle. Le mouvement des femmes n'est pas alors qu'une des têtes de l'hydre de la révolution, c'est le corps même de la révolte et du changement possible: "le degré de liberté accordé à la femme est le thermomètre de la: liberté et du bonheur de l'homme" (**Voix des femmes n° 35**). Peut-on se permettre de voir là encore une raison de l'autonomie nécessaire d'un groupe de femmes qui se refusent à comprendre leur combat comme une "contradiction secondaire" et qui questionnent aussi la politique des hommes pour qui l'émancipation de la femme n'est qu'un paragraphe de leur programme? Ce serait sans doute projeter notre 20e siècle et voyons plutôt, à l'inverse,

quelle présence est accordée aux hommes, quelle part éventuelle ils peuvent prendre à ce mouvement précis et autonome. Nous avons dit qu'ils avaient financé, écrit, pris parti publiquement pour la Voix des femmes, mais les femmes que pensent-elles ? Elles ne savent pas si elles peuvent les admettre aux réunions-enseignements qu'elles vont organiser pour les femmes : "nous ne voulons exclure personne de notre journal; mais nous désirons "nous faire accepter par l'estime", et pour que nos réunions n'effraient ni les pères, ni les maris, elles auront lieu entre nous. Plus libres dans notre pensée, nous chercherons alors à triompher de notre inhabileté pour soutenir sérieusement la discussion sur le terrain où nous l'avons placée" (**Voix des femmes n° 8**). Elles veulent bien de leur "protection" mais c'est aux femmes qu'elles demandent leur "concours" (**La Politique des femmes, n° 2** - Août 48). Parce que, somme toute, quand les hommes se mettent à écrire, cela ne se fait pas à nos yeux sans mal: Victor Hugo dans la **Voix des femmes n° 17** veut "éveiller l'intérêt en faveur des femmes, un peu déshéritées par les hommes" mais au-delà de ce soutien, il se risque aux définitions: "Pure et noble compagne de l'homme, si forte quelquefois, souvent si accablée, toujours si résignée, presque égale à l'homme par la pensée, supérieure à l'homme par tous les instincts mystérieux de la tendresse et du sentiment, n'ayant pas à un si haut degré, si l'on veut, la faculté virile de créer par l'esprit, mais sachant mieux aimer, moins grande intelligence peut-être, mais à coup sûr, plus grand cœur". La Voix des femmes ne fait ici aucun commentaire mais elle sait aussi parfois faire la part des choses et émettre des critiques comme lorsque Desplanche veut bien les soutenir mais affirme cependant que la femme n'aura pas à sortir du cercle du foyer domestique (cf. **Voix des femmes n° 16**).

"L'AUREOLE DE LA FEMME LUI VIENT DE SON SEXE" (Voix des femmes n° 33), UNE IMAGE SANS RUPTURE.

La femme ne se perdra pas dans les débordements d'une agitation ridicule. Rien ne sert de "braver l'opinion publique" comme le fit Lolla Montès par l'extravagance de sa conduite (cf n° 4) et en politique surtout il faut rester de bon ton: **La Voix des femmes** annonce dans son numéro 8 la création de la société des Vésuviennes qui regroupent des ouvrières pauvres, mais ne semble pas les suivre sur la voie de la militarisation que le citoyen Borme leur propose, qui les ridiculisèrent beaucoup et dont il n'est pas sûr que cette image coïncide avec leur réalité.

Les Vésuviennes: "*Légion de jeunes femmes de quinze à trente ans, pauvres travailleuses déshéritées qui s'organisent en communauté, dans le but d'améliorer leur sort. Leurs règlements sont très sévères. La nourriture et le logement sont assurés à chacune... Nous trouvons l'œuvre des Vésuviennes digne de toutes nos sympathies; mais pourquoi ce nom de Vésuviennes? Leur jeunesse, leur dévouement à la cause publique l'autorise, l'intérêt général le commandait-il ?*" (**Voix des femmes n° 8**).

LE CHANT DU DÉPART DE CES DAMES

OU GRANDE EXPÉDITION

CONTRE CES GUBUX DE MARI.

Air du Chant du Départ.

1.

Tambours résonnent, battez la générale :
Et vous, *diapasons*, battez aux vents.
Ayez assez de vaillance l'année nationale :
Serrez, oui, serrez bien vos rangs.
Mes sœurs, donnez tous l'accablé :
Qu'un joug indigne ait rompu !
Partons pour la grande croisade,
Guerre, guerre au sexe barbu !
En avant ! défilons la terre
De tyrans trop longtemps debout -
A la barbe faisons la guerre,
Coupons la barbe... coupons tout !

2.

Sœurs, mettez de côté le bini, la capote :
Plus de pareils colibébets !
Dans ses retranchements pour forcer la victoire,
Prenez de belliqueux harnais.
Jurons au feu notre cantine,
Vive le mille cantons !
Prenez le képi pour coiffure,
Empruntons son casque au dragon.

En avant, etc.

3.

France, à notre tour soyons seules maltraitées,
Avez le vent la liberté !
Ne se montraient fous ; devenez des ligesses,
Ce droit n'est bien à la beauté !
Et cet accablé le tempête ;
Qu'ils succombent... point de pardon !
Quand le coq a perdu sa crête,
Il devient un humble chapeau.

En avant, etc.

4.

Vésuviennes, au secours, et du joug qui vous
Habitent effrayez-vous-nous !
Faisons ce qu'on nous fera en quatre-vingt-
[un] ;
Par un décret tout neuf supprimons nos époux,
Qu'une veuve sans pareille
Soit la leçon du genre humain !
Frappons, que les raps de la veille
Soient les chapeaux du lendemain.

En avant, etc.

5.

Quand il le voit sans fait de ce sexe barbu
Qu'il plus vite se rebelle (1),
Pour les enlever, je vous que l'on prépare
Le mouvement on l'en fera :
— Vous, qui passez, priez pour l'honneur
— Ils sont fort sés à nous.
— Le sexe fort battit le femme,
— Mais le battit devant l'honneur !
En avant ! défilons la terre
De tyrans trop longtemps debout !
A la barbe faisons la guerre,
Coupons la barbe, coupons tout !

L. G.

(1) Bien entendu que les hommes ne sont pas compris dans ce mouvement général. Autrement que devien-
drait le genre humain ? On voit que ces dames sont
prévoyantes.

(Note de l'éditeur.)

Le Gérant : L. GUILLEMAIN.

Le second numéro de notre Journal sera moitié prose, moitié chansons.

Suppl. N. 1. 1848, t. de Sébas, 18.

Extrait de "La République des femmes" Journal des Cotillons, n° 1 juin 1848
(Journal dit des "Vésuviennes" édité par un homme...).

Les Vésuviennes: *“C’est là, disent-elles, le premier nom de dérision qui a servi à nous désigner au ridicule et nous mettons notre amour-propre à le réhabiliter. Mais il peint merveilleusement notre pensée. Seulement la lave si longtemps contenue, qui doit enfin se répandre autour de nous, n’est nullement incendiaire, elle est toute régénératrice”*. (Cité par Edith Thomas - **Les femmes en 48**, page 47).

Mais peu importe, la Voix des femmes les ignore car elles passent pour se moquer d’une image de la femme qu’elles ne veulent pas abimer.

Ainsi, la femme n’a pas à renier le jeu ambigu des femmes célèbres, elles sont l’exception qui confirme la règle, et quel que soit la raison de leur renommée, ce qui compte, c’est qu’elles ont prouvé tout simplement l’existence de la femme sur la scène sociale: puisqu’il y a des femmes illustres associées à la gloire des hommes, toutes les femmes ont droit à l’honneur et au bien-être futur: “Que la gloire des femmes illustres et méritantes qui nous ont précédées, se reflète en ce moment sur les femmes du travail et du dévouement obscur” (**Voix des femmes n° 2**). Il n’est donc pas nécessaire de rompre avec la femme du passé, il faut accumuler toutes les preuves de l’importance du rôle de la femme dans la société: celles qui furent célèbres peuvent servir d’image de marque; quant aux femmes anonymes, leur étouffement passé n’est que prometteur: “Si malgré tout” (malgré sa dépendance) “la femme s’est associée aux gloires comme aux malheurs de la France... que n’avez-vous à attendre d’elle quand ses fers seront brisés” (**Voix des femmes n° 3**). “Nous commençons plus tard que les hommes et nous irons probablement plus vite qu’eux parce qu’il y a en nous des habitudes innées d’ordre et d’union” (**Voix des femmes n° 14**). On peut donc reprendre en compte le passé, même s’il témoigne de ce qui fut oppression, exception ou règle, mais reste à savoir s’il ne s’agit que d’assumer ce passé, d’en tirer éventuellement gloire, ou si les femmes peuvent y puiser leur force même.

“LA FEMME A RECU UNE DOUBLE PUISSANCE DE CREA TION: UNE PHYSIQUE, UNE MORALE: L’ENFANTEMET ET LA REGENERATION” (Voix des femmes n° 31, discours de Jeanne-Marie). LE PLEIN EMPLOI D’UNE FONCTION

De manière générale, il est clair que l’homme ne sera libre que si la femme l’est aussi, mais plus précisément encore, Jeanne-Marie proclame que “la mère de nos fils ne peut plus être esclave” (**Voix des femmes n° 31**), qu’ainsi c’est aussi et surtout comme mère que la femme joue. pour la société, sa liberté. Etre une femme libre, c’est être mère et épouse pour sa famille comme pour la nation. La première tâche implique logiquement la seconde comme si cela était dans la nature, et promesse est faite d’un épanouissement à la mesure des qualités mises en jeu et jusqu’à présent si mal employées. Cela dit, si l’analyse est claire. et les principes bien fondés, cela n’est pas si simple au niveau d’une pratique concrète: l’ouver

ture à l'ensemble de la société apparaît bien souvent comme une importation à l'intérieur de la famille du rôle que les femmes pourraient jouer à l'extérieur. Il faut en quelque sorte faire rentrer la vie politique à l'intérieur du foyer pour qu'hommes et femmes y participent ensemble: le n° 1 de la **Voix des femmes** admire Pauline Roland qui a fait dresser procès-verbal du refus de son vote, elles adressent une pétition au gouvernement provisoire pour réclamer le droit de vote, mais dès le n° 4 elles acceptent les restrictions qu'on leur impose: hommes et femmes ont différentes "sphères d'action" et la femme peut participer à sa manière à la vie civique .

"faits divers: une ouvrière ayant porté au corps de garde le diner de son mari, alors en faction, prit le fusil et fit sentinelle, tandis que celui-ci avalait le consommé conjugal" (**Voix des femmes n° 4**):

"Chaque électeur doit trouver une vois de femme qui le guide ou lui serve d'écho". Bien sûr, on peut dire ici qu'il ne s'agit que de ne pas s'avouer battues en attendant qu'un verrou saute (on sait bien qu'il fallut un siècle encore pour pouvoir voter), mais que dire de ce conseil: "C'est à elles, comme épouses, comme mères, comme filles, comme sœurs, de vous éclairer, riches, et de vous ramener franchement dans la voie large et pure du progrès et de la fraternité" (**Voix des femmes n° 25**). On demande bien là aux femmes de la famille d'avoir, comme telles, un rôle politique. Sans préjuger ici du rôle d'auxiliaire qui est revendiqué pour la femme, il apparaît certain que l'accès à la citoyenneté peut se faire pour elle avant même de mettre fin à sa situation d'exclue de la politique, et justement c'est parce qu'elle est mère que ce genre de compromis est possible.

"La Révolution de 1830, on se le rappelle, eut son moment d'espoir, son moment d'effervescence: un cri d'émancipation s'éleva parmi les femmes de la grande cité et alla vibrer dans mille cœurs, au fond de nos provinces...; ces vœux et ces besoins trouvèrent des échos, des interprètes parmi les hommes les plus généreux et les plus éclairés de cette époque; ces hommes se posèrent en apôtre de l'émancipation des femmes..."

Mais lorsque Enfantin a tenté de proclamer la femme libre, lorsqu'il l'a désigné, comme prêtresse de l'avenir, l'odalisque indolante, la femme ignorante et sensuelle, il a renié son maître et rompu avec le premier disciple, Rodrigues, qui voulait conduire l'homme à l'égalité sainte de la fraternité". (**Voix des femmes n° 27**)

Encore faut-il tâcher de comprendre comment les femmes de 48 se représentent la mère et la nation: la mère n'est génitrice qu'investie d'une fonction divine, prêtresse qui signifie que cette fonction est une institution naturelle par elle-même: on retrouve ici l'héritage du Saint-Simonisme auquel adhèrent certaines femmes de la **Voix des femmes**, qui en renient l'immoralisme qu'elles jugent rétrospectivement manipulateur, mais qui en garde l'inspiration mystique: Ainsi Désirée Gay: "les femmes sont prêtresses par leur nature comme les prêtres de toutes les religions le sont par leurs attributions, et la fonction sacerdotale qu'elles exercent depuis des siècles dans la famille et autour d'elles, devra

prendre rang comme fonction sociale, afin de s'étendre successivement à la grande famille humaine" (**Voix des femmes n° 10**). Par ailleurs la société se décrit souvent au 19e siècle d'après le modèle de la famille, et ce n'est pas du tout particulier à la lutte des femmes. Ainsi des représentations implicites de la mère et de la société servent aux femmes pour argumenter en faveur de leur majorité et c'est cet implicite peut-être qui les entraîne dans des confusions ou contradictions qu'à un siècle de distance on déchiffre peut-être trop aisément.

"LA FEMME AURA PRIS DATE EN FACE DE L'HISTOIRE" (Voix des femmes n° 23). LE SAVOIR ET LA FAMILLE

C'est assez évident au niveau de l'instruction dont la revendication se perd un peu dans la disproportion entre le possible et le souhaitable. En tous cas, c'est la morale qui prime pour appuyer toute tentative de changement et non point l'exigence d'égalité dans le savoir, même si l'on connaît toutes les vindictes à propos de la ségrégation des sexes dans l'éducation et la vie professionnelle. C'est dire qu'il va falloir justifier encore, par un surcroît de vertu et d'intention ce qui ne devrait être qu'une revendication légitime. D'ailleurs, le problème de l'instruction est celui qui laisse voir le plus de divergences dans la **Voix des femmes**. Certaines voix sont prêtes à privilégier la conscience morale : il ne faut pas croire que le mal est dans notre ignorance ou notre manque d'instruction mais dans "l'oubli des principes d'une liberté sage qui repose sur les droits et les devoirs" (**Voix des femmes n° 4**). Pour d'autres au contraire, "la femme n'est impuissante que parce qu'elle est ignorante" (**Voix des femmes n° 23**). Cela dit, les revendications au savoir et à l'instruction sont précises et le désir d'accès aux professions masculines toujours présent. Eugénie Niboyet, la présidente de la **Voix des femmes**, propose un enseignement public pour les femmes (**Voix des femmes n° 8**), Joséphine de Besnier établit un Projet d'une Fondation nationale pour l'Éducation, l'Enseignement intellectuel et professionnel des jeunes filles du peuple (**Voix des femmes n° 37**) et Elisa Lemonnier, l'une des fondatrices de l'enseignement professionnel 15 ans plus tard, se préoccupe déjà à l'intérieur des ateliers nationaux de la formation des ouvrières. Mais pour toutes surtout, l'éducation et l'instruction se dissocient malaisément : "la génération actuelle est bonne, loyale, généreuse, les tourmentes politiques l'ont murie ; ses enfants, qui profiteront de son expérience, deviendront encore meilleurs, si on les préserve, par l'éducation, des écarts résultants de principes faux ou vicieux, et en leur enseignant de bonne heure, les devoirs du chrétien, le respect pour la famille, l'amour du travail, l'union entre tous, la tolérance pour les idées, pour les croyances, l'humanité envers les affligés. Il est un moyen prompt, infaillible d'arriver à ce résultat si désirable pour le bonheur des peuples et l'affermissement des institutions, c'est de commencer par l'éducation des femmes (**Voix des femmes n° 37**). Et tout le monde est convaincu que c'est l'enseignement qui sauvera les ouvrières de

la dépravation rien que parce que savoir coudre, c'est se garantir du travail et donc la liberté. Apprendre, c'est ainsi, au premier niveau, compter sur son intelligence et non sur un éventuel argent familial, c'est assurer son indépendance : "la liberté que donne la richesse est illusoire, celle que donne le travail est la seule réelle" (**Voix des femmes n° 31**).

On peut prendre cela pour une évidence mais là encore, les choses ne sont pas si simples, et le savoir est parfois revendiqué avec des justifications théoriques qui en amoindrissent la portée : les femmes veulent être avocats et médecins, mais devant l'énormité de leur requête, elles en signifient tout de suite l'utilité, utilité interne à la famille, système d'auto-défense qui viendra renforcer les qualités naturelles de la mère : "il faut que la femme puisse désormais défendre et protéger elle-même la fortune et l'avenir de ses enfants. Quant à la médecine, c'est en règle générale, dans le même but que la femme doit s'y adonner : appelées par Dieu à donner l'existence, nous devons apprendre à la conserver à ceux à qui nous l'avons donnée". Encore une fois donc, savoir c'est pouvoir se prendre en charge, être indépendante, l'exercice de la profession restant dans le vague de l'avenir. Mais que ce ne soit qu'un argument à court terme qui n'implique aucune limite définitive, ne nous empêche pas de remarquer qu'un droit ne se justifie que par rapport à un devoir, une utilité.

De la même manière, l'enseignement général de la mère, servira d'abord la famille : témoin cette discussion fictive du premier numéro de la **Politique des femmes** :

"Il faut bien que nous puissions causer avec nos maris.

- Il faut bien que nous puissions instruire nos enfants.

- Nous nous instruirons ensemble et nous seconderons les hommes".

Cela dit, il arrive aussi que la femme réclame quelque chose pour elle-même comme de s'instruire pour être institutrice, mais alors à l'inverse, il lui sera demandé d'apporter, dans l'exercice de son métier, ses qualités familiales.

Amélie Praï publie là-dessus une série d'articles (cf. nos 1, 13, 31, 39 **Voix des femmes**) qui sont exclusivement consacrés à l'éducation des filles, pour qui on ouvrirait un pensionnat primaire et secondaire (il n'y a pas alors d'école publique secondaire pour les filles, et elles ne l'oublient pas dans leurs revendications). On n'est donc plus au temps où c'était une catastrophe de voir naître une fille et où elle était écartée de toute instruction, mais l'éducation de la petite fille ne doit cependant pas sortir de l'espace maternel et c'est pourquoi la maternité prime la fraternité : "nous ne prétendons pas attaquer l'éducation publique, elle est particulièrement propre au développement de la fraternité tendant à l'universalité. Ce que nous constatons, c'est sa mauvaise direction et son insuffisance quant à l'instruction des jeunes filles". Donc il ne faut pas, pour les filles, d'éducation trop collective où le groupe marquerait la nécessaire relation de la petite-fille à la maîtresse : "Qu'est-ce qu'une pension de jeunes personnes ? C'est une grande famille dont la directrice est la mère, le prêtre et la croyance... elle a 3 ou 4 élèves : d'une part, c'est la tendresse maternelle, de l'autre, la confiance filiale. Enfants qui n'ont fait que passer du sein d'une mère au sein d'une autre mère. Quelle touchante sollicitude. La chambre où re

posent les élèves est tout à côté de celle de l'institutrice; elle les protège la nuit...". Les difficultés surgissent évidemment quand le groupe s'élargit et quand les petites filles grandissent, le problème majeur étant celui de la dissimulation que la situation de groupe provoque. De toutes façons, on en reste au niveau des principes. Ce qui comptait c'était d'insister sur le cadre spécifique nécessaire à l'éducation des filles, et les problèmes du contenu de l'enseignement ne sont guère abordés. Car ce n'est pas ce qui importe d'abord: ce qu'il fallait, c'était intégrer la réflexion sur l'éducation dans une toile qui tisse réellement des liens entre la morale comme arme de combat et la maternité comme le creuset où se forge cette arme. "La mère seule est appelée à sauver la génération future: oui, l'éducation maternelle et l'instruction publique ou particulière, voilà, après le naufrage, notre seule ancre de salut" (Amélie Praï, **Voix des femmes n° 39**).

"L'ERE DE LA FORCE ET L'ERE DE L'INTELLIGENCE" (Jeanne Deroin, Voix des femmes n° 7) OU "LES AMAZONES DE LA PAIX".

On comprend aussi par là que la violence n'est pas une arme nécessaire, et c'est une idée commune à un certain nombre de protestataires du 19^e siècle, qu'enfin, il va être possible de s'entendre, puisque la société, au stade où elle en est, n'obéit plus de façon prépondérante aux rapports de force physiques et matériels, mais permet l'usage de la rationalité logique et morale. Donc pour Jeanne Deroin, on peut mettre de côté la probable différence de force et de faiblesse entre les hommes et les femmes et croire que l'ère de l'intelligence ouvre la voie à l'émancipation des femmes. Il ne reste donc plus qu'à articuler l'exercice enfin possible de l'intelligence de la femme, et des qualités naturelles et ancestrales d'épouse et de mère, pour que toutes les femmes soient efficaces au changement social. Mais alors, il s'en déduit à l'évidence, que si les femmes ne s'appuient pas sur la force pour se faire accorder le droit d'existence, il n'est pas question qu'elles fassent usage ou préconisent la violence: "l'ordre, qui est la paix se personnifie dans les femmes" (**Voix des femmes n° 3**) car c'est aux femmes qu'il convient "d'apporter des paroles de paix aux partis exaspérés, et de leur crier, avec un accent maternel: vous n'irez pas plus loin!..." (**Voix des femmes n° 27**). Refuser la violence ne signifie donc pas refuser la politique mais proposer un autre style de vie politique où la femme aurait pour tâche d'y effacer au mieux l'éternel rapport de force. Mais ce serait peut-être à nouveau projeter notre 20^e siècle que d'y voir un choix idéologique délibéré, critique de la violence en même temps que du pouvoir comme tel. Car encore une fois, il faut comprendre que c'est la nature intemporelle, l'essence même de la femme qui commande ce rôle pacifiste et moralisateur. Or, pour nous, ni la nature, ni la morale, ne sont des concepts opérants ou des critères d'analyse. Quant aux femmes de 48 en revanche, c'est par là qu'elles refusent l'usage de la force et ce, à deux niveaux: pour les revendications spécifiquement féministes nous avons vu comment elles prirent leurs distances d'avec les Vésuviennes: le ridicule

comme la violence sont de l'ordre de la démesure et du désordre et ne peuvent que plaider en la défaveur des femmes. Quant aux revendications ouvrières, il en est de même, et dans les derniers numéros qui relatent, à partir de la fin Avril, les difficultés des ateliers nationaux, la **Voix des femmes** se démarque peu à peu des manifestations violentes : "les femmes, nous en répondons, ne feront plus d'émeutes bruyantes. Mais chaque fois qu'un fait se produira contre elles, leur dévouement ne faillira point. Les amazones de la paix marchent en colonnes serrées". Cela, c'est dans le n° 25, lorsque les menaces contre Louis Blanc s'accroissent, mais les exhortations sont les mêmes lorsque Désirée Gay est destituée de ses fonctions de déléguée des ateliers du 2^e arrondissement : "les ouvrières du 2^e arrondissement ne se révolteront pas violemment, elles savent que les femmes sont fortes par le calme et par la volonté persévérante" (n° 28). Encore une fois il n'y a pas que les femmes, en 48, pour plaider en faveur des armes calmes et raisonnables. Mais là où elles sont originales, c'est en justifiant cette politique à leur manière, en trouvant, dans la définition des qualités spécifiquement féminines, la raison nécessaire de leur théorie et principes, et en finissant parfois par pousser à l'excès l'idée qu'elles se font de leur vocation : "nous ne venons pas pour détruire la loi mais pour l'accomplir". Et c'est là où l'on voit que la non-violence n'est pas une idéologie affirmée ou une méthode spécifique de subversion, mais qu'elle se dissout dans le vague de leurs théories entre la prééminence de l'arme intellectuelle sur l'arme physique et matérielle, et l'importance de ne pas perdre sa nature de femme dans l'arène houleuse de la politique.

"L'HOMME A L'HONNEUR DE TRACER LE CHEMIN!" (Voix des femmes n° 3).

A tout prendre d'ailleurs, la femme ferait mieux de ne pas sortir ni dans la rue, ni même hors du cercle de la famille : "nous ne sommes faites, ni pour la lutte, ni pour le combat. Il nous est donné de calmer les âmes, de les inspirer, d'indiquer la route ;... Femmes, femmes, ce n'est pas dans la rue que vous triompherez d'abord des temps et des hommes, c'est dans la famille, c'est autour du foyer, puis au milieu de vous..." (**Voix des femmes n° 3**). Il semble donc que l'ouverture à la société qu'elles revendiquent est avant tout économique et sociale mais guère politique ; elles se révoltent donc contre le mécanisme d'exclusion dont elles sont victimes, mais elles ne vont jamais vraiment jusqu'au bout de la logique de leurs revendications, freinées sans doute par une impossibilité de fait mais surtout par la grille d'argumentation qu'elles se donnent, mère-épouse. Paradoxalement, elles donneraient plutôt raison à Georges Sand (qui s'est démarquée d'elles dès le début) lorsqu'elle réclamait les droits civils avant les droits civiques (le divorce avant le vote), lorsqu'elle se voulait révolutionnaire en morale avant de l'être en politique (l'expression est de Jules Bois dans la préface du livre d'Abensour). Sauf, bien sûr, que c'est dans sa vie personnelle et non à

partir de problèmes collectifs) que Georges Sand se voulait une femme subversive. On pourrait ainsi dire qu'elles donnent raison à Georges Sand mais à l'envers: dans le sens d'une consolidation de la famille et non de son éclatement, bien qu'elles soient très "mobilisées" par la question du divorce dont elles débattent longuement dans leurs derniers numéros, mais qui ne doit être autorisé que pour rendre quelque considération au mariage" (**Voix des femmes n° 40**).

Ainsi, conseiller aux femmes de rester chez elles, signifie tout autant l'impossibilité d'apparaître sur la scène politique parlementaire, que la volonté de reconnaître des qualités à la femme, ordre, douceur et modération. C'est pourquoi les points de vue sont contradictoires: tantôt elles critiquent ceux qui disent (en l'occurrence Desplanche, un homme, que nous citions plus haut) que c'est à l'homme de créer et à la femme de moraliser, en ajoutant à son article un post-scriptum où elles affirment que la femme ne restera pas, **dans l'avenir**, à l'intérieur du cercle du foyer domestique, tantôt elles écrivent, et c'est le plus fréquent, que **pour aujourd'hui** sans doute, il faut s'en tenir à une certaine décence. Faut-il donc dire qu'il y a des priorités stratégiques?

Et qu'en est-il de l'épouse elle-même, de la femme dans le couple et non plus seulement dans le foyer? Eh bien: "la tête et le bras de l'humanité c'est l'homme, le cœur de l'humanité c'est la femme" (**Voix des femmes n° 3**). Et ces images ne sont pas rares, bien au contraire: "l'homme est un généreux combattant, la femme une inspiratrice dévouée" (**Voix des femmes n° 8**). Elle est "comme un rayon de lumière et d'amour pour vivifier l'intelligence de l'homme". L'important alors, ce n'est pas tant l'affirmation des différences entre homme et femme, que la nécessaire subordination de la femme à l'homme: elle est dévouement, lumière qui inspire, réchauffe ou éclaire, présence nécessaire mais qui reste celle d'une auxiliaire. Ainsi l'émancipation des femmes n'est pas dangereuse, croyez-le bien: "le mariage peut bien devenir une association et cesser d'être un système de dépendance" (**Voix des femmes n° 31**), "l'égalité dans la différence n'exclut pas cependant la subordination". "Vous affranchirez la femme lorsque vous aurez compris qu'elle ne veut pas prendre votre place, mais marcher à vos côtés pour vous applanir les aspérités du chemin" (**Voix des femmes n° 31**). Or, si c'est à des hommes que Jeanne-Marie s'adresse ici, puisqu'il s'agit d'un discours tenu au club de l'Émancipation des Peuples, et s'il est bien évident que ses propos cherchent à convaincre avant tout, est-ce une raison suffisante pour accepter leur modestie? En tous cas, il apparaît difficile de trancher, entre ce qui relève d'une détermination pour "prendre date en face de l'histoire" et ce qui, hors de toute tactique, en-deça ou au-delà du mouvement historique, veut être l'affirmation d'une nature de femme.

"LES OUVRIERES SOUFFRENT... ORGANISONS LE TRAVAIL" (**Voix des femmes n° 36**). **FORME ET REALITE DU DEVOUEMENT ECONOMIQUE.**

C'est là que se fait le partage entre la bourgeoise et l'ouvrière, partage qui ne consiste pas, comme on pourrait le croire, en une opposition, mais en

une tentative de proposer une coopération productive. Et quand on lit que "la pensée de notre époque, c'est la pensée d'association sous toutes les formes" cela ne signifie pas seulement que doivent se créer des regroupements internes à chaque profession (ce que nous verrons plus loin), mais c'est souligner encore une idée-force de l'époque qui exprime la croyance qu'un changement se fera plus par le dialogue que par l'exacerbation des luttes. Réunissons donc bourgeoises et ouvrières dans un rapport d'échange et non de dépendance, et supprimons l'aumône qui perpétue les problèmes et pallie les manques sans provoquer de réels changements. En fait, il faut qu'une "fraternité" efficace, à la place d'une charité ponctuelle, puisse s'instaurer entre les femmes; il faut organiser le travail des ouvrières. Concrètement, il n'est pas exclu de proposer un concert au profit des ouvrières sans ouvrage, mais théoriquement, on critique Mme de Lamartine, par exemple, qui veut "rendre la charité possible à toutes les classes par la mutualité de secours organisés entre plusieurs familles": "Mme de Lamartine a l'habitude des bonnes œuvres et celle-ci est certainement la plus complète, la plus large qu'elle ait conçue; c'est une forme transitoire du communisme, un moyen terme entre le passé et l'avenir, la transformation de l'aumône en mutualité de secours. Est-ce bien cependant ce qui doit prévaloir et l'humanité n'a-t-elle pas mieux à attendre de la fraternité?" Bien sûr, c'est moins humiliant pour le pauvre de s'adresser à une organisation plutôt qu'à une dame patronesse, mais le secours n'est qu'une charité bien ordonnée: "l'ouvrière a raison de se révolter, ce que l'ouvrière veut, ce n'est plus l'aumône organisée, c'est le travail justement rétribué" (**Voix des femmes n° 23**). Et le travail, on le verra, c'est celui que pourront proposer les ateliers nationaux. Mais se battre contre la charité ce n'est pas seulement demander aux riches une aide réellement efficace, c'est aussi refuser que les femmes se rendent, entre elles, des services gratuits, c'est exiger que tout travail social d'une femme soit reconnu comme tel et justement rétribué; la femme est effectivement appelée à se dévouer mais le dévouement se paye: les sages-femmes qui suppléent bien souvent au manque de médecins et ce, bien sûr, dans les familles pauvres, réclament un statut et des droits en accord avec leur tâche. Ainsi si la femme s'est proposée, à partir de ses qualités féminines, d'œuvrer à la régénération sociale, elle se refuse cependant très clairement au sacrifice: son sacerdoce n'est pas du bénévolat.

Mais dans cette perspective, que peut faire la bourgeoise? Elle peut apporter son soutien aux organisations de travail, à la fois en finançant et en consommant. Financer c'est d'abord donner du travail: à partir du mois d'Avril, la **Voix des femmes** lance des appels aux lecteurs et lectrices pour qu'ils donnent "des travaux à confectionner par nos sœurs ouvrières", ou inversement, pour proposer des ouvrières spécialisées: "nous pouvons procurer comme journalières, ou pour du travail à domicile, des ouvrières de tous états dont nous garantissons la moralité. Notre association ne prélève aucun droit et fait tourner à leur profit le prix intégral de leur travail" (**Voix des femmes n° 35**). Or, si les femmes produisent, il faut aussi assurer la vente de ces produits; ainsi, toutes les femmes sont appelées à consommer, malgré cette période de crise où la répression de l'industrie du vêtement signifie que les dépenses secondaires sont négligées. Achetez donc

avec une frivolité militante demande Henriette aux femmes du monde : “Qu’est-ce que nous vous demandons ? de ne point interrompre le cours de vos dépenses ; ... si nous étalons sous vos yeux nos industries, ne détournez point la tête avec un superbe dédain ou avec une coupable indifférence, ne thésaurisez point. L’argent dans une petite main blanche et délicate sied moins que ces jolis riens nouveaux qui donnent à la jeune ouvrière tant de peine à confectionner pour attirer de vous, un sourire d’envie, un regard de convoitise”. (**Voix des femmes n° 12**). Mais aussi, poursuit le n° 2 de **la Politique des femmes**, sachons analyser les “rapports très intimes” entre la mode et la politique des hommes, ce qui serait toute une autre façon de comprendre la production industrielle : la reine d’Angleterre, en bannissant les modes françaises de son royaume a fait une grande faute féminine : “la coquetterie des femmes anglaises les portera à faire une révolution contre un ordre si barbare et les ouvrières parisiennes se coaliseront pour faire des modes si jolies, si séduisantes, qu’il faudra bien que la petite reine elle-même leur rende les armes” (**La Politique des femmes n° 2**).

Ainsi la solidarité féminine peut s’exercer lors des différents stades de la fabrication d’un produit, de sa production même à sa distribution. Il y a bien une évolution, de la **Voix des femmes**, qui prétend à une coopération étroite entre bourgeoises et ouvrières, à la **Politique des femmes** qui se dit un journal d’ouvrières uniquement et qui paraît après l’euphorie, après les journées de Juin, à un moment d’analyse et de critique des ateliers nationaux : dès le mois d’Août en effet, il n’est plus question d’organiser ou de réorganiser le travail, mais de comprendre l’articulation nécessaire entre la production et la consommation. Il s’agit donc surtout de voir quel parti tirer de la mode sur le plan politique. Ce n’est plus alors l’urgence financière de la situation des ouvrières qui guide nécessairement l’argumentation, mais une compréhension à plus long terme de la femme et de l’image féminine bourgeoise qui doit se perpétuer pour que l’ouvrière acquiert son indépendance économique.

“LE GRAND MENAGE MAL ADMINISTRE QU’ON NOMME L’ETAT”.

L’organisation du travail est donc une nouvelle preuve du mérite des femmes, et de leur utilité dans la grande famille sociale. En ce sens, ce n’est pas leurs qualités de mère qu’il faut apprécier, mais leurs bonnes habitudes de ménagères qui ont le souci de régler dans son ensemble et dans ses détails la vie du foyer, en l’occurrence, assurer la production et la consommation. C’est bien ainsi que Marguerite Thibert (**Le féminisme dans le socialisme français de 1830 à 1850**) le comprend : “Si le titre de mère devait faire accorder à la femme son entrée dans la cité, ses qualités de bonne ménagère l’y rendaient désirable”. C’est en effet au niveau de l’organisation du travail qu’on ne se paye plus de mots et que les femmes peuvent faire leurs preuves tout de suite, tandis que proposer d’étendre leurs devoirs maternels

à la société toute entière reste un discours un peu abstrait, déclaration d'intentions plus que pratique immédiate : "nous devons persuader avant de convaincre... les ouvrières souffrent... organisons le travail... Quand les œuvres parleront pour nous... n'aurons-nous pas consacré nos droits et pourront-ils nous les refuser ? " (**Voix des femmes n° 36**). La mère a donc proposé ses services mais la ménagère réalise concrètement ; les hommes alors ne pourront plus douter de l'utilité sociale et politique des femmes, et cette utilité, en justifiant leurs droits, rendra leur émancipation nécessaire. Elle en sera la cause et la raison politique directe, ce sera une preuve pour contredire l'infériorité prétendue de la femme. La morale du féminisme de 48 n'est pas seulement celle qu'on lit dans le contenu des revendications, elle est aussi à l'œuvre dans la tactique politique proposée: on ne peut obtenir ce qu'on a le droit d'avoir qu'à partir d'une justification tangible, concrète, de ce droit. Quelles furent donc les mesures concrètes qui prouvent les qualités économiques et sociales de la femme ?

"LA CONDITION D'OUVRIERE S'ENNOBLIRA..." (La Politique des femmes n° 2).

A court terme en effet, il est très possible de se battre pour une meilleure organisation du travail au lieu d'en rester à des débats généraux comme pour l'éducation, le vote ou le divorce. Bien sûr, on peut dire que c'est l'urgence de la conjoncture, crise et révolution, qui commande un nouvel aménagement du travail ouvrier; mais ce qui est certain aussi, c'est que pour les femmes de 48, militer pour les conditions de travail des ouvrières, c'est plus simple, d'un point de vue moral, que de revendiquer le divorce par exemple, (qui n'a de sens que pour mettre fin à des mariages ratés, cependant qu'on se doit d'en espérer la consolidation du mariage) ou l'instruction des femmes, qui peut toujours menacer les tâches) à la maison, de la mère ou de l'épouse. Et parce que le travail est une liberté sérieuse, la peur d'être soupçonnées d'immoralité est beaucoup moins grande. Ainsi, elles accepteront un peu vite que Marrast, recevant leur délégation et la pétition pour le droit de vote, les éconduise, pendant qu'il les reconfortait en insistant sur la priorité à accorder aux problèmes des ouvrières.

Mais on leur rétorque aussi et elles se le disent à elles-mêmes, que le milieu de l'atelier est pernicieux pour les femmes lorsqu'il est mixte, et dangereux pour les jeunes filles lorsqu'elles se retrouvent avec des femmes accomplies, plus âgées qu'elles: "Il y a dans nos ateliers nationaux des femmes dont le langage est dangereux à entendre pour les jeunes filles; ces femmes sont ensuite les premières à accuser lorsqu'elles succombent ; elles devraient être plus prudentes, plus indulgentes, et songer que des jeunes étourdies se laissent facilement entraîner, surtout lorsqu'elles ne gagnent que douze sous par jour..." (**La Politique des femmes n° 2**). Mais elles répondent aussi qu'être ainsi réunies par la misère dans le travail, c'est une occasion de se "rendre meilleures", de se donner mutuellement une éducation morale et ci

vique et qu'à tout prendre, nous l'avons déjà dit, mieux vaut un travail salarié que la prostitution, qui condamne définitivement la femme, incapable alors de prouver la nécessité de son émancipation. Là, elles se séparent d'un discours ouvrier qui se tiendra pendant des décennies encore, discours qui se refuse à reconnaître, en droit, la nécessité du travail des femmes, même si le fait ne peut être nié. A l'inverse de ces propos, les femmes de 48, comme toutes celles du 19e siècle, partent du fait même, bien plus conscientes des difficultés de la femme, surtout si elle est veuve, si l'homme est malade ou mauvais sujet, ou si elle ne trouve pas à se marier. (**la Politique des femmes n° 1**). Et c'est pourquoi, il n'est plus temps de discuter des principes, puisqu'on ne peut revenir en arrière d'une situation donnée.

“ORGANISER C'EST MORALISER” (Voix des femmes n° 14).

Pratiquement, les féministes rejoignent les luttes communes à toute la classe ouvrière: dénonciation du travail gratuit ou sous payé, dans les couvents ou les prisons, ouverture des ateliers nationaux.

Dès le n° 1, la **Voix des femmes** cite les ouvrières-lingères qui exigent la suppression du travail dans les prisons, concurrence déloyale par sa faible rétribution. C'est une injustice flagrante et la **Voix des femmes** le reconnaît volontiers. Mais à la réflexion, le désœuvrement des prisonnières est tout aussi injuste car le travailleur est salutaire pour différentes raisons: il leur permet d'améliorer leur nourriture, d'économiser, et de constituer ainsi une réserve pour leur libération; de supporter la monotonie de la réclusion et surtout, nous le savions déjà, il est vertueux en lui-même: il permet "l'extinction des vices que la morale réprouve" (**Voix des femmes n° 1**). Que faire alors pour donner satisfaction aux unes et ne pas priver les autres? Ce n'est pas compliqué: il suffit que ce soit l'Etat et non des industries privées qui fournisse le travail, il faut que les institutions soient clientes des prisons: donnez par exemple aux prisonnières, le linge de l'armée à confectionner (**Voix des femmes n° 7**). Quand au travail dans les couvents, on ne trouve aucune solution proposée. Est-ce par désintérêt pour ces femmes retirées de la vie sociale?

Mais ce sont les ateliers nationaux ou plutôt municipaux qui mobilisèrent l'énergie des femmes de 48, solution qui devait être à la mesure des problèmes posés: "les femmes sans travail recevaient 50 centimes comme subsides, elles recevront désormais du travail dans les ateliers nationaux, leur dignité n'en sera plus blessée" (**Voix des femmes n° 23**). Pour l'historique même, il vaut mieux lire Edith Thomas (**Les femmes en 1848**, PUF), tandis que nous préférons insister sur les débats auxquels donnèrent lieu cette réorganisation du travail. Il faut seulement savoir que lorsqu'une commission fut créée au Luxembourg, avec des représentants des corporations pour organiser le travail, on ouvrit des ateliers pour les hommes et non pour les femmes. Elles obtinrent alors, à force de protestations, que les maires de Paris

réunissent les ouvrières sans travail (elles seront 25.000) et que cinq déléguées soient nommées pour prendre la responsabilité des ateliers. Désirée Gay, vice-présidente de la **Voix des femmes** fut l'une d'entre elles, et eut la charge du deuxième arrondissement. C'est donc elle qui nous fait suivre l'actualité de ces ateliers municipaux qui proposèrent principalement des travaux de couture. Quant aux autres commentaires, ils sont plus tardifs, et tirent bien souvent le bilan de cette tentative, soit dans la **Politique des femmes**, soit dans l'**Opinion des femmes**.

Les articles de Désirée Gay, surtout celui du 18 avril, sont très critiques à l'égard du fonctionnement des ateliers. Le premier problème est celui des qualifications inégales des ouvrières, qu'il faudrait mélanger pour que l'enseignement professionnel puisse se faire "sur le tas". "Classer les ouvrières par séries de 10: cinq sachant travailler, et cinq ayant besoin d'être enseignées. Les plus habiles seraient les mieux payées, les autres, ne sachant rien faire, auraient cependant besoin de vivre et recevraient 75 centimes par jour" (**Voix des femmes n° 29**). Mais la plupart des difficultés concernent les rapports entre les ouvrières et les bourgeoises qui les encadrent: Désirée Gay critique le modèle de chemise arrêté par les dames de la Commission du Luxembourg qui implique trop de piqûres, piqûres décoratives qui donnent un travail inutile aux ouvrières, surtout si l'on sait, et c'est la deuxième critique, que l'ouvrière est payée à la chemise, 60 centimes chaque, que certaines mettent un ou deux jours pour en faire une (un ouvrier gagne en moyenne 2 francs par jour) et que, de plus, la disproportion des gains est très grande puisque les chefs gagnent de un franc cinquante à trois francs par jour. Une haine se développe ainsi contre les "générales" qui n'ont rien à faire, pendant que les ouvrières ne gagnent pas assez pour se nourrir. Il n'y a d'ailleurs pas que la **Voix des femmes** qui s'indigne contre ces bourgeoises: Madame Bassignac, rédactrice du **Volcan**, journal déjà plus "démocratique" que socialiste, mais féministe également, décrit ainsi les ateliers: "Entrez et jugez: ces dames à chapeaux recouverts de voiles de prix, drapées dans de grands châles sortis des magasins de la rue Vivienne et les pieds ensevelis sous leurs longues robes de soie; ces dames qui lisent nonchalamment le journal, accompagnant chaque phrase d'une fraise au sucre et au vin de Bordeaux, ces dames sont les déléguées générales, payées à raison de trois francs par jour! Pourquoi faire? ... Ecoutons ces deux jeunes filles et nous le saurons: "Mam'zelle Julie croyez-vous que je ne ferais pas bien de demander à la générale si elle a obtenu une carte pour moi, car j'étais malade lorsqu'on les a distribuées, et sans cela je ne pourrai pas rentrer demain – Gardez-vous en bien Mam'zelle Charlotte, la générale n'aime pas quand on la dérange, quand elle lit son journal principalement, et en tous temps elle ne prend guère nos intérêts, elle est trop fière pour s'occuper de pauvres ouvrières comme nous – Si j'engageais la petite déléguée à lui parler pour moi? – Gardez-vous en bien, la générale ne peut pas souffrir la petite déléguée, parce que celle-ci n'a pas voulu donner cinq sous comme les autres déléguées pour acheter une écharpe à la générale, lorsque nous autres, les ouvrières, nous avons acheté celles de nos petites déléguées – Mon Dieu! Comment ferais-je? Je ne suis pas couturière. Je mets trois jours pour faire une chemise payée 20 sous, juste de

quoi acheter du pain; si cette ressource vient à me manquer, que faire ?” Exemple pris entre mille. Pas question, dans ce cas, et c’est la troisième critique de Désirée Gay qu’on place encore une directrice au-dessus des chefs de division : “les ouvrières veulent être réellement dirigées, elles ne veulent plus de directrices fictives”. Ainsi les ateliers de femmes (comme les ateliers pour les hommes d’ailleurs) sont un échec : “l’ouvrage qu’on leur donne à l’atelier est un leurre; l’organisation du travail des femmes, un despotisme sous un nouveau nom, et la nomination des déléguées des femmes, une mystification que les hommes ont fait aux femmes, pour se débarrasser d’elles”. Autant dire qu’à la suite de cet article, Désirée Gay fut destituée de ses fonctions de déléguée de l’atelier national de la Cour des Fontaines, dans le deuxième arrondissement. Mais, ce que nous en retenons, c’est la conclusion de son article, qui encourage les femmes à ne pas perdre, mais au contraire, à se servir du pouvoir qu’on leur a donné de s’élire entre elles, qui demande donc aux femmes de se prendre en main elles-mêmes.

Ainsi, les ateliers ne furent pas une bonne solution et l’appel à la coopération de la bourgeoise et de l’ouvrière, aussi justifié et démontré théoriquement soit-il, s’avère irréalisable. Il faut donc reconnaître l’importance de l’initiative ouvrière qui doit compter sur ses propres forces. Témoin ce dialogue fictif transcrit dans le n° 1 de la **Politique des femmes** : “... La dame : Mes chères amies, voici une des vôtres qui parle sagement, j’aime les ouvrières qui sont ainsi, et je suis toute disposée à m’unir à elles pour moraliser celles qui sont moins éclairées.

Une voix : nous n’avons pas besoin de leçons de morale.

La dame : c’est ainsi que je l’entends; aussi plusieurs de mes amies et moi nous voulons nous dévouer aux ouvrières et les organiser.

Une voix : nous ne voulons plus de dames patronesses.

La dame : je suis votre amie et pas autre chose.

La socialiste : eh bien, alors, aidez-nous à nous organiser d’après nos goûts et nos idées, au lieu de chercher à nous organiser d’après les vôtres.”

On le voit bien, la bourgeoise n’a plus qu’à se mettre au service de l’ouvrière, et cesser de l’encadrer pour organiser et écouler la production. Le meilleur exemple de cette initiative ouvrière reste celui des associations professionnelles, nous le verrons, mais on peut, peut-être tirer tout d’abord les conclusions de cette expérience des ateliers. Il ne faut pas, bien sûr, systématiser, et si l’unanimité se fait pour déclarer l’échec des ateliers nationaux, cela n’a pas dû être le cas lorsqu’il s’est agi d’affirmer la priorité de l’initiative ouvrière qui, sans renvoyer la bourgeoise d’un côté de la lutte de classes (qui ne s’affirme pas encore vraiment comme telle), lui ordonnait de suivre et non pas de diriger. Cependant, ce qui pour nous est important, c’est de souligner le décalage qui s’instaure, par les faits, entre le discours féministe et ses justifications théoriques et morales (les femmes au travail sont les ménagères de l’Etat) et une pratique qui a contredit ce discours. Cela n’a peut-être pas modifié l’argumentation des femmes dans les années qui ont suivi mais cela remet peut-être à sa place, pour nous, l’importance à accorder à une argumentation qui n’est peut-être pas un manifeste, mais une arme.

“ASSOCIER C’EST REGNER” (Voix des femmes n° 14).

L’association est l’alternative aux systèmes de charité tout d’abord, et aux ateliers nationaux ensuite. Veulent s’associer aussi bien les lingères, les couturières, les chemisières que les domestiques, les sages-femmes, ou les institutrices. De façon générale, toute association insiste sur la solidarité entre ses membres, et sur la responsabilité de chacun vis-à-vis du groupe. Si on lit la pétition des couturières, publiée dans le n° 2 de la **Politique des femmes**, on distingue les “associées libres”, ouvrières membres de l’association qui ont droit aux bénéfices et aux secours éventuels, et les “associées responsables” qui auront le pouvoir de décision. La solidarité et la responsabilité sont deux niveaux de participation qui s’articulent l’un à l’autre, mais qui impliquent, tous deux, un engagement moral, garantie de bon fonctionnement de l’association. Cela permet, dit-on, un travail plus soigné mais aussi de meilleurs salaires, par la réduction des intermédiaires dans le circuit de production. C’est donc toute sorte de tutelle qui est mise en cause, celle de l’aumône, comme celle des “cadres bourgeois”. S’associer, c’est donc accéder à l’autonomie et à la majorité, c’est se donner, grâce à la “conscience professionnelle” un pouvoir qui signe l’émancipation de la femme. C’est ce qu’écrit Désirée Gay en Décembre 48 dans le journal de Cabet, la **Démocratie Pacifique**: “l’association est pour la femme, plus que la transformation du compagnonnage en univers de solidarité ouvrière: elle doit servir à l’émancipation des femmes en leur permettant d’obtenir un travail plus rémunérateur et moins pénible et en leur donnant les moyens de s’affranchir de la tutelle individuelle des hommes”.

L’association permet donc l’émancipation de la femme, sans qu’il y ait atteinte à ses vertus, dans l’exacte mesure où l’association s’appuie sur ces mêmes vertus de l’individu responsable. Mais alors, la perspective change et ce ne sont pas toujours les qualités traditionnelles de la femme, mère et épouse, qui sont requises. Preuve en est les revendications des associations de domestiques ou de sages-femmes qui insiste sur leur fonction, comprise comme un exercice réglé, loin de toute relation psychologique qui les cantonnerait dans un rapport de dévouement. Il faut sortir de l’isolement domestique, et créer une maison de travail et de placement qui les regroupe, une association de femmes à gages qui s’assure de leur moralité ou de celles de leurs maîtres, qui accueille celles qui sont sans emploi, et qui donne à leur profession le caractère objectif d’une fonction, d’un service public et non plus celui de la servitude (**Voix des femmes n° 34**). C’est encore plus clair pour les sages-femmes dont on a déjà souligné les difficultés qu’elles avaient à se faire reconnaître “d’utilité publique”. Elles veulent en effet être fonctionnaires de l’Etat: “lorsque, devant la position douloureuse des mères, nous abandonnons nos droits à une rétribution bien légitime, nous faisons une sorte d’aumône qui ne peut qu’humilier les familles; ... Mais pour que le corps si utile et si honorable des sages-femmes puisse vivre de la rétribution due à son travail, et aussi pour que la dignité du peuple soit conservée, il faut qu’un fond social soit destiné à cet effet. La rétribution des sages-femmes par l’Etat est un acte de justice et de haute moralité; il

consacre pour le peuple, le droit d'avènement à la vie. La jeune République doit saluer la naissance de chacun de ses membres; elle le doit, car tous sont appelés à concourir à son bonheur et doivent devenir force active de l'Etat. En réclamant cette mesure, c'est demander que l'enfant du peuple ne soit plus une charge, mais une joie pour la famille" (**Voix des femmes n° 11**). C'est Suzanne Voilquin, ancienne ouvrière-brodeuse, qui plaide pour elles en rédigeant leur pétition, et elle montre bien comment, même si la profession de sages-femmes est un "rôle dévoué et presque sacerdotale" ce qui compte c'est qu'elle soit "affranchie et régénérée par les lois de la République démocratique" (**Voix des femmes n° 28**). On a alors envie de dire que c'est à propos des métiers où la relation psychologique est la plus forte, maternelle pour les sages-femmes, domestique pour les femmes à gages qu'apparaît un désir de prendre des distances par rapport au rôle traditionnel de la femme, pourtant revendiqué par ailleurs avec tant d'insistance. Mais que dire de plus si ce n'est que toutes les luttes se retrouvent pour forcer, d'un commun accord la porte d'entrée de la société et de la vie publique. Et le travail n'en est pas que le seul attrait :

LES RESTAURANTS ET LES CLUBS

Hors de l'atelier, il existe deux autres lieux où les femmes de 48 se voient vivre loin de la maison familiale, ce sont deux endroits qui n'existent que le temps de l'effervescence révolutionnaire, les restaurants nationaux, tentative pour socialiser la vie quotidienne et les clubs qui surgissent partout après de si longues années de censure.

Dans le n° 14 de la **Voix des femmes**, Désirée Gay propose "des restaurants nationaux où les familles d'ouvriers viendraient prendre leur repas à des tables d'hôtes". Ce ne serait donc plus l'homme seul qui sortirait boire ou manger loin de sa femme et de ses enfants et l'on pourrait ainsi adoucir les mœurs et éloigner les hommes "des cabarets et de tous les lieux funestes à la morale publique". En soi, c'est une bonne idée, bien sûr, que l'homme ne soit plus tenté d'oublier ses responsabilités familiales et donc civiques, mais n'est-ce pas offrir hommes et femmes à la tentation, dès que la femme aura droit à une vie sociale qui même familiale, lui donne une certaine autonomie ? A cette objection, Désirée Gay répond, au contraire, "que c'est un moyen d'épurer les mœurs et de les adoucir, que ces réunions de famille où des épouses, des mères respectables, seront admises avec leurs enfants, et que la présence des femmes contribuera puissamment à concilier les esprits, à faire régner l'harmonie et le respect des convenances sociales". Ainsi, sortir du foyer, pour la femme, n'est déclaré inutile que lorsque c'est impossible, comme pour le vote, ou contradictoire avec sa nature, comme lors d'une éventuelle violence politique ; mais sinon elle est, avec certitude, bénéfique, lorsque cela ne met aucunement en cause la famille. Bien au contraire, la femme retrouve là sa mission moralisatrice.

De la même façon, les clubs peuvent être une tribune pour la voix rédemptrice de la femme. Laissons de côté les clubs de femmes qui furent souvent de timides et malheureuses expériences, et arrêtons-nous simplement aux clubs des hommes, où, dès Juin, les femmes n'eurent plus l'autorisation d'aller. Il s'agit donc, non des réunions spécifiquement féministes, mais du simple droit d'avoir accès, pour une femme, à des discussions hors de son foyer: "exclure les femmes des clubs, c'est diminuer les chances que leurs maris y aillent et enlever aux femmes leur bonne humeur"; c'est en effet condamner les hommes à aller au cabaret, à boire plutôt qu'à profiter de leur temps libre pour s'instruire ou discuter. Plus encore un club d'hommes n'a pas les mêmes vertus qu'un club où les femmes viennent tempérer l'atmosphère par leur présence: en effet le n° 2 de **La Politique des femmes** poursuit en affirmant que cette interdiction supprime le principe de moralisation et cite un orateur convaincu que la présence des femmes le forçait à modérer l'expression de sa pensée: "exclure les femmes des clubs c'est en exclure la liberté polie, c'est livrer les clubs à la violence des énergumènes ou à la censure des agents du pouvoir".

Les clubs et les restaurants apparaissent donc tous deux comme une alternative possible au cabaret, où l'homme va seul dilapider son salaire et se détériorer la santé, mais ils sont aussi, outre un remède, une proposition concrète pour effacer la coupure entre la famille et la société, pour que la famille se diffuse hors du foyer. Ainsi, soit la femme est contrainte à la vie domestique et elle doit alors y intégrer la vie sociale et politique comme pour la question du vote; soit des lieux publics se créent où elle sera la bienvenue et elle y transporte toute sa famille, mari et enfants pour qu'ils restent ensemble dans cette vie collective. Quoiqu'il en soit, la femme reste investie de sa mission moralisatrice et régénératrice. La femme seule reste donc l'exception malheureuse dont il faut tenir compte, mais sans jamais lui revendiquer une place justifiée dans la société.

Après un temps de subversion, les énergies se calment et se séparent, pour suivre des rythmes différents. **La Politique des femmes**, dès Août 48, ne veut plus être qu'un journal d'ouvrières à la tête duquel on retrouve Désirée Gay; en 49, Jeanne Deroin cherche à se lancer dans la campagne électorale pour souligner, une fois encore, la discrimination politique de la femme; elle se retrouve aussi, à la même époque, dans une association d'instituteurs et d'institutrices socialistes avec Pauline Roland, et, en 1850, elles créent ensemble une union des associations ouvrières qui les mène en prison; Elisa Lemonnier fonde en 1862 l'Enseignement Professionnel pour jeunes-filles. Quant à Eugénie Niboyet, elle publie en 1863 **Le vrai livre des femmes** qui s'inscrit toujours dans le mouvement féministe, bien qu'à la fin

du livre on puisse lire des confessions très partagées, où elle raconte comment la révolution de 48 fut l'époque la plus douloureuse de sa vie ! Elle était pour la Régence et la Duchesse d'Orléans, puis ne voulait pas que la République reproduise les "anciennes tricoteuses". Elle tenta donc de "centraliser les femmes, de les éduquer". C'est ainsi qu'elle devint présidente de la **Voix des femmes**, présidence qu'elle supporta malgré elle, dans la mesure où elle eut toutes les responsabilités, (entre autres, celle de diriger leur club, ce qui lui valut à la fois le ridicule et les dettes). Elle aussi accepte de soulever la question du divorce, ce qu'elle aurait bien voulu éviter, cependant que la priorité restait pour elle le sort des ouvrières. Et cela n'exclut pas qu'elle fut favorable à Napoléon III. Pour finir, elle souhaite que la femme soit l'associée de l'homme, qu'elle ait droit à l'instruction mais qu'elle soit avant tout la conservatrice du type humain : "il lui appartient de faire le cœur de ses enfants comme elle fait leur sang. Sa mission est donc dans la famille, sa tâche est la maternité".

En citant longuement cette mise au point tardive, nous ne voulons pas laisser croire que toutes ces femmes reculèrent après leurs excès révolutionnaires (bien au contraire, puisque les autres se radicalisèrent en spécifiant leurs objectifs de lutte) mais signifier que la Voix des femmes reposa sur une unanimité limitée et qu'on peut à partir de là, questionner sa représentativité. N'était-ce pas qu'un groupe d'intellectuelles coupées de la plupart des femmes et malgré tout loin des ouvrières que leur socialisme affiché voulait rallier ? Ce qui expliquerait, bien sûr, le décalage entre leur théorie et leur pratique, entre leurs principes et la réalisation des réformes qui en dépendaient. On a vu en effet comment l'expérience des ateliers nationaux entama la rationalité de leurs discours. On a vu aussi comment elles voulaient bien être ménagères de l'Etat mais à condition qu'il s'agisse d'être rétribuées ; ou faire preuve d'un dévouement maternel dans la mesure où il était institutionnalisé. Remettons donc à leur place ces professions de foi abstraites pour mieux comprendre comment elles perdent leur signification traditionaliste une fois traduites dans les faits. D'ailleurs, qu'est-ce que la maternité au 19e siècle, n'était-ce pas déjà changer que de reconnaître la valeur de son existence et son importance dans la famille, loin de sa simple fonction de reproduction qu'on lui accordait dans les siècles précédents ? Ariès ne nous a-t-il pas montré comment se précise la vie de la famille et l'appréhension de l'enfant à partir de la fin du 18e siècle ?

Mais ce qui est sûr, c'est que les femmes de 48 ne croient pas pouvoir penser l'émancipation de la femme autrement qu'à partir d'une élucidation de sa nature et de son essence bien plus qu'en fonction de son histoire, autrement qu'en définissant d'éternelles qualités de la femme, qualités qu'on retrouve en fouillant bien le passé et qu'on épanouit en les adaptant à la situation présente, bien plus qu'en cherchant ce qu'elle désirait être au plus loin de son oppression habituelle. Ainsi, comprendre notre histoire pour espérer s'en détacher et être autrement, c'est peut-être le problème des femmes d'aujourd'hui mais pas celui des femmes de 48. Cela dit, toutes proportions gardées, nous sommes peut être encore tributaires de cette recherche de définition intemporelle lorsqu'on s'aperçoit que même si nous ne

voulons plus être automatiquement épouses, mères et ménagères, il nous importe d’être femmes” loin du monde des hommes où nous n’avons pas envie de nous reconnaître. Est-ce alors quelque chose comme une “féminité” qui est en jeu, dernier bastion d’une éventuelle nature ? Mais, à propos, cette féminité est-elle un objectif ou une simple vengeance qui retourne les instruments de l’asservissement en une arme du combat pour l’indépendance ? En tous cas, il n’est pas toujours simple de se reconnaître dans les raisons et les armes que se donne un mouvement de femmes.

C’est pour cela que c’est facile de questionner le féminisme de 48 à partir de son moralisme. Il est vrai qu’on s’étonne de lire comment elles se refusent à mettre en cause les valeurs établies qui les ont, depuis toujours, si bien faites taire et rester dans l’ombre, et surtout, comment elles veulent, sans cesse, se garder de tout soupçon et affirmer leurs bonnes intentions. Ne croyez donc pas qu’elles se battent pour l’instruction et le travail de façon à masquer un désir de jouissance et de plaisir sans vertu, qui serait le véritable mobile de leur agitation. Elles sont honnêtes et ont un idéal qu’elles se proposent à elles-mêmes comme à la société toute entière. Cela dit, indépendamment de tout le contenu de leur morale, le moralisme joue à un autre niveau, plus “opérationnel” : il faut faire ses preuves, démontrer sans cesse la justesse des revendications ; il faut des faits convaincants qui déjouent toutes les craintes d’un éventuel double jeu. Car dire que des droits se payent par des devoirs, c’est dire qu’ils se méritent. Mais n’avons-nous pas été ainsi ? La bataille pour l’avortement visait-elle seulement à disposer de son corps ou ne s’accompagnait-elle pas d’arguments honnêtes qui disaient qu’un enfant pour être heureux et bien élevé, avait tout intérêt à être désiré ?

Ainsi extraire la morale de son contexte chrétien (qui reste le leur, par ailleurs, mais ce n’est pas le plus important) pour tenter, comme nous l’avons voulu, de l’articuler à une réalité sociale pose des problèmes difficiles qu’à défaut de résoudre (mais est-ce le problème ?) nous avons envie de souligner. Mais ne faudrait-il pas, peut être, déplacer la question et dire comme Saint-Just qu’il n’y a que la suppression des lois et leur remplacement unique par des institutions qui permettra un réel changement, qu’il vaut mieux, en effet, des organisations sociales qui se réadaptent sans cesse plutôt que des impératifs qui se transmettent et s’imposent. Mais n’est-ce pas, aussi, ce que, par certains côtés, les femmes de 48 ont dit lorsque leurs devoirs abstraits de mère et d’épouse de la nation toute entière cédaient le pas à des propositions et des réformes concrètes inscrites dans leur vie sociale ?



BARCELONA 36

L'ETE ROUGE ET NOIR



*«Per Dios, la patria y el rey».
Prendre le slogan franquiste au pied
de la lettre. L'ennemi se trompe
rarement sur les objectifs et les
maillons faibles d'une révolution.*

Aux révolutionnaires libertaires et aux marxistes, il opposera l'Eglise, ses pompes et ses œuvres, institution et idéologie tout de même plus présentables dans les campagnes pauvres de Vieille Castille ou d'Estrémadure que la banque et le profit.

Aux séparatistes et autonomistes catalans et basques, il opposera l'unité de la patrie espagnole et sa grandeur ex-impériale. L'efficacité du moyen n'est plus à démontrer ni dans la péninsule, ni dans l'hexagone. Dans les têtes de droite comme dans celles de gauche.

Enfin, au ventre mou républicain, il opposera un fantôme utile chez les grands propriétaires terriens : le roi.

Dans cet aller et retour de paroles, quand le « Arriba Espafia » se heurte au « No pasaran », ce qui se joue, ce sont trois scènes complémentaires et contradictoires.

Complémentaires car aucun des trois acteurs collectifs désignés par le slogan franquiste ne peut pactiser avec la rébellion militaire. Les républicains qui exercent le pouvoir d'Etat à Madrid parce que les militaires, sûrs de leur fait et d'une victoire rapide, ne veulent pas entendre parler d'un quelconque éventuel accord. Les autres, révolutionnaires ou autonomistes, parce que, pour eux, c'est la victoire ou la mort, ils n'ont pas le choix. Scènes contradictoires aussi. Car la logique d'un gouvernement central, celui de Madrid, ne peut aller qu'à la liquidation de l'autre : le gouvernement de Catalogne (la "Generalitat"), à plus forte raison quand il s'avère que celui-ci ne peut s'opposer efficacement aux anarcho-sindicalistes (1). Et aussi parce que la logique de tout gouvernement, qu'il siège ici ou là, est celle de l'exercice de ses pouvoirs contre les initiatives d'en bas. Scènes contradictoires encore en bas : l'ouvrier anarcho-sindicaliste de Catalogne n'entend pas très bien l'ouvrier chrétien de Bilbao ni le paysan minifundiaire de son propre pays. Quand il n'a pas pour eux le mépris de celui qui "a compris" sur celui qui, encore "y croit".

De là, tout un tissu de stratégies et de conflits où viennent s'entremêler les oppositions, chacun faisant un bout de chemin avec l'autre tout en espérant le supprimer comme autre, voies parallèles, croisées, séparées selon la conjoncture, c'est-à-dire les rapports de forces. Et, systématisant ou non ces géométries euclidiennes et non-euclidiennes, les stratégies de partis et de syndicats, stratégies d'organisation où ce qui compte principalement n'est certainement pas la voix d'en bas.

(1) « Pour augmenter la confusion en matière financière, il y avait la rivalité entre le Gouvernement de Catalogne et de Madrid (...). Le gouvernement de Madrid avait l'avantage parce qu'il détenait le contrôle de l'or. Avantage dont il usa pour chercher à étouffer la révolution en Catalogne et à saboter le front d'Aragon et la campagne pour les îles Baléares, qui furent des initiatives prises par la CNT ». Vernon Richards, **Enseignement de la révolution espagnole**, 10-18, p. 136. Ibid. dans Santillan, **Por que perdimos la guerra**, José Peirats, **La CNT en la Revolucion española**.

Un camp divisé donc qui ne peut se constituer que contre l'ennemi et qui se déchire sans cesse. Au moins jusqu'en mai 37 où l'aide soviétique à l'État espagnol donne la victoire au Parti communiste. Une victoire qui signifie la liquidation de la révolution et, avec elle, la liquidation de l'autonomie catalane, victoire à la pyrrhus qui, tuant l'espoir, brisant quelques-uns parmi les plus importants des ressorts de la résistance populaire, ouvre le chemin à son propre écrasement. Cette déchirure, dont l'agent n'est autre que la figure de cette question bien connue: qui exercera le pouvoir d'État, cette déchirure prend sa forme idéologique dans l'alternative "D'abord la guerre ensuite la révolution" ou "La révolution et la guerre", gagner la guerre ou gagner la révolution (et, avec elle, la guerre). C'est cela que le franquisme entend parfaitement bien, et c'est pour cela qu'il "cite" Dieu, la patrie et le roi dans cet ordre. Dieu et la patrie gagneront en partie grâce aux luttes internes dans l'autre camp. Reste à Franco la tâche la plus facile, faire triompher le roi. Pour la succession.

En attendant, quand, les 19 et 20 juillet 36, les ouvriers anarcho-syndicalistes de la Confédération Nationale du Travail (CNT), aidés par des ouvriers socialistes (à ce moment là) de l'Union générale des Travailleurs (UGT) et des gardes d'assaut, l'emportent à Barcelone sur la rébellion des casernes, stoppant net les intentions des généraux (2), tout est beaucoup plus simple.

1) Parce que cette victoire donne l'initiative. D'où s'ensuivent les colonnes pour le front d'Aragon.

2) Parce que cette victoire est, pour l'essentiel, l'œuvre du prolétariat, qui voit s'ouvrir ainsi devant lui la possibilité de la révolution et, dans l'immédiat en tout cas, de la collectivisation (patrons et cadres en effet ont, dans leur majorité pris la fuite ou sont morts).

3) Parce que cette victoire du prolétariat barcelonais est la victoire de la CNT, syndicat majoritaire en Catalogne (en juillet 36, la CNT compte dans l'État espagnol 1.000.000 de syndiqués dont un très grand nombre sont syndicalistes). La CNT, organisation syndicale (la FAI est relativement réduite) et de plus anti-autoritaire se trouve en position d'exercer le pouvoir d'État dans le cadre du gouvernement catalan !

4) Parce qu'enfin, selon l'expression de J. Maurin, dirigeant du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM), le parti communiste "frôlait la fiction, le 17 juillet 36".

C'est sur ce fond que ce qui nous apparaît de plus en plus comme l'essen-

(2) «La victoire de Barcelone est décisive, c'est la victoire du peuple. Parce qu'à Madrid, c'est encore l'indécision. Cette victoire, c'est un coup de fouet pour Madrid. A Valence, il n'y a pas eu de Pronunciamiento: les militaires ont discuté jusqu'en Août, puis ils ont été battus sans opposer de résistance. Le point de départ de l'insurrection, c'est bien Barcelone. Si Barcelone tombe, le Pronunciamiento est une promenade militaire. C'est d'ailleurs ce que croyaient faire les généraux». José Peirats, Entretien avec Herta et Denis, avril 1975. Peut-être y a-t-il, dans ces paroles, une part de «réflexe catalan» (voir note 1, page), car la lutte à Madrid sera aussi, à ses commencements, une lutte populaire (organisations de quartiers, etc.).

tiel des années 36-39 va se mettre en place (1). Pourquoi l'essentiel ? Parce que le processus des collectivisations, d'abord en Catalogne, ensuite à Valence et en Aragon, est la première – et seule – réussite historique relativement longue de l'anarcho-syndicalisme, la seule expérience qui ne doive pas sa forme à une organisation se référant à Marx. Cronstadt, on le sait, fut écrasé, comme la révolte paysanne de Makhno. Une expérience "autogestionnaire" qui dure. Et, de plus, dans une relation contradictoire à la naissance d'une autonomie nationale : celle du gouvernement catalan. Toutes nos réalités (et nos modes) d'aujourd'hui, ou presque. Franco ne s'y trompera d'ailleurs pas, qui traitera de la même manière révolutionnaires et autonomistes.

Un immense mouvement de collectivisations, industrielles et agricoles. Les unes animées par en bas (quand les militants arrivent dans tel ou tel village, la collectivisation est déjà en cours), les autres animés par des militants "sauvages" (en particulier à la campagne où, parce qu'une certaine autarcie est possible, on essaie d'instaurer le communisme libertaire, quelquefois en annulant toute circulation monétaire), les autres enfin, surtout industrielles, animées par les syndicats (le plus souvent la CNT). On renverra, pour ce qui est des études générales sur les collectivisations, à toute la série des livres parus sur le thème, pour privilégier une expérience que presque tous ceux qui se sont intéressés aux collectivisations s'accordent à définir comme modèle. Une expérience devenue à partir de là une sorte de mythe qu'on salue en passant, mais sans jamais y aller voir : la collectivisation des transports publics, plus précisément des tramways, à Barcelone. Exemple de référence pour des raisons qui tiennent aussi au caractère de service public de l'entreprise : les transports publics sont nécessaires dans une grande ville industrielle, autrement dit, il ne peut pas y avoir ici de problème de demande. Plus : la question serait bien plutôt inversée, l'utilisation des autobus pour la guerre, la rarefaction de l'essence jouent en faveur des tramways contre les autobus. Rien d'étonnant donc si, du point de vue "économique", la collectivisation des tramways est une réussite, au moins jusqu'aux bombardements de 38. A cela, il faut ajouter la présence constante de la collectivisation dans la rue : peints en rouge et noir, marqués des sigles CNT - F AI (Fédération Anarchiste Ibérique) les tramways interviennent aussi comme forme d'agit-prop.

Enfin, ce qu'on peut clairement suivre dans la collectivité des tramways, ce sont les effets des luttes d'en haut (qui exercera le pouvoir d'Etat ? la CNT, le PSUC (parti socialiste unifié de Catalogne, c'est-à-dire le PC catalan. inexis-

(1) L'histoire de la période a donné principalement lieu à des histoires auto-justificatrices : on peut ainsi lire la guerre d'Espagne vue par des communistes toujours orthodoxes, par des communistes horrifiés par les manipulations auxquelles ils se sont prêtés (voir par exemple Jésus Hernandez, **La grande trahison**), par des marxistes non-orthodoxes et assimilés par les communistes aux trotskistes. On peut lire aussi la révolution libertaire vue par les libertaires eux-mêmes. Quant à l'histoire académique, par exemple celle que fabrique Hugh Thomas, elle n'a même pas entendu parler des collectivisations. En fait, ce n'est qu'à partir de 1952, avec la publication des livres de José Peirats, déjà cités, qu'a commencé à se manifester un intérêt pour la révolution elle-même.

tant en juillet 36, vainqueur en mai 37), ou les détenteurs officiels du gouvernement catalan?), suivre les effets des luttes d'en haut sur les luttes d'en bas (Comités ouvriers) (1).

1 – “LA REVOLUTION, C’EST LE TYPE QUI DEVIENT GARCON DE CAFE PARCE QU’IL EN A ENVIE”.

Cette histoire commence le 24 juillet 36. La guerre de rues vient à peine de se terminer sur la défaite des militaires, la fuite des propriétaires et des directeurs est “consommée”. Sur les instructions de la CNT, les travailleurs des transports de Barcelone (autobus, métro, tramways) exproprient l’entreprise. “La date du 24 juillet 36 doit rester éternellement gravée dans le cœur de tous les ouvriers de tramways barcelonais. Le 24 juillet, obéissant à des ordres du Syndicat de la Branche des Transports, les ouvriers des tramways rompirent les chaînes de l’esclavage qui les attachaient à la force capitaliste et, se convertissant en hommes libres, conscients de leur dignité, ils exproprièrent l’entreprise qui, dès lors, allait être dirigée et administrée par ses propres travailleurs” (Rapport établi en mars 37 par le premier Comité Ouvrier de Contrôle). Ce premier Comité Ouvrier de Contrôle, le 24 juillet, ni le 30, n’émane évidemment pas d’une Assemblée Générale, il est formé de militants syndicaux chargés de l’expropriation et de la remise en marche de l’entreprise. Lesquels? Evidemment les plus actifs, par exemple le conducteur de tramways Sanchez, quelqu’un qui a été licencié en décembre 33 de la compagnie des tramways comme “meneur”. “Meneur” dans une entreprise qui est un des fiefs de la CNT, cela indique quel rôle de “dirigeant naturel” lui était reconnu et pouvait être reconnu aux militants syndicaux qui allaient remettre les tramways en circulation (2).

Cela dit, sa tâche d’expropriation et de remise en marche par appels de radio et annonces de presse terminée, le comité convoque les travailleurs à la première assemblée générale des “Tranvias de Barcelona, Colectivizados” pour le 11 août, deux semaines après l’expropriation. Mais pour définir le poids que peut avoir cette assemblée générale et son efficacité, encore faut-il savoir quelle place occupent les “Tranvias” dans l’organisation générale du syndicat. Les “Tranvias” sont une section du Syndicat Unique des Transports

(1) Pour tout ce qui est des faits et des documents (y compris ceux en annexes) concernant la collectivisation des tramways, on a utilisé le travail (non publié) d’un chercheur de l’université de Genève, Walter Tauber: **Un cas d’autogestion: “Les tramways de Barcelone, Collectivisés” pendant la révolution espagnole (1936-39)**, Genève, 1975. Ce texte peut se consulter à la bibliothèque de la FIEHS (Fondation internationale d’études historiques et sociales) à Perpignan. La bibliothèque de la FIEHS est consacrée à la guerre d’Espagne et à la révolution de 36.

(2) Remontant seulement jusqu’en 1930: les tramways participent à la grève générale de novembre 30, à la révolte libertaire générale de janvier 33 à Barcelone, à la grève – illégale – des transports qui commence le 18 novembre et se termine le 13 décembre 33 par la reprise de l’entreprise par l’armée. Les sabotages, durant toutes ces années sont innombrables, sans parler d’un attentat contre le directeur.

(SUT), c'est-à-dire une des sections les plus militantes de la CNT à Barcelone (1). Après l'expropriation, la structure confédérale est maintenue avec une grande autonomie des sections. Chaque section s'organise sur la base de Comités de section (de cinq membres dans le cas des tramways). Ces Comités, responsables de l'organisation du travail dans un département de l'entreprise (entrepôt, câbles, entretien des voitures, voies, etc...) sont évidemment élus. La coordination au début, la direction ensuite, de l'entreprise est le fait d'un Comité ouvrier de contrôle, lui aussi constitué (à l'exception de la première quinzaine qui suit l'expropriation, voir ci-dessus) à partir d'élections directes en assemblée générale.

La position qu'on défendra ici est simple : la lutte entre Comités de section – car lutte il y a – et Comité ouvrier de contrôle, cette lutte est le reflet de la plus ou moins grande démocratie existant au sein des tramways collectivisés. Mais cette lutte est à penser en relation avec celle qui oppose le Comité ouvrier de contrôle lui-même à d'autres lieux de pouvoir, extérieurs aux tramways : autres collectivités, mais surtout l'autre syndicat, l'UGT, rapidement pris en main par le PSUC, la municipalité de Barcelone etc... et pour finir avec les relations contradictoires de la CNT avec le gouvernement catalan. On observe que plus le gouvernement catalan prend du pouvoir par rapport à la CNT, c'est-à-dire en même temps en perd par rapport au PSUC et au gouvernement castillan, plus le Comité ouvrier de contrôle – pour résister – prend du pouvoir par rapport aux Comités de section et aux travailleurs. L'exercice d'un pouvoir de plus en plus centralisé et de moins en moins contrôlé par en bas se fait, dans les deux cas, au niveau du gouvernement comme à celui de l'entreprise, plus contraignant à mesure que montent les enjeux de la lutte extérieure. Avec, à l'horizon, pas bien loin, la violence nue de la guerre. L'interrogation sur la CNT et la FAI a consisté jusqu'à maintenant à se demander pourquoi ses dirigeants "naturels", après avoir "fui" le pouvoir d'Etat en Juillet (2), participent ensuite au gouvernement de Catalogne, puis à celui de Madrid, et chaque fois à des ministères subalternes. Il faudrait plutôt inverser la question et essayer de ressaisir les effets de pouvoir internes à la CNT, leurs mécanismes, qui seront

(1) Le SUT, partie la plus importante du Syndicat des Communications et des Transports, est divisé en sections définies par le type de transport. Les tramways appartiennent à la section des Transports publics urbains, dont font aussi partie les sections Autobus, Métros, Taxis et Funiculaires (Montjuich et Tibidabo).

(2) Voir la célèbre rencontre entre Lluís Companys, Président du gouvernement catalan et la CNT-FAI tenue dans le bureau présidentiel dès la victoire acquise à Barcelone le 20 juillet 36. Cette entrevue est racontée dans Peirats, Richards, Semprun, etc. : la CNT-FAI peut exercer le pouvoir d'Etat, elle le refuse : « La CNT et la FAI se décidèrent pour la collaboration et la démocratie, renonçant au totalitarisme révolutionnaire qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature anarchiste et confédérale. Elles se fiaient à la parole et à la personne d'un démocrate catalan, maintenaient et soutenaient Companys à la présidence de la Généralité (gouvernement de Catalogne). La CNT-FAI acceptaient le Comité des Milices et établissaient une représentation proportionnelle de forces pour le former et, bien que ce ne fût pas juste, il fut donné à l'UGT et au parti socialiste une représentation égale à celle de la CNT et des anarchistes triomphants, sacrifice consenti dans le but de mettre les partis dictatoriaux sur la voie d'une collaboration loyale qui ne puisse être troublée par des rivalités suicides » (J. Peirats, op. cit. pp. 164-165 (trad. Mintz). Refus du pouvoir d'Etat, mais pas refus de tout pouvoir : cette contradiction de la CNT-FAI, c'est la condamnation à mort de la révolution.

de plus en plus marqués à mesure que l'organisation anarcho-syndicaliste se heurtera à une autre série de pouvoirs à l'intérieur du camp anti-fasciste. C'est qu'un réseau de stratégies est ici à l'œuvre, qui reproduit, à l'intérieur de la guerre, mais aussi des contradictions évidentes (gouvernement de Madrid/ gouvernement de Barcelone – gouvernement de Barcelone/PSUC – gouvernement de Barcelone/CNT – PSUC/CNT, etc.), des contradictions qui jouent directement en bas : ainsi à l'Assemblée générale du 11 août, les travailleurs apportent une seule modification à la composition du comité ouvrier de contrôle qui, on l'a vu, s'était constitué sans leur aval le 24 juillet du fait de l'urgence : ils votent pour l'exclusion de deux membres du comité ouvrier de contrôle, les seuls qui n'appartiennent pas à la CNT, mais à l'UGT (il faut préciser que, selon les statistiques retrouvées par Walter Tauber, il y a, au 18 juillet 36, 3442 employés aux tramways, sur lesquels 3322 sont affiliés à la CNT). On peut faire varier les exemples : c'est, à la campagne, un système de collectivisation tel que, dans la plupart des cas, au moins en Aragon et à Valence, l'intégration à la collectivité devient une obligation économique (en Catalogne, où justement il y aura moins de collectivités paysannes – 40 % selon Frank Mintz, **L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire**, – la situation à la campagne est modifiée par l'existence d'une organisation paysanne (Union des "Rabassaires") où dominent les métayers). Autre exemple : la constitution du Conseil d'Aragon, dont une des raisons d'existence est la difficulté de cohabitation entre miliciens armés et paysans y compris "collectivistes". Ce qui est ici remarquable, c'est que le jeu de ces contradictions en bas sera le point de passage des pouvoirs d'en haut, ceux de l'organisation cénétiste elle-même servant de relai à ceux de l'Etat.

Dit autrement, les pouvoirs d'en bas sont un des moyens de constitution de ceux d'en haut. Et, de ce point de vue, il n'est pas tellement vrai que les dirigeants de la CNT -FAI aient floué les travailleurs. Ce ne sont pas les dirigeants qui excluent du Comité ouvrier de contrôle des tramways collectivisés les deux militants UGT, c'est une assemblée générale de travailleurs. Or nous ne sommes alors que le 11 août 36. Plus tard, ce sera une autre histoire (voir ci-dessous). Et août 36, moment de reprise de l'entreprise, est évidemment le moment le plus fort des initiatives et des pouvoirs ouvriers (et paysans). Ainsi, aux tramways, cette assemblée générale du 11 août va définir collectivement les normes de travail nouvelles, les salaires, le temps de travail, les solidarités (l'assemblée générale décide de donner le salaire d'une journée de travail – le 15 du mois – aux milices anti-franquistes). Tout cela, semble-t-il, sans difficultés importantes : l'assemblée générale dure trois heures seulement, à la fois marque d'un consensus organisationnel (la large majorité CNT) et marque du pouvoir d'en bas. De même, dans les premiers mois de la révolution, les actes de réunion du Comité ouvrier de contrôle indiquent que, si la révolution est finie en haut, avec la collaboration

de la CNT-FAI au gouvernement (1), en bas, tout est moins évident (il faudra en 37, les régiments communistes de Lister pour finir de liquider les collecti-visations agricoles en Aragon) : au Comité ouvrier de contrôle, ce sont bien sûr des questions techniques, d'organisation ou de discipline qui font l'objet de discussions collectives, mais ce sont aussi les problèmes de la vie quotidienne, y compris "privée" : ainsi on trouve dans les actes de réunion une longue discussion sur la position à avoir envers deux ouvriers atteints d'une maladie vénérienne (à cet égard, il est certain que l'idéologie libertaire telle qu'elle s'était développée en Catalogne depuis le début du siècle avec le rapport particulier qu'elle avait à la culture et à la vie quotidienne (bibliothèques personnelles (des bibliothèques collectives auraient été

(1) Car, justement, il s'agit d'une collaboration, en contradiction d'ailleurs avec les principes de la CNT. D'où les critiques de « trahison » faites à Garcia Oliver, Montseny, etc. : ce sont des critiques internes à la famille. Ce qui est en effet évident, c'est que la pensée de la CNT ne peut pas sortir du couple « Dictature anarchiste »/Collaboration, et par exemple ne parvient pas à penser sa relation à l'autonomie nationale de la Catalogne (Federica Montseny, catalane, refuse de faire des discours en catalan, parce que, dit-elle du fait de son éducation politique en castillan, les idées ne lui viennent pas dans sa langue maternelle). On veut bien, mais en même temps, il faut aussi constater que tous les journaux libertaires sont écrits en castillan, que, selon le témoignage de José Peirats (entretien cité plus haut), nombreux sont les militants libertaires qui font leur propagande dans les campagnes catalanes en castillan.

Problèmes linguistiques. Seulement linguistiques ? Certainement pas, parce que le castillan, langue de l'Etat central, est en Catalogne un symbole et un fait d'oppression. Il y a là, dans la pensée de la CNT, une double tache noire, un double point aveugle. En effet :

1/ la CNT fait comme si le mouvement catalan n'était pas fondamentalement, radicalement, un mouvement qui, pour n'être pas surtout prolétarien (ce qui se comprend sans peine si l'on pense au nombre important de travailleurs immigrés du reste de l'Etat espagnol à Barcelone), n'en était pas moins largement populaire. Question dont on ne peut pas « se tirer » avec l'idée vague de fédération. (Cette pratique et ce refus sont encore plus évidents dans l'attitude de la CNT à l'égard du Pays Basque, catholique, nationaliste basque et dans le camp de... la république, à l'étonnement des libertaires qui n'entendent pas comment c'est justement ce nationalisme aussi qui pousse les Basques contre Franco). Cette défiance de la CNT-FAI à l'égard de la question catalane a ses racines dans la répression impitoyable que la bourgeoisie catalane (et catalaniste par opportunisme, pour asseoir son pouvoir local et, à partir de là, s'opposer aux bourgeoisies agraires de l'Etat espagnol) a exercé contre l'organisation libertaire et le pro-létariat, qu'il soit catalan ou andalou. Pourtant, cette défiance n'empêche pas la CNT – avec l'exception de quelques-uns de ses dirigeants, en particulier Durruti qui ira mourir à Madrid – de mener son combat à l'intérieur d'un « réflexe catalan », c'est-à-dire en tournant le dos à Madrid, en oubliant même l'existence de Madrid sinon comme lieu de l'oppression et cible d'une critique exaspérée. Le réflexe est d'ailleurs classique dans l'Etat espagnol des années 30, puisque, s'il y a deux statuts d'autonomie officialisés, celui de Catalogne et celui du Pays Basque, les autres catalans (Valence, Majorque) exigent aussi – mais sans succès – le leur, et jusqu'aux peuples de langue castillane qui veulent voir cesser de cette manière l'oppression centralisatrice (l'Aragon par exemple revendique lui aussi un statut d'autonomie).

2/ Exception faite évidemment des ouvriers agricoles, la CNT n'a pas non plus une pensée du monde paysan. Point aveugle qu'elle partage d'ailleurs avec les autres organisations politiques révolutionnaires ou se prétendant telles de l'Etat espagnol, mais aussi bien de l'Europe. Point aveugle que toutes partagent (et reflètent) avec le prolétariat : le « séparatisme ouvrier » (A. Kriegel) constitué au début du siècle, joue toujours dans l'Etat espagnol des années 30. De là, l'étonnement devant le nombre important de ceux qui rejoignent le camp de la CNT (témoignage Soler), de là aussi le passage de la stupéfaction des militants ouvriers devant les collectivisations agricoles autonomes à l'impossibilité où est la CNT de donner l'élan décisif à ces collectivisations dans le lieu de son succès industriel : la Catalogne (voir plus haut).

liquidées à chaque mise hors la loi de la CNT), école rationaliste, “athénés” ouvriers, refus de l’alcool et du tabac, etc.), il est donc certain que l’idéologie libertaire rendait possibles des réunions d’entreprise autres que syndicales et que ces réunions aient aussi pour objet d’ouvrir des débats sur les modes de vie et les comportements et pratiques sociales). “Pour être communiste, il suffit de croire. Pour être anarchiste il faut que l’individu se préoccupe continuellement des problèmes politiques, économiques, sociaux, culturels, et aussi hygiéniques (aux “athénés”, on ne fume pas, on ne boit pas)”. (Entretien avec Capdevila, juillet 1975). De fait, au sein de l’entreprise, il y a certes des augmentations de salaires, elles sont votées lors de la première assemblée générale du 11 août 36, mais surtout une redéfinition de la hiérarchie des salaires. Subsiste encore une hiérarchie, pour ne pas se priver des techniciens qui n’ont pas fui, mais seulement pour cela. C’est ce que stipulent très clairement les “Accords de l’assemblée générale tenue le 11 du mois (août 36) auxquels doivent se tenir tous les travailleurs de tramways :

“(…) Tous les travailleurs de “Brigadas”, voies, lavage de voitures et tous ceux qui effectuent des travaux de manœuvre dans les différentes sections et catégories de travail recevront par la suite une solde mensuelle de 350 Ptas., versée le 15 et le dernier jour du mois. Tous ces travailleurs reçoivent par cette nouvelle mesure une augmentation de quelques 80 Ptas. par mois. Tous les conducteurs, encaisseurs, surveillants de station, inspecteurs et tous les travailleurs qui effectuent des travaux d’assistance dans les différentes sections et catégories de travail, recevront par la suite la solde mensuelle de 400 Ptas., versée le 15 et le dernier jour du mois. Tous ces travailleurs reçoivent par cette nouvelle modalité une augmentation de leur revenu de 50 à 60 Ptas. en moyenne.

Tous ceux qui font des travaux d’ouvrier dans les différentes sections et catégories de travail qui peuvent s’énumérer de la façon suivante : ouvriers du service technique, ceux qui exercent les fonctions de vigiles de dépôts ou de chefs de station, ceux qui exercent les fonctions de chefs de petits départements ou ateliers ; etc. recevront par la suite la solde mensuelle de 450 Ptas. (...), soit une augmentation de 50 à 60 Ptas. en moyenne. Il faut tenir compte en attribuant ces soldes que certains sont favorisés par rapport aux autres travailleurs. Ces favorisés de la Compagnie “disparue” ne recevront aucune augmentation.

Tous les travailleurs qui recevaient une solde de 500 Ptas. ou plus ne recevront aucune augmentation.

Sont supprimées comme inutiles les nombreuses soldes élevées. Les autres soldes des techniciens qui se sont prêtés et compromis à collaborer en tant que tels sous le contrôle du Comité ouvrier de contrôle sont diminuées (1). Parmi les travailleurs de bureaux, on a essayé de niveler au plus possible les grandes et inquiétantes différences qui existaient, en tâchant d’atteindre un nivellement total de tous les travailleurs dans le délai le plus bref possible. En même temps on a réussi à faire disparaître chez ces travailleurs les différences et la supériorité qu’ils croyaient injustement avoir sur les autres ;

(1) Les salaires aux tramways iront finalement de 200 Ptas. à 1500 Ptas. par mois.

sont supprimées toutes sortes de primes et de gratifications ainsi qu'est supprimée toute sorte de favoritisme.

MALADIES: Tous les travailleurs recevront le salaire en entier pendant la durée de leur maladie tant que celle-ci ne dépasse pas la limite d'un an; cette limite dépassée ils passeront à la retraite. Les cas chroniques seront exemptés de cette limitation d'un an.

RETRAITE: Tous les travailleurs qui doivent être mis en retraite actuellement pour avoir 60 ans révolus – l'âge qui est établi pour la retraite – recevront la somme de 275 Ptas. quelque que soit la solde qu'ils reçoivent actuellement; ceux qui sont retraités maintenant et qui reçoivent plus de 275 Ptas. verront leur solde ramenée à cette somme; on étudie la question de savoir si par la suite les moyens économiques permettront d'augmenter le montant de la retraite.

INVALIDITE: Les invalides du travail seront payés 250 Ptas. par mois. Les nouveaux travailleurs qui tomberaient en incapacité de travailler pendant les 5 premières années recevront 50 % de leur salaire; ces 5 années passées ils recevront la quantité stipulée pour l'invalidité, soit 250 Ptas.; ceux qui sont invalides actuellement et qui se sont engagés pendant le conflit quitteront définitivement la collectivité.

(...)

Le Comité croit qu'il est d'une importance extrême que toutes les vigiles et tous les inspecteurs actuels doivent passer au service de conducteurs ou d'encaisseurs, mais il estime nécessaire de nommer un nombre de camarades sérieux et de confiance qui exerceront les fonctions fiscales et le contrôle des voitures" (1).

Une redéfinition de la hiérarchie des salaires, un commencement de "nivelle-ment", tel est le point central des ces "Accords", mais on trouve aussi dans

(1) On peut suivre sur le tableau suivant les déplacements de travailleurs et la transformation du travail entre la 1ère quinzaine de janvier 36 (où la compagnie est encore de type capitaliste) et la 1ère quinzaine d'août 36 (quand les tramways sont collectives depuis 10 jours seulement). Walter Tauber a construit ce tableau en utilisant les listes nominatives établies par période salariale et signées par chaque employé comme reçu de salaire.

Catégorie	Janvier 36	Août 36
Bureaux	95	140
Chauffeur de direction	1	0
Voitures Comité	0	10
Inspecteurs, contrôleurs et chefs de station	135	0
« Visiteurs de malades »	0	2
Chauffeurs	856	989
Encaisseurs	956	1075
Garde-aiguillages	151	184
Nettoyage voies	35	50
Entretien voies	15	309
Entretien bâtiments	0	36
Entretien lignes (câbles)	41	45
Chauffeurs lignes	8	8
Entretien câbles/centrales	7	7
Atelier central	100	594
Atelier/bureaux	10	10

ce texte une redéfinition du travail socialement nécessaire (voir le passage sur les vigiles et les inspecteurs) et les relations de solidarité des ouvriers actifs avec ceux que leur situation force à l'inactivité (malades, retraités, invalides). Ces relations de solidarité (et la volonté d'être réellement un service public) interviendront dans la décision qui verra, après un temps où la semaine de 40 heures décrétée par le gouvernement catalan sera la règle, une assemblée générale (tenue le 13 novembre 36) voter le retour aux 48 heures.

Le plus remarquable n'est pourtant pas dans cette conscience de solidarité, il est dans la manière où la collectivisation permet une libération, un rapport différent au travail: si les ouvriers des tramways "retournent" aux 48 heures, c'est bien sûr parce que leur rapport à l'entreprise est maintenant différent, mais celui-ci l'est effectivement non pas parce qu'ils en seraient "propriétaires", mais parce que, dans ce "nouveau" lieu de travail, ils ont l'initiative: ainsi août 36 est marqué aux tramways par un nombre important de demandes de changement de service ou de section de travail (le Comité ouvrier de contrôle, pour répondre à cette demande, utilisera le système d'ancienneté, c'est-à-dire qu'il donnera la priorité du choix à ceux qui travaillent depuis longtemps dans l'entreprise). "Pour moi, la révolution, c'est le type qui devient garçon de café parce qu'il en a envie" (Entretien Soler - Herta et Denis, Avril 1975). Ainsi encore, l'intense activité de "bricolage" et l'inventivité qui se manifestent aux ateliers de réparation. Il suffit de faire une remarque "quantitative": alors qu'en janvier 36, il y a 100 ouvriers à peine au Service technique (il y en avait plus de 600 entre 1925 et la crise de 1930), ils sont 594 en août 36. Cette croissance de 500 % marque évidemment une politique du matériel différente de celle de l'entreprise "disparue": si, en effet, les achats à l'étranger continuent semble-t-il jusqu'en septembre 37 (1), une grande part de ces achats est davantage liée aux achats de machines qu'à ceux de produits finis: le "Mémoire" de l'entreprise de 36 indique qu'il y a eu pour 700.000 Ptas. d'achat de matériel à l'étranger dont une grande part était consacrée à l'acquisition de tours semi-automatiques, de fraiseuses, etc. Logiquement, le "Mémoire" de 37 pourra annoncer la sortie d'un nouveau train "Type 900" avec remorque, construit par la collectivité dans ses ateliers. Mais cette autonomie est encore plus visible au niveau du "bricolage" en grand que connaît l'entreprise: par exemple les récupérations sur les machines hors-service, par exemple encore la récupération systématique de câbles (6.072 mètres de câble sont retirés des lignes non-utilisées pour être installés ailleurs). Il s'avère d'ailleurs qu'il n'y aura pas de problèmes de fonctionnement des tramways jusqu'aux bombardements sur Barcelone du printemps 38. Quand on sait que le matériel n'arrive plus de l'extérieur et que l'industrie barcelonaise travaille à partir de 36 principalement pour la guerre, c'est là le reflet visible de l'inventivité ouvrière. Situation provoquée par la guerre sans doute, mais plus radicalement effet sur la politique de l'entreprise de la volonté d'autonomie

(1) Jusqu'en Septembre 37 en effet: car la révolution libertaire si elle n'est pas tout à fait morte, agonise et on le lui fait bien voir: à une demande d'importation de 20.000 mètres de câble, la «Direction générale du commerce» du gouvernement central maintenant installé à Valence, oppose un refus sans équivoque.

technique et de l'initiative d'en bas. Les travailleurs des tramways comptent sur eux-mêmes pour résoudre les problèmes de l'entreprise plus que sur une hypothétique aide extérieure.

C'est que, en août 36, tout semble encore possible. Ainsi le Comité ouvrier de contrôle oppose sans cesse au pouvoir de la Généralité son propre pouvoir qu'il tient des travailleurs, mais que, aussi, il réfère à l'organisation CNT. Premier pouvoir, celui évidemment qu'il exerce dès le 24 juillet : celui de l'expropriation, c'est-à-dire l'abolition de la superstructure financière de l'ancienne compagnie, en particulier du financement capitaliste et du paiement des intérêts. Chaque Comité ouvrier de contrôle prend ainsi possession d'une manière semblable de son entreprise, se constitue comme état dans l'état. Par exemple, le Comité ouvrier de contrôle des tramways refuse de répondre à une demande de paiement d'impôts de la municipalité avant de se concerter avec la Fédération locale de la CNT (alors, quand aujourd'hui, on vient dire que la CNT n'exerce aucun pouvoir...). Par exemple encore, un communiqué du Directeur de l'Administration et des Transports publics est mis aux oubliettes, le Comité ouvrier de contrôle ayant décidé "de ne pas prendre en considération le décret qu'il mentionne". De même, dans la section d'à côté, les représentants du Funiculaire de Montjuich refusent une entrevue avec un délégué de la Généralité, et "ils s'excusent presque, dit Walter Tauber, d'avoir toléré l'inspection des cables à cause de leur responsabilité en cas de rupture". Enfin, il va sans dire que la police et les tribunaux ne peuvent rien sur les travailleurs si ceux-ci sont défendus par le Comité ouvrier de contrôle. A Barcelone, cet été 36, malgré l'épisode du 20 juillet à la Généralité et la position qu'y prennent les représentants de la CNT -FAI, est bien un été rouge et noir. C'est aussi l'été du pouvoir des travailleurs. De même en effet que le Comité ouvrier de contrôle oppose son propre pouvoir à celui de la Généralité. de même les Comités de section opposent, à l'intérieur de l'entreprise, leur pouvoir à celui du Comité ouvrier de contrôle. Les Comités de section ont en effet, l'été durant, une action autonome d'organisation du travail dans leur département: ce sont. eux qui déterminent les possibilités de production et les communiquent au Comité ouvrier de contrôle qui a, dès lors, une fonction de coordination plus que de direction. Image peut-être forcée : on a vu, plus haut, le Comité ouvrier de contrôle en référer à la Fédération locale de la CNT plutôt qu'aux Comités de section (à propos d'impôts), elle désigne néanmoins ce fait qu'en août 36, l'autonomie est grande dans les entrepôts et les sections. Ainsi, le 12 août 36, le Comité ouvrier de contrôle dit à la fois le statut de la situation du moment et sa tendance à la centralisation, c'est-à-dire à la direction. A propos d'achat de matériel, il décide en effet : "Vu le caractère exceptionnel du moment que nous avons passé. on autorise le Comité (de section) des ateliers à exercer pour son compte ces fonctions, mais une fois la situation à peu près normalisée, ces achats ne se feront plus sans l'approbation et l'accord du Comité (de contrôle)". Les raisons techniques sont évidentes, elles ne sont pas les seules. En tout cas, c'est cette autonomie due à ce "caractère exceptionnel" de la situation qui OUVRE la possibilité de cette intense activité de "bricolage" dont il a été parlé ci-dessus.

2 – “CANALISER LE POUVOIR REVOLUTIONNAIRE”.

Les étés ont une fin.

Déjà, quand commence l'autre versant de l'été, le 14 août, est créé le Conseil économique de Catalogne, c'est-à-dire selon l'article 1er de ses statuts, "l'organisme ordonnateur de la vie économique catalane". Comme tous les comités et conseils qui ont été créés depuis ce fameux 20 juillet au niveau du gouvernement catalan, il comprend des délégués de l'ensemble des forces du camp républicain. Comme en écho, c'est le 15 août que le Comité ouvrier de contrôle des tramways fait les premiers renvois de travailleurs de l'entreprise pour "fausse maladie". La mesure est sans doute justifiée (le Comité ouvrier de contrôle a en effet constitué une commission de "visite aux malades" qui, pour manifester une solidarité, n'en remplit pas moins une tâche de vérification sur la véracité ou la non-véracité de la maladie. Il est donc quasiment assuré que les malades en question étaient de faux malades). Reste que la mesure de licenciement est prise. Car en haut aussi, on peut justifier la création de ce Conseil économique. Et pour les mêmes raisons (de lutte contre l'égoïsme et de solidarité). Ce qui en effet définit la nécessité du Conseil de l'Economie, c'est ce qu'on a appelé "l'égoïsme d'usine". C'est la question : lorsqu'il y a bénéfice de la collectivité, où doit aller ce bénéfice ? A la collectivité elle-même ou à la communauté ? La réponse, pour ce qui est des tramways, est claire : à la communauté. Ainsi, Walter Tauber a retrouvé deux séries d'éléments comptables où est consignée l'utilisation des profits de la collectivité : une première série indique des paiements à d'autres entreprises (secteurs du même syndicat : autobus, métro, funiculaires) et un soutien aux Milices Antifascistes, ceci pour les cinq derniers mois de l'année 36. Pour les cinq premiers mois de 37, on relève des paiements (par l'intermédiaire du Syndicat unique des transports, ce qui laisse supposer que s'y joignaient autobus, métros et funiculaires) pour une aide aux débardeur (aide importante puisque, pour les seuls tramways, elle se monte à 1.300.000 Ptas.), un paiement, important aussi (de 500.000 Ptas.) par l'intermédiaire du Syndicat des Communications et des Transports (autre solidarité collective donc) "pour aide aux camarades fermiers", un autre paiement important (solidairement cette fois avec le seul Syndicat unique des transports) aux collectivités d'usine de secteur, enfin un soutien à l'"Athéné" libertaire d'un quartier ouvrier de Barcelone, Horta. Au total, en dix mois, les tramways versent ainsi 3.805.859,80 Ptas. au titre de la solidarité à d'autres collectifs ouvriers. La deuxième série est "individualisée" : il s'agit de paiements faits aux "compagnes" des mobilisés ; dans cette deuxième série, les tramways interviennent toujours seuls.

Pour ce qui est donc non seulement des tramways, mais aussi de toute la section syndicale à laquelle ils appartiennent (Syndicat unique des transports, elle-même section du Syndicat des communications et des transports), il n'y a pas de doute : ces collectivités ne tombent pas dans "l'égoïsme d'usine". Cela dit, les tramways justement sont un modèle. D'autre part ils

n'ont pas les mêmes besoins en matières premières que les industries textiles ou métallurgiques pour lesquelles, bien souvent, c'est à ce niveau (des matières premières) que joue "l'égoïsme d'usine" (être dépourvu de matières premières signifie l'impossibilité de travailler). C'est par là, par cet "égoïsme d'usine", que se justifiera la création du Conseil économique de Catalogne. Reste que commence ainsi une normalisation.

La création de ce Conseil est en fait la réponse à une question décisive: faut-il nationaliser (ou municipaliser) les collectivités ou non? Cette question est une des questions-clé de la collectivisation: ou bien celle-ci est capable d'entraîner à l'organisation générale de l'économie – c'est le cas effectif des tramways –, ou bien elle ne le peut pas, et alors il faut nationaliser ou municipaliser. Mais, dans ce cas, on en a fini avec une autogestion, on en a fini en même temps avec un contrôle de l'en haut par l'en bas. Evidemment, le PSUC, qui ne veut pas de la révolution, et passe son temps à clamer que l'Etat espagnol de 36 en est à son 1789, le PSUC donc défend la nationalisation. Du côté de la CNT, c'est un tout autre projet que l'on a en tête: la collectivisation n'est qu'un début, ce qu'il faut, c'est se donner le moyen de prendre en main la gestion de l'économie toute entière, en la "socialisant" secteur par secteur. Que veut dire "socialiser" pour la CNT? Cela veut dire intégrer verticalement, par branche, toutes les activités de la branche (voir par exemple la socialisation de l'industrie du bois, qui commence par l'ouverture de routes et le percement de tunnels dans les montagnes pour accéder aux bois où l'on voulait faire les coupes, et qui va jusqu'au magasin de vente. Voir aussi dans Peirats, **op. cit.**, la socialisation du pain: une première étape de collectivisation, boulangerie par boulangerie, puis une jonction et un Comité directeur. Comment produire dans les meilleures conditions possibles? En montant de grands fours électriques tout en maintenant les anciens encore nécessaires. Au passage, la socialisation transforme le processus de fabrication: on passe de l'infrastructure artisanale des boulangeries à une infrastructure industrielle: la boulangerie devient un magasin limité à la vente, un dépôt). Socialiser devient ainsi le moyen par lequel on peut éliminer "les égoïsmes d'usine", d'abord au sein d'un secteur, ensuite de secteur à secteur. En même temps, ces Comités économique-administratifs, responsables de l'organisation et des relations entre les différentes entreprises collectivisées, s'ils règlent le cas échéant les conflits, ne sont pas pour autant des organes de direction, les Comités ouvriers de contrôle conservent leur autonomie. Telle est la réponse que la CNT met en place dans certains secteurs. Et c'est aussi l'absence de réponse à cette question dans certains autres secteurs que la Généralité utilise pour mettre en place le Conseil économique.

L'objectif de la Généralité est évidemment de "canaliser le pouvoir révolutionnaire" (Perez-Baro, **30 mesos de collectivisations a Catalunya**), Elle le fait en fonction de toute une série de stratégies et de luttes qui définissent les nouveaux pouvoirs en Catalogne: la poussée révolutionnaire, les tentatives de contrôle du gouvernement de Madrid sur la Catalogne, les stratégies des partis et syndicats (républicains, communistes, libertaires), l'armée qui "se prononce", et enfin le blocus économique qu'impose l'Europe. Le premier acte officiel de cette "canalisation" sera le Décret de collectivisation et

de contrôle ouvrier du 24 octobre 36 (I). Ce Décret a pour objet de régler les modalités d'expropriation des entreprises ainsi que le dédommagement des anciens propriétaires et les droits du capital étranger, de définir les nouvelles structures de propriété et l'organisation de la production. Il semble qu'ainsi, d'une certaine manière, le droit vienne confirmer le fait: après tout, les décrets de collectivisations ne sont pas monnaie courante... En réalité, le Décret est un compromis entre trois stratégies: celles de la CNT, celle du PSUC, celle du parti de Lluís Companys, l'Esquerra Republicana. Trois stratégies qui sont des stratégies d'en haut. On comprend que le Décret soit largement en recul sur la réalité constituée depuis juillet-août, il prévoit en effet: 1/ que les usines abandonnées par leur propriétaire ou directeur seront collectivisées quelle que soit leur importance, 2/ que les usines de 100 travailleurs seront collectivisées dans le cas où il y aura accord entre patron et ouvriers, 3/ que les usines de 100 à 200 travailleurs le seront à condition qu'il y ait l'accord des trois quarts des ouvriers. Exception est faite pour les entreprises à capitaux étrangers: quelle que soit leur taille, elles ne seront pas touchées par la collectivisation (Entretien avec Capdevila, juillet 1975). Peirats précisait que, dans le dernier cas, il y a eu un contrôle ouvrier sur le directeur, d'une part pour apprendre le fonctionnement de l'entreprise, d'autre part pour vérifier que le directeur "ne sabotait pas le travail". Ainsi, avec "l'accord" des travailleurs, pourront se constituer des groupes industriels. Le Décret prévoit aussi la constitution de Conseils d'entreprise, nommés par les ouvriers en assemblée générale, Conseils qui auront la direction de l'entreprise. Enfin, est prévue une fonction nouvelle: celle d'"interventor" (Délégué du Conseil économique) pour coordonner les rapports entre entreprises et régler les cas de conflits insolubles par d'autres moyens. C'est là évidemment un cas de contradiction entre la CNT que l'"interventor" vient d'une certaine manière contrôler au niveau de ses Comités ouvriers (2), et l'UGT, devenue en Catalogne, courroie de transmission syndicale du PSUC, et le PSUC lui-même qui demandent la nationalisation, c'est-à-dire le contrôle des usines et la nomination de l'"interventor" directement par le gouvernement catalan. Contradiction en haut, où la CNT-FAI est sur la défensive. Contradictions en bas, où, en raison précisément de cette position défensive, la CNT centralise toujours davantage son pouvoir. Le parallélisme des deux processus s'accroît, et plus la CNT est contrainte à la résistance en haut, plus elle exerce de pouvoir en bas (du moins dans ce qui lui en reste) et centralise. Rien d'étonnant, dès lors, si, dans la lutte armée qui oppose en mai 37 CNT-FAI et POUM d'une part et PSUC et "Generalitat" d'autre part, (lutte généralement nommée "les faits de mai à Barcelone"), rien d'étonnant si les non-militants voient ces combats de rue comme un règlement de comptes entre organisations et ne se

(1) En fait, la « canalisation » avait déjà commencé: dans les faits d'abord puisque les usines d'armement de Barcelone étaient sous le contrôle de la Généralité, en droit aussi puisque, le 7 octobre déjà, Madrid essayait de constituer son contrôle sur les collectivisations agricoles (loi d'« Expropriation de fermes »).

(2) Les Conseils d'entreprise ne seront pas créés dès le lendemain du Décret de collectivisation, on s'en doute. Par exemple, aux tramways, le Comité ouvrier de contrôle sera encore élu trois fois avant que ne soit constitué le Conseil d'entreprise au mois de juin 1937.

sentent en rien concernés (témoignage Peirats), c'est que, pour eux, il n'y a plus grand chose à défendre.

3 – “LE TRAVAIL AUX TRAMWAYS DOIT-IL ETRE COLLECTIVISE?”

Cette centralisation cénétiste, on peut la suivre aux tramways dans les positions du Comité ouvrier de contrôle. Déjà, le 30 octobre 36, Felipe Gil, c'est-à-dire celui qui deviendra secrétaire du Syndicat unique des transports, se demande : “le travail aux tramways doit-il être collectivisé?” et il propose de mettre cette question à l'ordre du jour de l'assemblée générale à venir... Confirmation de sa question est apportée par un document que Walter Tauber date de l'été 37 : “S'agit-il oui ou non d'une nouvelle exploitation? En analysant les faits, on arrive à cette conclusion que cette collectivité n'est pas plus que la suite d'une entreprise de trente et quelques années d'existence; la différence principale entre les deux entreprises réside dans le capital et les bénéfices sociaux qui reviennent à l'élément ouvrier par suite de la transformation sociale opérée. N'est pas affecté pourtant le déroulement du travail et, comme la marche de l'entreprise était pendant tant d'années progressive, on n'a pas considéré nécessaire de faire table rase de tout ce qui existait, comme s'il s'agissait d'une chose nouvelle, pour le refaire ensuite en tenant compte du fait que les expériences sont coûteuses et que parfois il est nécessaire de rebrousser chemin pour avoir souffert de quelque erreur inévitable”.

Il s'agira, par ce document, poursuit la commission qui l'écrit, de permettre “à l'organisme directeur d'avoir une orientation concrète sur le chemin à suivre pour arriver au dernier échelon de la collectivité, sans les doutes et les hésitations qui, depuis un certain temps et à la suite d'une série de changements à la direction, et d'autre part à l'oubli fréquent de l'intérêt général, ont produit une certaine confusion”.

C'est l'été 37, un an a passé, les collectivisations d'usine ne sont plus guère déjà qu'un fait d'histoire : “cette collectivité dit le texte, n'est **pas plus que la suite** d'une entreprise de trente et quelques années d'existence”. “N'est pas affecté le déroulement du travail” : n'est plus affecté serait plus proche de la réalité (on le comprend : le Comité ouvrier de contrôle avertit un ouvrier que, s'il persiste à refuser le nouveau lieu de travail que le Comité lui a attribué, il sera licencié). Quant au “dernier échelon de la collectivité”, on ne voit pas dans ces conditions ce qu'il peut être, surtout lorsqu'existe une “direction” et sa contradictoire logique : “l'oubli fréquent de l'intérêt général”, riposte (sous la forme de la passivité) à la direction. Cette résistance passive est en effet le dernier recours des ouvriers. Depuis la fin de l'été 36, les Comités de section ont lutté contre le Comité ouvrier de contrôle pour maintenir leur autonomie. Ils ont perdu, comme a perdu la CNT devant le PSUC.

Cette lutte des Comités de section, on peut en scander les moments. Ainsi, le 30 novembre 36, une longue discussion – qui remplit plusieurs pages du procès-verbal de séance – oppose le Comité ouvrier de contrôle et le Comité de section des ateliers. L'enjeu : une table enlevée par un membre du Comité ouvrier de contrôle pour son bureau personnel ! La table est évidemment un prétexte ; qu'elle provoque une telle discussion indique néanmoins la tension qu'il y a entre le Comité et le Conseil des ateliers. Cette tension, c'est simplement celle de l'exercice d'un pouvoir et de la résistance qui lui est opposée. On en a la confirmation le 20 janvier 37 : le Comité ouvrier de contrôle fait remarquer "certains dépassements de fonction commis par le Conseil des ateliers" et décide de le destituer s'il continue à contester l'autorité du Comité. Peut-être, le Conseil des ateliers, c'est-à-dire l'un des lieux les plus importants d'inventivité ouvrière et de "bricolage" de l'entreprise, peut-être est-il isolé ? Justement non : le 11 janvier 37, une semaine auparavant, le Comité ouvrier de contrôle constatait la nécessité d'une réunion avec les Comités de section, "trop d'entre eux, disait-il, outrepassent leurs fonctions". Autrement dit, ce que, de toute évidence, le Comité ouvrier de contrôle propose aux Comités de section, c'est la seule responsabilité de l'exécutant, tandis que lui se réserve la gestion et la direction de l'entreprise. Son successeur à partir de juin 37, le Conseil d'entreprise, ira jusqu'au bout de la course : de la direction, il prendra jusqu'aux mots, vides et bavards : "Les personnes réunies s'accordent, après longue discussion, sur le but d'humaniser au plus possible le travail, d'établir sur toutes les lignes et services de nouveaux horaires qui compenseront l'effort plus grand que nécessite en ce moment le travail" (réunion du 31 décembre 1937). S'il faut une "longue discussion" pour "humaniser au plus possible le travail" sans autre proposition concrète, c'est que ce discours n'a pas d'autre objectif que celui de vœux de nouvel an...

Alors, seulement un échec au niveau du pouvoir d'Etat, ou, plus radicalement, un échec en bas, une impossibilité à constituer une démocratie ouvrière ? L'anarcho-syndicalisme est mort en France de n'avoir pas su affronter le nationalisme de 14, il meurt en Catalogne de ne savoir pas "entrer" dans l'exercice du pouvoir, renforçant "le sien" dans "ses collectivités" à mesure qu'il est acculé à la défensive à l'extérieur. De ce point de vue, la guerre civile joue le même rôle ici que, dans l'hexagone, la guerre de 14. Et ce qu'introduit 14, c'est la massification, la guerre anonyme sans héros, la fin d'une relation ouvrière à la culture aussi. Disparaissent les "athénés" ouvriers et leur pensée de révolution de la vie, vont bientôt disparaître les Maisons de la Culture. Raccourci dérisoire. Fin d'un espoir.



annexe 1

Socialisation des transports

CNT – SYNDICAT UNIQUE DES TRANSPORTS – AIT
Résolution approuvée en assemblée tenue le 15 janvier 1937
au Gran Price pour la socialisation de tous les transports.

- Considérant que la seule existence de l'Etat, même en ces moments de profonde transformation sociale, représente une pression permanente sur l'initiative libre, aussi bien que la négation totale de l'esprit créatif du peuple :
- Prévoyant que l'esprit d'absorption qui caractérise les institutions étatiques tentera de canaliser le mouvement régénérateur à son seul profit, en mystifiant et en détournant les organes de gestion économique-sociaux que le peuple en armes est en train de structurer et d'adapter à ses besoins sur son chemin révolutionnaire :
- Comprenant que les syndicats, expression la plus haute des capacités et de la force constructive du prolétariat organisé, sont l'instrument efficace qui répond absolument aux exigences révolutionnaires de cette heure unique ; et (comprenant) que l'Etat dans son effort démesuré d'éclipser toute concurrence dans la gestion des affaires publiques, réalisée jusqu'alors par les organes surgis de la volonté souveraine et spontanée du peuple, essaye de les remplacer en leurs fonctions et droits... :
- Tenant compte du fait que le mouvement spontané et intuitif des collectivisations dégénérerait, dans les mains de l'Etat, en nationalisation, premier pas obligatoire vers le corporatisme qui, de son côté, constitue le chemin qui nous mènerait à l'Etat totalitaire, à l'Etat patron qui, en concentrant entre ses mains tous les ressorts et commandements, annulerait absolument la personnalité humaine,...
- Tenant compte du fait que l'orientation populaire en matière économique se dirige vers la socialisation, véritable objectif immédiat des collectivités... et que la CNT a des accords concrets en cette matière ; que l'assemblée plénière nationale des (Syndicats des) Transports décida de la socialisation de toutes ses activités...
... nous devons prendre et prenons la résolution suivante sur la structure générale des transports en régime de socialisation :

A) Toutes les activités qui concourent à rendre un service déterminé et qu'on ne peut concevoir séparément sans porter préjudice au service qu'il rend, doivent être considérées comme une section économique-administrative ; à sa tête se trouve un Comité de Contrôle qui aura comme mission de distribuer et d'organiser le travail... et qui aura les moyens de payer par ses comptes spéciaux les salaires, l'électricité, l'entretien et l'achat de matériel...

B) Le Comité de Contrôle sera formé de 16 individus qui seront nommés en assemblée de section, proportionnellement aux différents départements de travail existants. Ils pourront être réélus 2 fois de suite à la majorité, si leur conduite offre les plus grandes garanties de droiture administrative. Après leur 2ème réélection ils devront passer par l'épreuve du travail pendant 6 mois, après lesquels ils pourront être élus et réélus par pétition de l'assemblée de leur département économique (de travail).

C) Les différends qui pourraient surgir entre elles (les sections mentionnées ci-dessus) seront résolus par un Comité Economico-Administratif du Syndicat des Transports ; (les deux parties en conflit) devront rendre compte de leur point de vue devant les assemblées du Syndicat ou de la section, selon les cas et leur gravité. Tout le reste (le bénéfice net) devra être versé à la caisse unique du Comité Economico-Administratif des Transports.

... Les 26 sections qui forment le Syndicat seront réduites à 2 : "TPU" et "Débardeurs", "Gares", "Transports Routiers".

(Le Com. Ec.-Adm. sera formé de 2 membres de chaque section élus en AG et de 2 membres nommés par la Junte Centrale du Syndicat). Le rôle du comité sera de former une direction unique dans le secteur des transports ; ... il aidera les sections déficitaires en utilisant les bénéfices des autres et constituera des réserves pour pouvoir faire face aux événements imprévus...



annexe 2

Statuts conformes au Décret de Collectivisation

“Tranvias de Barcelona, Colectivizados” : STATUTS.

(Statuts conformes au “statut-modèle” décrété par le Conseil de l’Economie le 30 janvier 1937, signé José Taradellas et Diego Abad de Santillan)
(Extrait).

Art. 5 : Tout le personnel qui travaillait dans les entreprises mentionnées à l’art. N° 1 sera absorbé par l’entreprise collectivisée... et employé dans un travail plus proche possible de celui qu’il effectuait avant. Cette mesure sera également appliquée aux membres qui n’étaient pas en faveur de la collectivisation de l’entreprise.

Art. 9 : La Cie. “Tranvias de Barcelona, Colectivizados” sera dirigée et administrée par un Conseil d’Entreprise (CE) formé par 5 individus qui représenteront les travailleurs des (sections suivantes) : “Services Administratifs”, “Mouvements”, “Techniciens et Equipes de Réparation” et par une Déléguée (“Interventor”) de la Généralité nommé par le Conseiller de l’Economie en accord avec les travailleurs.

Art. 10 : Les représentants ouvriers seront élus en AG de tous les travailleurs et représenteront proportionnellement les organisations syndicales auxquelles appartiennent (les travailleurs).

Art. 12 : La durée du mandat du CE sera de 2 ans ; chaque année la moitié des éléments qui le forment seront remplacés... Les conseillers sont rééligibles.

Art. 15 : En général, le CE est responsable de :

- a) la représentation extérieure de l’entreprise.
- b) nommer et révoquer le Directeur et le Sous-Directeur ; déterminer leurs devoirs, pouvoirs et leur rémunération.
- c) nommer et révoquer les 3 Conseillers-Délégués qui avec le Directeur formeront le Comité Permanent.
- d) nommer et révoquer le personnel de tous les départements en accord avec les règlements et les accords syndicaux... et déterminer les devoirs et les salaires.

Art. 16 : Le CE sera responsable de sa gestion devant le Conseil Général de l’Industrie et l’AG des travailleurs.

Art. 17 : Le CE se réunira au moins une fois par mois et toujours quand le souhaiteront 2 de ses membres ou quand le CP ou 2 de ses membres le jugeront nécessaire.

•Art. 18 : Le CE pourra être révoqué totalement ou partiellement par les travailleurs réunis en AG ou par le Conseil Général de l'Industrie en cas d'incompétence évidente ou de résistance aux normes dictées par l'un ou l'autre (recours possible au Conseil de l'EC.)

Art. 20 : Le Directeur et les 3 Conseillers-Délégués auxquels se réfère le paragraphe c de l'article 15 formeront le Comité Permanent (CP). Le comité se réunira toujours quand il l'estimera nécessaire et au moins 2 fois par semaine.

Art. 21 : Le CP exercera dans les limites indiquées par le CE la représentation, direction et administration de l'entreprise collectivisée.

Art. 23 : En accord avec l'article 15, paragraphe b) de ces statuts, le CE nommera un Directeur. Ce mandat sera de durée indéterminée et sera considéré comme révoqué seulement sur décision du CE.

Art. 27 : "L'interventeur" de la Généralité étant membre du CE, cette fonction sera incompatible avec toute autre dans l'entreprise. "l'interventeur" pourra être choisi parmi le personnel de l'entreprise ou être étranger à celle-ci.

Art. 28 : Les fonctions de "l'interventeur" seront les suivantes: surveiller l'application stricte du Décret de Collectivisations et autres dispositions complémentaires, ainsi que de celles qui viennent des Conseils Généraux de l'Industrie ; ... il servira de lien entre l'entreprise et les organismes officiels ; (il aura) le droit de veto contre certaines décisions contraires aux règlements mentionnés, prises par le CE.
"L'interventeur-délégué" de la Généralité... aura le droit d'assister avec voix mais sans vote à toutes les réunions du CE et du CP.

Art. 29 : Au cas où "l'interventeur" exerce le droit de veto... et pour éviter tout abus de pouvoir, le CE pourra recourir devant le Conseil Général de l'Industrie correspondant qui, après 8 jours et après avoir écouté les deux parties, prendra une décision définitive. Si le Conseil Général de l'Industrie n'a pas communiqué sa décision après 30 jours, l'accord du CE sera définitif.

Art. 30 : Le CE déterminera en accord avec le Conseil de l'Economie la rémunération de l'Interventeur de la Généralité de Catalogne qui sera toujours à la charge de l'entreprise.

LES LENDEMAINS D'OCTOBRE LA JEUNESSE OUVRIERE FRANCAISE ENTRE LE BOLCHEVISME ET LA MARGINALITE

Les témoignages qui suivent ouvrent une série de documents que nous voudrions publier sur une période décisive pour la formation des structures, des pratiques et des idéaux qui constituent aujourd'hui encore le terrain et l'horizon du militantisme ouvrier et révolutionnaire. Cette période est en effet celle où entre en agonie la conception de la révolution syndicaliste, c'est-à-dire la conception ouvrière autonome de la révolution. Frappée à mort par la débandade patriotique et guerrière de 1914, ranimée un moment par les illusions soviétistes nées de l'Octobre russe, elle est définitivement écrasée sous le poids des disciplines nouvelles : celles de la chaîne capitaliste et de l'organisation communiste. Organisation qui n'est point l'autre de la "spontanéité", mais la définition de lieux, de pratiques, de personnages inédits. Au lieu de l'opposition ancienne entre le militant syndicaliste dévoué à sa classe et le politicien du socialisme parlementaire, voici qu'apparaît le révolutionnaire professionnel dont les dévouements, les sacrifices et les années de prison se paient en jouissance d'appareil ; à la place de l'effort d'éduca-

tion des Bourses du Travail qui voulait créer des hommes d'un type nouveau, voici les Ecoles du Parti où la hiérarchie forme ses élus ; voici l'usine désignée maintenant comme lieu politique à la place de ces lieux que la pratique syndicale cherchait à constituer comme zones ouvrières libérées à côté des lieux de l'oppression, etc... Comment toutes ces transformations ont-elles pu être perçues, acceptées, refusées par des travailleurs, par des militants de ce temps, c'est ce dont nous ne savons pas grand'chose. Les livres dont nous disposons par exemple sur l'histoire du P.C.F. nous parlent surtout de thèses de congrès (auxquels la plupart des militants, au dire des cadres locaux, ne comprennent pas grand'chose), des grandes dates, des têtes qui entrent et surtout de celles qui sortent, des exploits des uns et de lâchetés des autres : histoires de héros et d'anti-héros. Quant à comprendre les chemins qui pouvaient amener en 1925 un ouvrier au Parti Communiste ou l'en éloigner, les pratiques et les idéologies concrètes des militants... Et quelles traces nous reste-t-il de ces autres parcours : des anarchistes ou des syndicalistes-révolutionnaires demeurés fidèles à leur idéal et des mouvements féministes, de ces expériences d'une autre façon de vivre qui résonnaient alors jusqu'à l'intérieur du mouvement ouvrier "sérieux" : communautés, foyers végétariens, ligues espérantistes, etc... ?

Car le milieu de la révolte, dans les années 20 est un lieu de mélange : mélange d'abord des générations et des expériences: le chemin des combattants révoltés et celui des syndicalistes, socialistes et anarchistes ayant refusé l'Union Sacrée vient rencontrer l'énergie neuve des adolescents happés par l'industrie de guerre et qui ont grandi dans ce "mélange social-politique étonnant de mécontentement, d'esprit revendicatif, de révolte contre la guerre, avec une espèce de folie de jouissance" que décrit Henri Barbé (1). Syncrétisme des idéaux : Soviet en Français se traduit par syndicat et l'assimilation du régime soviétique au vieux rêve syndical de la démocratie des producteurs dure bien au-delà de l'éphémère Parti Communiste fondé par Péricat en 1919.

Ainsi se composent ou à tout le moins s'additionnent les raisons de se révolter : l'image de la jeune révolution russe et la tradition syndicaliste-révolutionnaire ; le dégoût des anciens et l'impatience des jeunes, le sentiment collectif de l'exploitation et la révolte individuelle contre l'ordre familial, sexuel, culturel, etc... Au groupe Clarté de Lyon les socialistes avancés côtoient les végétariens pacifistes, les vieux anarchistes côtoient les jeunes étudiants serbes qui font office de professeurs de marxisme. Avec l'échec des grèves du 19-20 et les premiers doutes sur le bonheur soviétique, les désillusions et les partages se feront vite, mais non sans que la force "jeune communiste" ne perpétue elle-même un certain nombre de traits de ce syncrétisme originel.

Car dans ce milieu d'espérances indécises, la jeunesse apparaît d'une manière nouvelle comme un enjeu politique et une force militante. C'est d'abord le simple effet du poids spécifique que lui a donné dans l'industrie du temps de guerre la mobilisation des adultes. "Le règne de la jeunesse, de l'adolescence

(1) Souvenirs de militant et de dirigeant communiste (manuscrit).

était établi monstrueusement” déclare Henri Barbé, en parlant de ces “potentats” de quinze ans qui, dans les usines de Saint-Denis, régnaient sur une population de femmes. Dix ans plus tard, des hommes de 25 ans (Barbé, Célor, Ferrat, Lozeray, Billoux, Guyot) instaurent sur l’appareil du P.C. ce règne de la jeunesse. Car le poids “sociologique” de la jeunesse se voit confirmé par un choix politique de l’Internationale Communiste. “La jeunesse ouvrière est la partie la plus active et la plus révolutionnaire du prolétariat” affirme en 1921 le programme de l’Internationale communiste des Jeunes. En France si l’Internationale cherche à attirer l’aile gauche de l’ancien syndicalisme révolutionnaire, celle qui, autour de Monatte, a combattu l’Union sacrée et salué la révolution russe, pour lui faire jouer le rôle de contrepoids aux politiciens socialistes mal repentis, c’est sur les jeunes qu’elle compte à très court terme pour former une force ouvrière révolutionnaire neuve. C’est sur eux que repose le travail anti-militariste; ce sont eux qui poussent à la “bolchévisation”, créent des cellules d’usine témoins, développent un système d’écoles plus intensif que celui du Parti: l’histoire des J.C. n’est en aucune façon l’histoire d’une organisation de jeunesse du Parti, mais l’histoire de la formation même du Parti, par-delà sa naissance formelle à Tours. C’est là que se forment ses pratiques militantes et ses idéaux; et que se constitue un réseau militant qui survivra à la liquidation du “groupe Barbé-Célor”, c’est-à-dire du pouvoir des jeunes.

Faire de cette force mixte, fascinée par la révolution bolchévique mais héritière de traditions libertaires autochtones, un appareil bolchevik ne va pas de soi. Car qui dit “organisation” n’a encore rien dit. La rigueur que sa théorie requiert ne devient une force matérielle qu’à s’appuyer sur des réseaux de pratiques, attitudes, idéaux qui ne naissent point d’elle. Au début des années 20 le jeune Ambroise Croizat, que l’on rencontre à la buvette de la Maison du Peuple de Lyon, revêtu de la cape et coiffé du chapeau à larges bords des anarchistes est assurément plus proche du libertaire Navel que du ministre du Travail et de l’organisateur de la Sécurité Sociale qu’il sera vingt ans plus tard. Pour l’heure la Sécurité Sociale n’est pas le principal souci des jeunes communistes. Ils seront les plus ardents lorsque le Parti, dans sa période “gauchiste”, fera campagne contre la loi sur les assurances sociales, suivant en cela une vieille tradition ouvrière, relayée par l’anarcho-syndicalisme, qui veut que les ouvriers organisent leur prévoyance autonome, au lieu de se laisser enfermer dans le carcan de l’assistance étatique ou patronale. Au demeurant les jeunes communistes connaissent encore de leurs aînés anarchistes la technique du macadam: accident du travail simulé qui permet à l’ouvrier de prendre un peu de temps libre aux frais de l’assurance patronale. Tel jeune communiste parisien amis au point une technique très poussée de faux accidents d’automobile. Ce n’est pas que ces jeunes n’aient pas – tout comme l’outilleur-vagabond Navel – la fierté compagnonnique du travail. Les jeunes ouvriers envoyés en U.R.S.S. seront particulièrement choqués par le bas niveau technique des ouvriers soviétiques. Mais cette fierté ne s’est jamais opposée en son principe au goût de la liberté ou à la disponibilité militante. Ces jeunes qui savent les moyens d’échapper au travail fourniront les éléments disponibles (les “dispos”) dont le réseau organisera l’action militante des J.C. puis du Parti.

Cette récupération de traditions libertaires s'accompagne de la récupération d'une certaine violence, de tradition anarchiste mais que l'anarcho-syndicalisme n'avait jamais exaltée comme valeur militante. Chez les jeunes communistes ; comme chez les jeunes anarchistes, le courage physique est une valeur fondamentale. Certains ont eu un frère aîné dans les Jeunesses syndicalistes qui se sont naguère signalées par leur action anti-militariste et par leurs méthodes directes. Mais c'est spontanément, sans recours à une tradition ou à une doctrine, que se forment ces groupes de combat, bien décidés à disputer le pavé de Paris aux flics et aux camelots du roi. C'est à qui rapportera un képi ou une pélerine que l'on accrochera au local de la section, entre les portraits de Lénine et de Boukharine (en qui les jeunes reconnaissent volontiers leur frère), malgré les ricanements des vieux. Tel jeune de la section du Ve arrondissement, reconnu coupable de lâcheté devant les flics suppliera qu'on lui épargne l'indignité d'être exclu du groupe de combat et, à la première occasion, s'en ira tout seul narguer les flics, quitte à prendre une sérieuse râclée. Les jeunes n'auront que mépris pour Thorez, toujours absent au moment de l'engagement. Ils admirent à l'inverse le courage de Jacques Doriot, lequel, comme le remarque Maurice Jaquier, ne s'en appliquait pas moins à lutter contre leurs tendances putschistes. Ce correctif était aussi donné dans les écoles de la Jeunesse où, sans aucune intervention du Parti, on étudiait soigneusement "La maladie infantile du communisme". L'éducation donnée par les chefs des J.C. visera à discipliner cette violence sur le modèle des organisations allemandes de la jeunesse. Lors de la manifestation organisée en 1927 pour les anarchistes Sacco et Vanzetti, les jeunes communistes, toujours aussi résolus, manœuvreront au sifflet.

De cette force en voie de normalisation les survivants pourtant se rappellent surtout l'aspect fraternel. Rien de morne par exemple dans cette école d'orateurs que le secrétaire à l'éducation des J.C. André Ferrat organise en vue des élections de 1924, et où les jeunes applaudissent, interrompent, contredisent l'orateur qui doit développer un canevas appris. Militer n'est pas triste et l'amitié, en haut comme en bas, cimente les rapports militants bien plus que les règles d'organisation. Aussi cette amitié, qui a fourni à l'Internationale, son réseau d'énergies prêtes à appliquer sa ligne "gauchiste", lui apparaîtra-t-elle bientôt comme parasitaire. D'où l'invention du "complot Barbé-Célor" le jour où l'Internationale aura besoin, pour acquérir une plus grande liberté de manœuvre de remettre à sa place ce réseau des jeunes sur lequel elle avait dû s'appuyer. Réciproquement pour les jeunes qui avaient gardé dans l'organisation des J.C. leur spécificité, l'expérience du Parti adulte et de l'Internationale apparaîtra comme un traumatisme. Les voyages en U.R.S.S. des années 24-25 avaient fait naître l'enthousiasme. Tout était beau sur la terre de la révolution et les jeunes ouvriers – ou intellectuels – émerveillés de leur rencontre avec l'élite des dirigeants bolcheviks, n'hésitaient pas, dans les meetings du retour, à appeler de leurs vœux la venue en France de l'Armée rouge. Il en va tout autrement pour ceux qui, fonctionnaires du Komintern ou élèves de l'école léniniste, y séjournent dans les années 30. Ce qu'ils ont sous les yeux c'est la fin de cette amitié qui tissait les liens de la pratique militante. Voici ce qu'en dit en 1951 Henri Barbé, témoin bien sûr intéressé à se justifier, mais dont les propos sont confirmés par bien d'autres voix, et

aussi par le témoignage muet de tous ceux qui, expérience faite, quittèrent sur la pointe des pieds l'organisation communiste à laquelle ils avaient consacré leur jeunesse : "Ce qui était extrêmement frappant dans ce monde exceptionnel, c'est précisément l'extraordinaire déshumanisation qui nous gagnait tous (...) Je n'ai jamais ressenti un tant soit peu de fraternité, d'amitié ou de simple camaraderie dans cette maison du Komintern. Au contraire il y régnait en permanence une ambiance anxieuse, mystérieuse et prudente (...) Aujourd'hui vous discutez avec un personnage plein d'autorité et de responsabilité, le lendemain même il n'était plus là. Huit ou quinze jours après, vous appreniez qu'il était compromis dans une affaire de sabotage ou qu'il avait fait partie d'un groupe trotskiste d'opposition. En conséquence, il avait été relevé de ses fonctions et envoyé on ne savait où. Personne ne réagissait plus, les meilleurs amis du personnage en question n'en disaient plus un mot. Ils ne se rappelaient même plus son nom. C'est ainsi que parmi nous se développait un climat nouveau mêlé de prudence, d'insouciance, d'incompréhension et de lâcheté".

Description auto-justificative : l'ancien dirigeant des J.C. et du P.C., passé à la collaboration, doit grossir le scénario : le jeune et naïf ouvrier révolutionnaire perverti par la machine du mal. Cette description n'en reste pas moins significative de cette rencontre brutale de la fraternité des jeunes avec les exigences d'un certain internationalisme, à partir duquel s'institua une dérive qui mena plus d'un jeune ouvrier révolté des années 20 dans les antichambres de la collaboration des années 40.

*

Cette histoire n'est pas celle de Maurice Jaquier et de Georges Navel qui s'expliquent ici sur leur expérience de jeunes ouvriers révoltés. Si elle vaut pourtant d'être rappelée, c'est peut-être parce que leur parcours, dont nous avons ici détaché une partie, témoigne d'un autre internationalisme qui, dans l'Espagne de 1936, fera converger des destins militants différents. Maurice Jaquier, formé par la lutte anti-militariste, quittera la J.C. à son retour du régiment, écreuré par le peu de zèle mis à défendre des militants qui à l'armée avaient encouru des peines de dizaines d'années de prison. Militant ensuite dans la gauche du parti socialiste, participant en 1934 au soulèvement des Asturies, il retrouvera à Puigcerda en Juillet 1936 le cordonnier espagnol qui en 1920 à Paris lui donnait des leçons d'anarchie (1). L'internationalisme de Georges Navel passe lui à côté des luttes d'organisation, par la désertion, le voyage et les chantiers de travailleurs immigrés. En se retrouvant dans le combat pour l'Espagne révolutionnaire, ces deux parcours nous font peut-être sentir cet internationalisme d'en-bas, internationalisme charnel en un certain sens qui s'oppose aux calculs de la machine kominternienne.

La publication de ces témoignages partiels voudrait inviter à une recherche. Les Révoltes logiques seraient heureuses d'accueillir d'autres témoignages ou des travaux sur les chemins de la jeunesse ouvrière révoltée des années 1920-1930.

(1) Cf. Maurice Jaquier. **Simple militant**. Denoël, 1974.

maurice jaquier

– Dans ton livre “Simple Militant”, tu évoques ton passage aux Jeunesses Communistes. Pourrais-tu nous dire un peu ce qu’étaient – socialement et idéologiquement – les jeunes que tu y as connus ?

– A la J.C. en 1921 tous les jeunes qui étaient autour de moi c’étaient des ouvriers, qui étaient en rupture avec la société ou avec leur famille, un peu à la façon dont les jeunes sont en rupture avec leur famille ou avec la société à cette époque-là et qui avaient été terriblement influencés par l’épopée de 1917.

Ce n’était pas une organisation numériquement importante mais c’était une organisation militante très organisée. On se donnait des tâches, pour toucher les jeunes conscrits ou bien les jeunes ouvriers dans les usines et on vérifiait ces tâches. C’était une organisation terriblement démocratique. Il y avait un secrétaire de notre groupe mais le type n’exerçait aucune sorte de pression. Ça se passait d’une façon très fraternelle ; et c’était un milieu très fraternel. Ensuite on a découvert évidemment que la plupart de ces jeunes n’avaient aucune formation politique préalable et qu’ils étaient venus beaucoup plus sentimentalement vers la révolution qu’avec des théories révolutionnaires.

Alors on a organisé toute une série de commissions: organisation, commission anti-militariste, etc. Les gars allaient y faire des stages le soir, ils discutaient, faisaient des rapports et devenaient responsables – moi par exemple j’étais responsable anti- (1) dans mon groupe et ce groupe trouvait refuge à la Maison du Peuple où on avait un local. Car le premier problème pour les jeunes c’était de trouver un lieu. Si c’était le bistrot, à l’époque c’était la tendance à la cuite. Dans une Maison du Peuple c’était pas ça.

C’était Jacques Doriot qui était le secrétaire général de la Jeunesse Communiste et c’était le genre de type avec qui les contacts humaines étaient extraordinairement faciles ; un type très ouvert, toujours les mains tendues, qui aidait les jeunes en leur évitant de faire des conneries, de faire des opérations qui les mettaient en flèche avec les flics.

Les mobiles de ces jeunes n’étaient guère différents de ceux qui ont déterminé les jeunes de 68 à se révolter contre l’imbécilité de la société mais en plus les types subissaient l’exploitation capitaliste au plus haut point dans leur

(1) Anti-militariste

boîte et la plupart d'entre eux avaient rompu avec leur famille. Il s'agissait de mômes de 15 à 18 ans, pas au-delà.

– Ils étaient entrés à l'usine très tôt ?

– Les gosses sortaient de l'école à 13 ans, avec ou sans le certificat d'études, et ils avaient le droit de travailler. Ils commençaient à prendre conscience vers 15, 16, 17 ans, et il y avait des groupes de contact qui se formaient ; c'étaient des groupes très mélangés où se retrouvaient des anarchistes et des communistes et aussi des jeunes socialistes qui avaient quelques pensées révolutionnaires, et on faisait front dans toutes les circonstances. Si une équipe s'était fait casser la gueule en vendant des journaux au Quartier Latin, on descendait à une vingtaine et là on vendait aussi bien **L'A vant-Garde, Le Libertaire, Le Populaire**, n'importe quoi... C'était très fraternel. Quand il fallait aller à la châtaigne, parce qu'on en avait marre de recevoir des coups, on y allait tous ensemble.

– Ce n'était pas des jeunes issus d'une tradition politique ou syndicale familiale ?

– Il y en avait quelques-uns qui étaient venus aux J.C. parce que Papa était au Parti, mais la plupart des mômes venaient parce qu'ils connaissaient des conditions de vie effrayantes. Ils n'arrivaient pas à s'en sortir, ils n'arrivaient pas à bouffer ; ils n'avaient pas encore eu l'idée d'aller chaparder et dans l'ensemble on n'a jamais eu de copains qui aient fait des conneries. Si ça arrivait, on essayait de prêter la main au copain ; on arrivait à héberger un copain ou à faire bouffer un mec ; quand tu es jeune, tu as un sandwich, tu le partages ; c'était toujours possible.

– Est-ce qu'ils étaient des militants dans leur usine ou est-ce que le militantisme était pour eux une compensation extérieure à l'oppression dans l'usine ?

– Dans les usines, les jeunes étaient intégrés à la cellule du Parti ; on ne pouvait pas faire de cellules de jeunes. Dans le 14^e arrondissement à l'époque on était une trentaine. Or il y avait à peu près 200 à 300 boîtes, qui occupaient en moyenne 40 à 80 ouvriers. Dans le groupe des Jeunes, il y en avait un qui était photogaveur, un autre travaillait dans une usine de galvanoplastie... il y avait surtout toute une bande de jeunes qui passaient d'une boîte à une autre, qui prenaient un boulot, n'accrochaient pas, en changeaient... c'était des manœuvres, des ouvriers spécialisés, des mômes à la disposition de n'importe qui – autant des ouvriers, d'ailleurs, que du patron – et qui tournaient de boîte en boîte, qui étaient un jour ébénistes, le lendemain charpentiers, etc.

Dans la mesure où ils étaient jeunes, ils n'étaient pas écoutés quand ils essayaient de lutter dans l'usine. Un apprenti, le compagnon le considérait comme sa bonne à tout faire ; mais de temps en temps le jeune se rebiffait,

mordait. Il disait : "Tu te prétends communiste et quand tu me fais ça, t'es un dégueulasse"; il prenait alors quelquefois une baffe sur la gueule. Mais ce qu'ils avaient ressenti c'était la nécessité de se retrouver entre jeunes pour parler de leurs problèmes.

Il y avait très peu de filles et c'était ça un des problèmes les plus durs pour les jeunes; on inventait des trucs, des bals de conscrits; les types arrivaient à repêcher une poule et la plupart du temps le gars tu le voyais plus, parce que c'était ça qu'il était venu chercher. Mais il restait un pilier de types qui constituait la base militante de l'Entente des Jeunesses.

Les jeunes ne participaient pas aux délibérations des adultes. Par contre, ils allaient coller leurs affiches, ils faisaient le service d'ordre; ils faisaient tous les boulots que les adultes leur confiaient d'autant plus facilement que ça leur évitait de le faire. Il n'y avait pas de liaison directe Parti/Jeunesses, sauf par le biais de l'Entente des Jeunesses de la Seine.

– D'après le témoignage d'un ancien dirigeant des Jeunesses, il y avait dans leur équipe un grand mépris pour les vieux du Parti. C'était la même chose à la base ?

– Ce n'est pas l'impression que j'ai. Dans les milieux que je fréquentais – anars et jeunes communistes – on était en admiration lorsqu'on rencontrait un vieux communal. La génération de 14-18; c'était différent, en particulier les anciens combattants français qui ne parlaient que de combats. Là où il nous semblait qu'il y avait quelque chose de nouveau, c'était le phénomène de la Révolution russe. Si ça avait été possible là-bas, pourquoi est-ce que ça ne serait pas possible internationalement ? Parce qu'on était internationalistes...

– Il y avait beaucoup de discussions à propos de la Russie ?

– A propos du système, non : on n'en savait rien. On savait simplement que c'était le point du globe sur lequel la Révolution avait éclaté. On avait encore une espèce de confiance aveugle dans les bolcheviks. Les quelques-uns d'entre nous qui ont fait un voyage en Russie soviétique revenaient emballés et te racontaient toutes les histoires qu'on a pu te raconter après. Ils ne voyaient que ce qu'on leur montrait et ils étaient incapables de pénétrer le milieu ouvrier et de poser les questions qui consistent à savoir combien tu gagnes, quelles sont tes heures de loisir, etc.

C'était difficile en 1921 de faire une critique de la Russie soviétique parce que pour la classe ouvrière française c'était la première grande libération de l'histoire et c'est vachement difficile surtout pour des jeunes d'intervenir dans un débat de cette nature. On écoutait beaucoup, on nous faisait voir des films. La solidarité pour la défense de l'U.R.S.S. telle qu'elle était, elle passait du courant jeune-communiste au courant anar. On s'engueulait, ça arrivait, mais il restait une unité d'action possible entre des jeunes qui n'étaient pas tellement formés mais qui avaient envie de comprendre et de savoir.

C'était surtout vrai pour les jeunes anars. Les vieux commençaient à faire plus de critiques.

– *Votre travail politique essentiel, c'était quoi ?*

– Là où était centrée l'intervention de la Jeunesse Communiste, c'était sur l'action anti-militariste. On allait distribuer L'Avant-Garde dans les bastions qui étaient à chacune des portes de Paris, à la sortie des anciennes fortifications. Ces bastions militaires étaient occupés par 50 ou 60 gars. On passait par-dessus les barricades la nuit et on allait mettre dans toutes les paillasses des numéros de **L'Avant-Garde**. C'était vraiment l'ABC du travail militant. Au moment des conseils de révision, on allait distribuer des tracts à la mairie, en 'invitant les conscrits soit à adhérer au Sou du Soldat (1), soit à un bal, à un meeting, à une beuverie, dans lequel on leur expliquait qu'à l'armée on les utiliserait contre les travailleurs, qu'il fallait qu'ils apprennent le maniement des armes parce que ça leur serait utile pour la révolution, bref, les grandes idées de l'époque. Ça n'allait pas bien loin.

– *J'ai lu quelque part qu'il y avait eu à l'origine une hésitation entre une action du style désertion et la ligne de l'Internationale préconisant l'action dans l'armée.*

– Chez nous, l'idée de la désertion n'a jamais existé. On avait des affrontements avec les jeunes libertaires qui essayaient de nous en convaincre. On disait : aussi longtemps qu'on n'est pas capables de créer une organisation qui prenne en charge les gars qui acceptent de désertir, on ne peut pas lancer un mot d'ordre aussi con, parce que le type, toute sa vie, il va être coincé avec ça. Il faudra qu'il s'exile, qu'il attende une amnistie. Au contraire, on disait aux gars d'essayer d'être officiers de réserve. Moi j'ai fait l'école des sous-offs. On rencontrait à l'armée des copains communistes qui faisaient l'école d'officiers et qui avaient comme mission d'apprendre le métier militaire. A cette époque, on pensait encore que la révolution, c'était aussi un putsch. Je me souviens qu'on a fait à l'Entente des Jeunesses Communistes de la Seine l'analyse de tous les putschs que les communistes ont tenté dans toute l'Europe après la Révolution de 17. L'analyse était faite par des gars qui avaient été des militaires, qui étaient des militaires révolutionnaires. On montrait qu'une petite inconséquence avait des répercussions épouvantables, et qu'on ne pouvait plus envisager le putsch comme une solution. Il y avait au sein des Jeunesses des groupes qui avaient la tendance putschiste mais ils étaient peu nombreux et ça se nettoyait au fur et à mesure du travail d'éducation qui était fait au niveau de l'Entente par des analyses vachement sérieuses – Je me souviens de l'analyse d'un de ces putschs – je crois que c'était celui de Hambourg. C'est Jacques Doriot qui avait analysé tout ça – et ça avait duré huit jours. On avait montré que les ouvriers qui étaient 4

(1) Organisme de solidarité qui assurait un sou par jour aux appelés.

ou 500, qui étaient résolus, qui avaient tout ce qui fallait entre les mains, il a suffi d'un tout petit décalage d'heures entre le moment où l'action devait être menée et la décision d'un petit groupe qui s'est senti coincé dans son coin, pour que tout foire.
Il y avait un travail d'éducation très sérieux avec des brochures en pagaille...

– *Mais il y a eu un débat sur la question putsch, ou non ?*

– Non. C'est Jacques Doriot qui était le chef militaire du groupe anti-militariste et il démolissait par avance tout ce que les copains allaient pouvoir poser comme questions. Il prenait à chaque fois l'exemple de Blanqui et de ses tentatives manquées pour dire : ce n'est pas une solution de masse. La solution de masse, c'est la révolution. Le modèle pour nous c'était la révolution bolchévique, l'auto-proclamation d'une avant-garde, etc.

– *Vous voyiez la Révolution comme proche ?*

Moi je voyais la Révolution dans les années à venir. Lorsque j'ai fait mon service en Allemagne, j'ai eu le sentiment d'avoir à faire, dans la zone occupée, à un parti communiste illégal vachement puissant. Il arrivait à nous aider dans des circonstances où, en France, on n'aurait pas pu avoir le même secours. D'une part il y avait liaison entre les jeunesses communistes allemandes et françaises dans les territoires occupés. J'ai été absolument stupéfait en arrivant à Coblenz de me faire contacter par un gars qui m'a mis en contact avec des ouvriers communistes du coin. J'en voyais séparément une fois deux, une fois trois, et puis un beau jour, quand ils ont décidé de faire une action, on s'est retrouvés dans une salle où il y avait 100 communistes allemands et 100 jeunes communistes français qui étaient dans l'armée. Ça prouvait qu'il y avait quelque chose de sérieux. Je n'ai pas vu de mouchard ou de flic qui ait pénétré là-dedans.

– *Vous aviez l'impression d'appartenir à une organisation invincible ?*

– C'est vrai. D'une part on se rendait bien compte des faiblesses du Parti Communiste par rapport à la masse de la population. Il suffisait de voir les résultats des élections ou la manière dont les types étaient chargés quand ils faisaient une manifestation. C'était la cavalerie qui les chargeait et ils en prenaient plein la gueule. Mais on avait l'impression qu'il y avait une avant-garde prolétarienne qui allait se multiplier, parce que ce n'était pas possible que les gens continuent à vivre comme ils étaient.

– *Est-ce que vous aviez une idée, même vague, de la façon dont la Révolution devait se produire ?*

– Absolument pas. Moi j'ai pris conscience de la Révolution lorsque je l'ai

vue en 1934 dans les Asturies. J'ai vu aux Asturies se créer des comités d'ouvriers et de soldats, se créer l'Armée Rouge et j'ai vu les gars tenir en mains l'équipement, la production et le ravitaillement de toute une région. Je l'ai retrouvé en Juillet 1936, à une échelle beaucoup plus impressionnante, celle de la Catalogne et de l'Aragon. Je suis arrivé le 19 juillet au soir à Puigcerda. Déjà les fascistes et les patrons avaient foutu le camp, quelques-uns avaient été fusillés, quelques autres étaient en prison. Partout le vide que la bourgeoisie avait creusé était rempli comme si on avait coulé une masse de plomb fondu. Partout il y avait les ouvriers qui faisaient le boulot que les autres faisaient autrefois. J'ai vu la Révolution se passer à la façon dont j'avais rêvé un peu qu'elle se passerait. Pour moi, malgré tout ce qu'on avait pu me raconter sur les avant-gardes, dans le fond de ma tête, la Révolution c'était ça : le pouvoir du peuple.

Juillet 1975

georges navel

*Né en 1904, Georges Navel, ce "vagabond du travail" – selon l'expression de Michel Ragon dans son **Histoire de la Littérature Prolétarienne** –, a parcouru l'hexagone en exerçant tous les métiers : ouvrier-ajusteur en usine, journalier agricole, peintre en bâtiment, apiculteur, terrassier ; correcteur d'imprimerie etc... Autodidacte, il écrit au jour le jour le récit de sa vie et de ses luttes, dont il lit quelques pages au fameux Musée du Soir, cercle culturel ouvrier financé en partie par la CGT et animé par René Bonnet, Loffler et Henri Poulaille. En 1945, il fait paraître TRAVAUX (chez Stock, réédité en 1969), puis, en 1950, PARCOURS (chez Gallimard). En 1952 sort SABLE ET LIMON, et enfin, en 1960, CHACUN SON ROYAUME (toujours chez Gallimard). Dans l'entretien qui suit, Georges Navel évoque tout d'abord sa situation au moment de la première guerre mondiale...*

(.....) A 10 ans, dans les années 1914-1915, j'ai vécu près du front. Ma famille habitait près de Pont-à-Mousson, un petit village qui s'appelait Maidières. Maidières était à 2 km du Bois-le-Prêtre; Bois-le-Prêtre, eh bien, c'étaient les tranchées, ça ne se battait pas féroce-ment, mais enfin il y avait les attaques, les obus, la vie près du front; et la rencontre, une rencontre qui pour moi a été très heureuse, des marins, des gars du génie; ce qui fait que quand j'avais 10 ans, les bleus de la classe 16 se sont amenés, j'aurais pu leur parler comme d'égal à égal parce que j'avais plus d'expérience... Bon voilà. Mais j'ai quand même connu la guerre, j'en ai un souvenir.

Il y avait mon frère Lucien; j'ai retrouvé parmi les soldats des gars qui ressemblaient un peu à mon frère Lucien par les idées, j'ai connu des socialistes. Une escouade de la Territoriale qui logeait chez nous, qui dormait par terre, sur des matelas; eh bien j'entendais leurs discussions, je savais ceux qui étaient socialistes et ceux-là nous étaient sympathiques. Il y avait un gars barbu qui était auvergnat, je l'entendais dire: "Ces patriotes à la graisse de chevaux de bois... ils commencent à me plaire".

– *Lucien était un libertaire...*

– Oui c'est ça, ils étaient assez rares, il avait fréquenté les gars; premièrement il était allé à Paris... révolté c'est ça, révolté... la vie des usines, l'exploitation, ainsi que les grèves (.....) il n'y en avait pas beaucoup en Lorraine... il avait donc fréquenté, jeune, les groupes libertaires de Nancy; fallait qu'il aille à Nancy pour rencontrer des copains; et puis à Paris... Quand il avait été adolescent, ramassé sur le trimard, il avait vu la misère de près. Et puis il recevait les canards, il lisait les journaux; de temps en temps chez nous, les gendannes apparaissaient pour fouiller sa valise, la perquisition... Alors après guerre quand il revient...

– *Votre frère avant-guerre était contre la guerre...*

– ... et puis il s'engage, oui...

– *Comment vous expliquez ça?*

– Il ne faut pas oublier que dans le mouvement, les grands... Kropotkine Jean Grave ont signé le "Manifeste des 30". Ce Manifeste soutenait le bien-fondé de la position de la France. Nombreux d'ailleurs étaient ceux qui considéraient que la cause du droit et de la civilisation... qui n'étaient pas comme Marx: Marx en 70, lui, préférait le triomphe de la Prusse, il pensait que si les Français prenaient une déculottée, ça rabattrait leur caquet aux ouvriers parisiens...; les autres aiment mieux que la cause alliée triomphe; ils font

peut-être une erreur, ils font probablement une erreur, elle leur a été reprochée, mais ils la font au nom de certains principes, d'un attrait historique pour la France, c'est le cas pour le Père Kropotkine. Il n'était pas le seul, c'est un mouvement, c'est Sarajevo, etc... l'attitude de l'Allemagne. Beaucoup ont perdu les pédales mais il y a une façon de les récupérer assez vite : ils les ont récupérées assez vite, déjà dans les premiers mois ou un an après... peut-être que Monatte, lui, et quelques autres, ne les ont pas perdues... mais là, c'est une partie qui m'échappe, j'avais dix ans. Mois, je suis quand même marqué quand mon frère revient : j'avais vécu à Maidières. En 17, nous sommes réfugiés à Lyon, où en 18, mon frère réapparaît puis je fréquente le groupe des syndicalistes ; il y a tout ce qu'il me raconte, tout ce qu'il me dévoile.

Je l'ai dit : c'est un bouleversement que je ne souhaite pas que connaissent tous les adolescents, parce que j'avais confiance dans le monde des adultes, j'avais confiance dans leur sagesse, du respect... et puis tout d'un coup, mon frère – c'était un frondeur, mon frangin – il me dit en parlant des patriotes : "Ce sont des abrutis, des inconscients, on leur bourre le crâne", et il me révèle qu'il y a les marchands de canons, qu'il y a l'exploitation industrielle, qu'on est chair à canon, etc... ça tombe à grands coups de couperet. J'ai fait un petit portrait dans "**Parcours**" des militants syndicalistes ; les hommes me paraissent bien, et en effet, c'est les militants de la première CGT ; ce sont des gens qui lisent, c'étaient des syndicalistes révolutionnaires, ou anarcho-syndicalistes, ils ont de la trempe ; d'origine paysanne, ils sont ouvriers, ils ont de l'esprit, du bagout, de la force...

– *Ce sont des ouvriers qualifiés ?*

– Ce sont des ouvriers qualifiés, et pleins de ressources ; pleins de ressources parce que je pourrais dire que les idées et la révolte donnent un certain génie, quoi ; on peut le perdre mais elles disposent à passer au crible un peu tout, c'est la critique un peu permanente. De temps en temps, quand il y a des discussions parmi les militants sur la société future, ils ne manquaient pas d'humour pour en parler, de la société future. Ils se rendaient compte qu'il y avait beaucoup de difficultés ; où ils étaient positifs, c'était dans la lutte peut-être contre la guerre, leur action pour les lendemains qui chantent. A l'époque toute la sympathie allait à la révolution russe...

– Comment ça a été perçu dans le milieu où vous viviez ?...

– ... dans le milieu ? Le milieu, c'est les copains, c'est leur petite société ; c'est comme la grande espérance. Lénine, Trotsky, on savait leur nom, les soviets... les soviets, on ne sait pas ce que c'est mais enfin, on ne sait pas très bien, on ne sait pas que ce sont les conseils ouvriers-paysans, quelle est la forme de la dictature du prolétariat... mais c'est perçu plus que dans la sympathie. J'avais assisté à un petit échange, là : mon frère qui rencontre le père Becirard (dont j'ai fait le portrait dans "**Parcours**"), le type d'ouvrier qui ressemble à un tribun, il a de l'allure, il parle bien : avec mon frangin, il di :

“Oh tu sais, je crois que les masses sont indécrottables, quand ils rentreront de la guerre ils reprendront leurs pantoufles”. Voilà, ce sont des militants, mais le sens tragique ne fait pas défaut à ces hommes-là, ils sont pour la lutte ; ils ne sont pas toujours dans les espérances... ils étaient défaitistes, ils étaient contre la guerre. Alors mon frangin, lui, avait participé aux manifestations défaitistes, c'était en 17. J'approchais déjà des déserteurs ; dans le groupe de la Jeunesse Syndicaliste il y avait un gars dont je revois le portrait : je pourrais le dépeindre, c'était un ajusteur, il était marrant, très parigot d'intonation, on l'appelait Mémoire Chancelante, très disposé à l'humour ; alors il avait trouvé le truc, lui, il était “désert”, mais il n'était pas le seul, il y en avait deux ou trois parmi les mobilisés ; il achetait du lait pour que sa logeuse soit convaincue qu'il était malade, il toussait en entrant et puis il revenait avec sa bouteille de lait ; au boulot, comme il était ajusteur, comme il ne toussait pas, alors, pour expliquer sa présence à... ah, parce qu'on s'inquiétait des embusqués même pas mobilisés... ; eh bien Mémoire Chancelante prétendait qu'il risquait la rupture d'anévrisme, qu'il ne lui fallait pas soulever de fardeau. Il y avait une sorte de chaleur qui était en même temps familière. Ce qu'il en est résulté, c'est quand même les premières rencontres avec les aînés ; ça a été comme un éblouissement, parce qu'ils avaient de bonnes gueules, des gueules variées, les uns ressemblaient à Jésus-Christ, aux penseurs ; ils lisent, ils vous voient, c'est la sympathie et la force. Parce que la classe ouvrière, les gars au boulot, il y a des bonnes brutes.

J'ai commencé à travailler très tôt, j'ai commencé à 12 ans, mais de mon propre gré, chez le père Durand ; Durand, c'était un gars de Montélimar. la guerre permettait beaucoup d'entreprises, il avait loué un terrain vague, monté quelques baraques, et il retapait du bidon de soldat et des casques : il y avait de l'étamage, on retapait les bidons de soldats s'ils étaient bosselés, puis ils étaient rétamés ; moi je travaillais à côté de l'étameur, les pattes dans l'acide, dix heures par jour. J'ai travaillé plus tard avec des femmes dans une meilleure ambiance à Lyon, j'avais plaisir au boulot. J'étais réactif, mais enfin, comme chez nous on est obligé en somme d'aimer le boulot, j'aimais le boulot, j'ai aimé le boulot avant qu'il y ait ce dévoilement, le dévoilement sur la société telle qu'elle semblait être. Des conversations avec mon frère, tout ce que j'ai compris, c'est qu'on était une classe inférieure, parquée, et méprisée, du bétail. Quand j'ai eu 14 ans, il ne s'est pas passé longtemps que j'ai décidé que je ne vivrais pas dans ce monde-là ; je crois que c'est à peu près la même année, il y avait six mois que j'étais converti aux idées avancées, j'ai essayé de foutre le camp en Algérie... ; réfugié, j'avais vécu quelques mois en Algérie, alors, je me dis, tiens, je retournerai là-bas au pays du soleil etc... et je ne vivrai pas dans les règlements des usines. Mais je crois que c'est un dévoilement un peu brusque, mon frangin y allait un peu à coups de maillet en plus ; il n'y avait pas que mon frangin, j'avais lu quand même “**La vie tragique des travailleurs**” des frères Bonneff, parce que les gens de la Jeunesse Syndicaliste qui n'étaient pas des jeunes, qui étaient mobilisés à Lyon, mais qui venaient un peu de toutes les régions de France, qui appartenaient au cadre syndicaliste, avaient une bonne bibliothèque.

– Et dans les usines ?...

– Les grèves de 17 ont eu lieu dans les grandes boîtes, – nous on est dans une petite boîte ; il faut bien se dire que les gens sont passifs en général et pendant la guerre il y a aussi cette passivité. En 17, ce que je vois quand je vois le drapeau rouge, les grévistes qui passent dans la rue, je ne sais pas mais le drapeau rouge, il semble que ce soit la révolution ; j'étais allé à la Bourse du travail, il n'y a pas eu de bagarres, les orateurs ont parlé de leur rencontre avec les ministres, je crois que c'était Albert Thomas, pour une augmentation. Il y avait les grèves, évidemment, il y avait des courants, et comme il y avait l'insurrection, la révolution en Russie, les émeutes, les mutineries du Chemin des Darnes, tout ça se rejoint, c'est un tissu, mais qui n'existe que pour les plus conscients ; les plus conscients vont intervenir, enfin les militants, pas les meneurs ! ce sont des courants qui doivent passer dans les discours, qui se communiquent ; il y en a de la guerre, etc... les gens qui n'y pensaient pas se trouvent entraînés parce qu'ils sont là, qu'ils tournent les obus, qu'ils doivent bosser. Quand mon frère est là, j'ai des explications. L'amélioration du monde, la société future, quand on en a parlé avec mon frère, il me dit : "Tu comprends, quand il n'y aura plus de douaniers, plus de flics, plus d'armée, tout le monde travaillera, il n'y a que les malades qui ne travailleront pas", la société future s'arrangeait dans son esprit. En attendant, les gens qui ont une sorte de pensée, il faut qu'ils se retrouvent, c'est comme une Église malgré tout, même s'ils sont libres, il faut qu'ils voient leurs copains, qu'ils parlent des mêmes choses, qu'ils se fortifient ; ça fait qu'avec mon frère on allait à la Libre Pensée, on rencontrait des socialistes. Il y avait les réunions. Je sais qu'à 14 ans je pouvais mettre en procès l'action de Clémenceau. Bon, il y a la période des manifestations, des grands cortèges, des grèves, ça fait 18-19, ça va jusqu'à 1920, les occupations d'usines, la Hongrie, tout ça on le sait, on le suit, on s'exalte sur les mots. Après il y a la retombée. Après l'échec de la grève des cheminots, il y a un lock-out, la chambre patronale fait le tri, elle n'embauche plus les militants. Mon frère Lucien avait été assez violent, il s'était colleté avec un officier de police à la porte de son usine ; on vient à son domicile, il fout le camp à Paris, il revient et après il ne trouve plus de travail, il devient manœuvre, il a toujours ce qu'il appelait son ange gardien, le flic qui venait le voir, qui lui propose d'être mouchard : c'était la répression pour quelques années.

– *Vous avez travaillé chez Berliet, comment ça se passait ?*

– Chez Berliet ! J'ai commencé à travailler à 12 ans, volontairement je précise, à 14 ans, ça n'a pas été très long, j'étais manœuvre sur un chantier du bâtiment, je faisais 11 heures par jour, je gagnais bien autant que mon père et j'étais content de gagner une bonne paye et d'être dur à la tâche ; l'aspiration chez les gamins, c'est comme chez les sportifs, il y a l'aspiration à la croissance, à être un homme ; vers 15 ans, j'étais manœuvre, je tirais ma cariole, j'ai rencontré un militant, un vieux copain que j'avais connu à la Jeunesse Syndicaliste... parce que Lyon, c'était pas la ville où les hommes sont atomisés ! ils se voyaient, les gars, il y a les liens de camaraderie. Pas de voitures, pas de trucs pour aller à la campagne, ils se rencontrent. C'est une tribu, les copains... Je rencontre Nury, un ajusteur, un ardéchois, il me

dit, écoute, si tu veux, viens, tu pourrais t'embaucher à ma boîte. Son patron, c'était l'ancien secrétaire de la métallurgie, Ladouard, un petit patron qui travaillait derrière son tour. Il était l'exemple du petit patron qui a des relations toujours d'estime professionnelle avec ses copains, qui n'est pas devenu un jaune. J'ai fait un apprentissage rapide d'ajusteur, j'ai tenu le balai pendant assez longtemps et j'ai fait des trucs plus difficiles. Quand j'ai commencé chez Berliet, j'avais 18 ans ; là, c'était la grande boîte, l'usine de Vénissieux, c'était pas mal pour moi, enfin pour les outilleurs; on l'appelait quand même le bagne Berliet, l'usine en hiver, le même train tous les jours... objectivement je n'étais pas trop mal, j'avais un bon contremaître qui ne m'embêtait pas... j'avais des crises... les choses s'entrecroisent! on est plutôt végétarien, on a trouvé un système, on est buveur d'eau : être végétarien, bouffer peu, la croissance, c'était en hiver, et en même temps je n'étais plus avec ma famille, on n'est plus dans une époque d'espérances, en 1922, j'étais un peu trop lucide, il me fallait un contrepoids de vie physique: j'ai travaillé comme ça chez Berliet...

– *Quels étaient les rapports entre les outilleurs et les autres ouvriers ?*

– Il y a les rapports qu'il peut y avoir en usine, il n'y en avait pas, ils sont derrière leur grillage les outilleurs, on n'a pas de contact en atelier, c'était pas une période d'agitation, aucun mouvement, c'était une période où syndicat, néant ! Syndicat néant mais en même temps en 1922, j'ai croisé là des gars parmi les outilleurs, des copains italiens qui avaient fait les combats de rue, je savais que c'étaient des anti-fascistes, ils avaient combattu, à cette période, 21-22, il y a le reflux des gars qui avaient gagné la frontière avec lesquels on se retrouvait au boulot. Ça ne fait pas beaucoup d'échanges sur les conditions de travail. J'ai parlé d'un copain, un aîné, dans mon livre, Vacheron, qui avait 26 ans, une sorte de gravité, de maturité, bon ouvrier, puis individualiste, il avait été syndicaliste. Il a l'impression qu'il n'arrivera à la culture qu'en changeant de situation, faut faire son boulot... Ce serait trop long de définir cette sorte d'état d'esprit, la croyance dans la perfectibilité individuelle... ; on avait de la sympathie pour lui parce qu'il avait été délégué, on se connaît. On est marqué comme des copains, on est des copains qui lisent, au fond, c'était comme si les copains ça se définissait par le sens de la philosophie ; c'est des philosophes, ceux qui réfléchissent, qui critiquent, qui ont des idées ou qui ont les yeux ouverts, les gens conscients.

– *Où avaient lieu les échanges d'idées, cette fraternisation ? ...*

– Il y avait les groupes, à Lyon par exemple, rue Marignan, c'était le groupe libertaire, puis le groupe des individualistes, de libre examen; le groupe libertaire, c'étaient les compagnons d'un peu tous les rriétiers, les terrassiers, les peintres, les mécanos ; il y avait des causeries, par exemple sur le livre de Romain Rolland, "**Clérembault**", l'histoire d'un pacifiste... ça fait des grandes polémiques entre deux intellectuels. En 21, Million, secrétaire de l'Union des Syndicats du Rhône, avait tenté de créer une petite université populaire, on

l'a appelé l'université syndicale, il visait à créer des militants avertis, c'était un réformiste ; tout ça n'a pas été suivi, il n'y avait pas les éléments, ça se faisait au petit bonheur. En même temps, s'était créé un groupe qui aurait dû s'appeler Jeunesse syndicaliste, qui s'est appelé Jeunesse ouvrière. Par les influences exercées sur nous, par les journaux, on était plutôt libertaires, il y avait "Le Réveil de l'esclave", "La Mêlée" ou "L'en-dehors". L'évolution intellectuelle du groupe va très vite : il est apparu un petit canard qui s'appelait "L'ordre naturel", qui défendait les thèses de l'Ecole de Manchester, Bastiat, Spencer, créé par un armateur de Paris : il était anti-étatique, antinationaliste, sa doctrine, c'était le laissez-faire absolu, pas de coalitions ouvrières, pas de trusts, pas d'interventions de l'Etat, ou suppression de l'Etat, supra-nation : au bout de quelque temps, ça nous imbibe, très rapidement il y a un copain qui ne jure plus que par Bastiat et le groupe est à peu près démali ; quand je discutais avec ce copain qu'on appelait Marcel, je lui disais : "Mais, Marcel ! les hommes, c'est pas des boîtes d'allumettes", moi je me sentais très faible devant la théorie de la valeur ou les lois de l'offre et de la demande, l'économie politique... moi, j'ai toujours eu un sentiment très vif... mon père avait travaillé quarante ans à l'usine de Pont-à-Mousson... le sentiment viscéral de l'appartenance au monde des serfs, je l'avais. J'ai senti ça quand j'étais à Lyon en revenant d'Algérie en octobre 1915, j'avais passé six mois en Algérie comme réfugié, quand j'ai retrouvé ma famille à Lyon, j'ai eu le sentiment qu'on était mieux, qu'on avait échappé à la domination de la grande boîte, les jetons pour aller à la coopérative, la paye insuffisante... Je parle d'une discussion, j'ai 19-20 ans, j'appartiens à un groupe, c'est comme si on vivait la même aventure : quand les copains se dispersent ou sont bouffés par une sorte de disponibilité ; ils n'entretenaient pas la foi, ils entretenaient la critique et l'ouverture, à justement ce qui pourrait nous démolir... on appelait ça la liberté d'esprit !

.....
Je voulais voyager pour voir : je me sentais assez bien armé, à cette époque il y avait encore des groupes, je savais que dans telle ville où j'irais je retrouverais des copains. En 25, j'ai repris mon projet, je suis parti vers l'Espagne : j'ai affronté les travaux un peu par hasard, j'ai travaillé physiquement, j'avais besoin de vivre au grand air, j'ai compris que ça m'équilibrait, que la critique aurait rongé le sentiment vital. En automne, je reviens vers les livres, les copains, je reviens vers l'usine à Lyon. J'ai eu l'occasion en 26, à la fin de l'année, d'être encore à Paris, mais commence le chômage ; j'ai dû repartir dans le Midi bosser. Est arrivée l'année 27, l'année 27 l'époque est venue où... : j'avais été ajourné deux fois, j'étais passé deux fois devant le conseil de révision, j'avais les certificats, j'étais filiforme, grand, et costaud mais ça ne se voyait pas. J'avais pas du tout l'intention d'être militaire, c'est la marque que m'avaient laissée les idées libertaires : l'idée que l'individu n'est pas le sujet de l'Etat ni le sujet de la société, ce contrat-là, je ne voulais pas... Je n'étais pas sûr, moi, que le communisme soit possible ; mais là, être militaire ou pas militaire, là, c'était mon bout de certitude et puis je ne pouvais pas quoi, physiquement ! enfin, totalement, je ne pouvais pas être militaire ; mais j'avais été très accommodant, je n'ai pas été objecteur de conscience, je suis allé à l'armée, j'y suis allé pour être réformé ; j'avais que 6 mois à faire parce que j'avais été ajourné deux fois, et j'allais dans un corps d'armes assez privi-

légié qui était la DCA : je suis allé à Toul, j'ai fait ce que je pouvais pour être réformé ; j'avais 23 ans et j'avais l'impression que j'allais perdre 6 mois d'un temps extrêmement précieux. J'ai passé 3 semaines et je suis parti, je suis revenu à Paris. La situation à Paris n'était pas très facile, j'ai pu m'embaucher chez Citroën avec les papiers d'un copain qui était lui-même insoumis. A l'époque, les bureaux d'embauche ne regardaient pas, d'abord ils avaient besoin d'outilleurs, c'était chez Citroën à Saint-Ouen. J'ai commencé dans un service d'entretien général, il y avait un certain désordre, ça cafouillait, je travaillais de nuit, on foutait pas grand chose... Mais enfin c'est dur le boulot, j'ai travaillé quelques mois et j'ai pris des vacances ; j'ai dit à mon chef que j'étais malade, que j'avais besoin de me reposer, que je reviendrais. Quand je suis revenu, j'ai repris mon boulot dans une autre équipe ; alors là, le boulot était extrêmement dur, ça tenait aux conditions : quand la chaudronnerie, tous les ateliers se trouvent réunis et qu'on doit faire un boulot de précision... (c'est le point qui m'a déterminé un peu à écrire "Travaux"). J'ai eu l'impression à l'époque de vivre l'expérience des hommes primitifs quand ils étaient face aux diplodocus ou aux dinosaures, ça avait changé, les monstres, c'étaient les machines, et la vie qui vous dépasse..., le sentiment d'être dans la société et de n'avoir pas droit à la vie... Quand on a été dans la condition ouvrière..., on est soumis, on peut râler mais on est égal aux conditions..., on est comme les autres quoi, on ne lâche pas le peloton, si on lâche le peloton, on est dans la faiblesse. A cette époque, j'ai été blessé à la main : pour la première fois, je n'ai pas pris de feuille d'assurances, je suis resté avec un gros pansement à l'index, puis j'ai bossé ; ça m'avait valu la sympathie du docteur ! Plus tard, le boulot est devenu plus difficile, la fatigue, le bruit, j'en avais ma claque ; je suis allé voir le docteur qui m'a facilité mon embauche chez Citroën à Levallois : là, pas de bruit, pas de grosses machines, du bruit, mais normal... seulement, commençait ce qui n'avait jamais sévi, parce que les ajusteurs-outilleurs faisaient une sorte de travail artisanal qui n'était pas chronométré, pour la première fois dans mon travail, j'étais chronométré, chronométré par des gens qui n'y connaissaient couic ! par des jeunes gens qui n'avaient jamais travaillé, ce qui obligeait à une sorte d'intensité d'effort, il fallait être champion... Ce n'était pas la chaîne, ce n'était pas du travail en série qu'on faisait, au contraire ! : on fait des instruments de précision qui serviront à mesurer des pièces, qui serviront aux OS sur leurs machines, ce sont des pièces isolées, mais si on a besoin de 15 heures et qu'on nous en donne 8... alors on avait des bons, alors bon quand les bureaux avaient cafouillé, le contre-maître, le chef d'équipe, le réparait – "Je t'arrangerai ça sur un autre bon" – Comme je ne sortais pas à midi... parce que les petits bistrots c'est la zizique, c'est le joueur d'accordéon, c'est le coude à coude, ça gueule, je bouffais quelquefois sur mon étou... – Mes 9 heures, ça se traduisait par 11 heures de présence : alors le soir, je marchais à petits pas, quand je me retrouvais à l'hôtel, si ma femme froissait un journal, je commençais à chialer, j'avais le sentiment que je ne tenais pas le coup, que j'étais à la limite de l'effort, que je frisais l'hystérie... à un moment donné, je ne pouvais plus tenir, je suis allé revoir le toubib, je lui ai présenté ma main et mon index, je voulais une feuille d'assurances pour une opération qui rétablirait mon tendon ; j'ai un peu insisté, il me l'a refusée et il a appelé le gardien de service. Je me suis servi de cet exemple, au fond, dans "Travaux", je ne faisais que défendre la

nécessité du syndicat, de l'union... là, il n'y a pas d'entraide, il n'y a rien, il n'y a pas de délégués, par de recours...

– *Il n'y avait rien chez Citroën ?*

– Ils existaient peut-être, les syndicats, mais il n'y avait pas de syndiqués dans la boîte, pas de syndiqués qui se font connaître...

– *Est-ce qu'il n'y avait pas d'accrochages avec les chronométrateurs ?*

– Nous, on les voyait pas, c'est pas le même système; ce sont les manœuvres spécialisés travaillant sur des machines qui font des gestes répétitifs et qui sont chronométrés; il y a le démonstrateur, le régleur habile à la machine qui fait le geste, il y aura 150 pièces à faire ou 1000, il aura calculé tant de temps, tu les gagnes ou tu les perds, tu perds ton bon... Mais nous, il ne pouvait pas y avoir d'accrocs, c'était simplement un temps fixé par quelqu'un qu'on ne connaît pas et dans son bureau. Dans l'atelier où j'ai bossé quand j'étais à Saint-Ouen, les chefs étaient sympas: on faisait un rude boulot dans de rudes conditions de bruit, la lecture des dessins, sans outillage, le grand vacarme ça n'a pas été prévu pour ça – un atelier de mécanique de précision lié à un atelier de chaudronnerie et d'emboutissage où les machines ont 4 m de haut, on ne voit pas un chimiste travailler parmi l'éclatement des obus! – J'ai été très réactif à la pollution, aux bruits, au malaise de tous ces trucs-là... Il pouvait y avoir des incidents de temps en temps avec les gardiens mais ce n'était pas des mouvements... Enfin, voilà, muni de la feuille d'assurances, Je suis allé à la clinique de la C.G.T.U. ... la C.G.T.U. existe en tant qu'organisation, mais faible. A cette époque, je suppose qu'il y a 25 000 gars du Parti ou 35 000 en tout, on peut de temps en temps retrouver un gars auquel on serrera la main qui vendra "L'Avant-garde" à la sortie de chez Renault, mais les gars un peu ouverts ou réactifs, on ne les voit pas, on sent parfois une certaine, un assentiment à certains propos, les gars ont des souvenirs... mais le mouvement syndical, vous savez pourquoi il s'est noyé? Les retombées se ressentent dans tout: ce qui existait, les Fêtes du Peuple, les groupes... On ne sait pas pourquoi, il y a moins de trucs tout d'un coup. Quand je viens à Paris en 1923, j'étais passé à la colonie de Bascons, je retrouve les copains, les libertaires, mais là c'est la secte, ceux qui se distinguent par un style de vie, par le végétalisme... A Paris, il y avait le foyer végétalien, rue Mathis, créé par Buteau qui est un gars qui avait connu Lénine... il était sur la lancée tolstoïenne... si on veut, ce sont les principes épicuriens, liberté par la limitation des besoins. Au foyer végétalien, il y avait donc des Italiens, des Russes, des Bulgares, il n'y avait pas beaucoup de main d'œuvre immigrée, les uns sont chassés par le fascisme; il y a aussi une effervescence d'après-guerre, au Dôme, c'étaient les Scandinaves qui dominaient, les peintres, il y a un mouvement de curiosité, un mouvement de vie intellectuelle, spirituelle... on en retrouve la répliquée dans ce restaurant végétalien où ça remue comme à l'Odéon, les conversations drôlatiques!... Ce n'est plus le mouvement ouvrier mais ce sont des échappées – ou il y a les retombées, ou ils n'espèrent plus,

ou ils ne croient plus, ou ils entendent d'autres voix – alors il vont chercher la libération par l'illégalisme, ou la révolte ouverte, et peut-être à tombeau ouvert. Le père Buteau, lui, trouve une autre forme, d'évasion de la classe, une libération par la limitation des besoins, vous êtes libres, vous n'êtes plus sous le carcan de l'usine et vous pouvez même rejoindre les champs ou la nature. Ces petites aventures dont je parle, ça pourrait être plutôt autour du syndicalisme, autour de la révolte. Je me souviens de mon vieux copain Nury dont j'étais l'apprenti, à 45 ans il a dû laisser tomber la boîte de Ladouard, sa femme a travaillé dans une coopérative de chaussures, il me disait : "Oh tu comprends, nous maintenant, on décroche..." ; il y avait quelque chose qui s'était passé dans la génération de ceux qui ont eu 20 ans, 25 ans ou 30 ans en 14, ils avaient cru à la grève générale, à la solidarité ouvrière, ils avaient cru à la révolution russe, et puis ils étaient encore dans de grands espoirs et tout d'un coup ça retombe, alors ils se disent : "Les masses sont indécrottables, c'est tous des abrutis..." ; ils décrochent, ceux qui le peuvent... Mon frangin Lucien a décroché après les grèves de 1920, premièrement parce que les gars de la boîte n'avaient pas été solidaires, il y a aussi la défection ouvrière ; quand il a été menacé de poursuites, c'est son directeur à Lyon au "Zénith"... à l'époque, il y avait les théories fordianes, ça marchait déjà chez les managers avancés, ils se disent : "Le bien-être, on peut le donner, pour le bien-être je vais fordianiser, ces gens-là, ces syndicalistes et militants sont des gens intelligents, je vais les annexer", on leur offre des places, Lucien aurait été à peine opportuniste, il serait devenu chef d'atelier.

Pendant un certain temps, j'ai un peu le sentiment qu'il n'y aurait peut-être pas la révolution, mais qu'il y avait un état d'esprit, qu'on pouvait refuser d'entrer dans les rouages : on grignotait, on faisait du grignotage... ; c'est aussi un courant : le courant de la société future, et il y a ceux pour le "ici et maintenant", par exemple les individualistes c'était "ici et maintenant", une petite société close, les copains ;

Je me retrouve chez Renault en 28 ; j'étais bien chez Renault ; je suis dans un petit atelier très agréable, il n'y a pas de bruit, il n'y a pas de temps ; j'ai la blouse blanche ; il y a un gars assez intelligent, le père Caltlèche, qui est un gars qui avait travaillé avec les Voisin, les premiers créateur de l'auto ; il avait connu les ouvriers de la première automobile ; c'était une sorte d'autorité morale, il ressemblait à Valéry, petites moustaches, façon élégante de rouler sa cigarette, ce côté parigot, fin, etc. ; il y avait dans l'équipe des gars qui roulaient les épaules, qui parlent argot un peu fortement, pour le père Caltlèche j'étais le gars qui lit, ça faisait une amitié ; je suis pas mal ; mais comme j'avais pensé à un retour vers le midi, vers la vie, je m'en vais, je quitte ma compagnie ; et puis je lisais Gobineau ; il y a une petite nouvelle dans "**Les Nouvelles Asiatiques**", un côté amour chevaleresque. Au fond, moi si j'écrivais (je n'avais pas encore écrit), je ne serais pas l'homo economicus, l'ouvrier, je ferais passer l'homme dans beaucoup de trucs que la société ne peut pas satisfaire, que la révolution ne satisfait pas, qui sont la vie dans les profondeurs, le courant d'aspirations ; toute société tend à donner ses 11 m de logement ou ses 15 m ou un peu de verdure, elle donne une définition matérielle. Moi si je retrouvais toute la vie qui m'est passée dans le carafon... et

ça c'est un peu grâce à la littérature, ça ne vient pas tout seul. Sans doute en 25 quand j'ai voulu...

En 25, voilà je reviens à mon truc, en 25 je suis parti vers les Pyrénées, j'avais expliqué mon projet à Malespine : j'ai dit, moi voilà je pars en Espagne, je m'engage au Tercio puis je déserte et je rejoindrai le Rif, je me battrais avec les Marocains ; c'était pas la cause marocaine... j'avais une sorte de vision stendhalienne, j'avais compris des trucs, vivre pour l'énergie... mais de toute façon je ne voulais pas être du côté impérialiste ; et puis je cherchais un développement physique. Heureusement que je n'ai pas pu mettre... mon projet en 25 a raté ; je suis arrivé à la frontière, je ne l'ai pas traversée ; le voyage avait un peu duré, la griserie du rêve s'en va un peu ; tout d'un coup, un copain me dit, ne va pas en Espagne y a pas de boulot (je ne lui ai pas dit que je voulais m'engager dans le Tercio !), reste là, ici tu pourrais t'embaucher ; alors je m'étais embauché ; une fois que j'ai eu travaillé physiquement j'ai compris, je me dis, tiens les rêves ce sont des rêves où la volonté de faire ceci c'est un langage qu'a l'instinct, il envoie une sorte de message, la vie physique a besoin d'être là, on s'emballe dans... en réalité j'avais besoin de soleil et de grand air.

J'ai eu l'occasion d'être à Perpignan, je suis près de la tribu. Il y avait de très beaux arbres à l'époque à Perpignan, ils les ont coupés les platanes, c'étaient des fûts, c'était unique en Europe, ils ont dû les abattre à cause du vent... j'ai vu un gars avec des cheveux un petit peu longs et des sandales ; il n'y avait que les anars qui portaient des sandales, c'était un peu l'imitation de Duncan ; alors je me suis approché de lui ; mais je ne savais pas parler l'espagnol, alors je lui dis : anarchiste, etc., ça se reconnaissait, il avait des brochures, les poches un peu flottantes, quelques brochures dans sa poche ; il devait appartenir à la catégorie végétarienne et individualiste, alors il m'a dit : "L'anarchisme est la perfection individual" ; il m'avait présenté aux copains, les copains qui travaillaient, des Catalans, des gars de la FAI, la Fédération Anarchiste Ibérique ; l'après-midi j'ai suivi les copains, car les Espagnols avaient déjà une organisation un peu clandestine, ils se réunissaient à la campagne en petits cercles... Un peu plus tard il m'a mis en relation avec... je ne vais pas retrouver son nom !... c'est dommage que je ne retrouve pas son nom... je crois l'unique libertaire de Perpignan, un copain qui était père de famille, il avait deux enfants ; les deux enfants, ils s'appelaient... comment déjà ? La fille s'appelait Vérité et le fils Spartacus ; alors lui ! il était œcuménique sur le plan de l'anarchisme, il plaçait dans les kiosques "**L'en-dehors**", journal d'Armand (c'était "**La Mêlée**" qui était devenue "**L'En-dehors**") et puis "**L'Idée Libre**" de Lorulot, "**L'Idée Libre**" c'était un petit fascicule d'éducation, sans doute aussi "**Le libertaire**". Je m'étais rapproché des copains catalans, alors là j'ai rencontré un copain, Carlos ; c'était un Andalou, un maçon, il avait vécu les années de la répression avant l'apparition de Primo de la Rivera, le temps des pistoleros, il avait été baladé à travers l'Espagne enchaîné ; c'était un gars à l'aspect un peu arabe ; il avait lu pas mal, mais on ne pouvait guère parler ; lui c'était un froid, alors quand il entendait les copains discuter, les copains libertaires, il disait : "Ce sont des enfants..." ; il était revenu quoi, il était revenu de l'idée que les choses changent, il était dans sa profonde sagesse, il était dans l'isolement, mais ses seuls camarades étaient quand même

les révolutionnaires, les libertaires. Chef de chantier, il construisait une église de briques, c'était un beau chantier le chantier de Carlos... D'autre part quand on a 21 ans il y a une sorte d'imagination poétique, c'est un peu comme si j'avais vu Velasquez ou les peintres, c'étaient des généralisations à travers les gars ; et puis c'était une belle race, la race espagnole, ils sont pas bouffés par l'alcoolisme, ils n'ont pas cette forme de cynisme gaulois français... je rencontrais toujours les copains anars.

– *C'est en 32 que vous vous manifestez aux autorités militaires ?*

– Non, c'est en 33 ; ça n'a pas beaucoup d'importance, premièrement parce qu'à l'époque... enfin là c'est très difficile... on n'est pas tellement informé des choses de la Russie, j'avais une vague sympathie sans trop savoir ce qui se passait à l'égard de la Révolution russe ; si j'avais bossé chez un employeur bourgeois, on aurait dit : vous êtes un rouge. J'avais fait une sorte d'expérience dans le Midi ; quand je travaille physiquement sur les chantiers, j'existe, quand je bosse dans l'usine je suis diminué, je ne sens pas le même influx ; en somme j'avais ressenti ce rapport qu'il peut y avoir entre une sorte de santé physique et le lyrisme et même l'appétit pour la vie, c'était pas l'opposition de la vie physique et de la vie mentale. Quand j'étais chez Renault, par exemple, avant de m'en aller j'avais bien réfléchi, je m'étais dit, voilà : pour être un bon ouvrier je ne vendrai pas ma cervelle, parce que pour être un bon ouvrier il faut mettre beaucoup de soi, pas trop de lectures, pas trop de théâtre, penser à son boulot, être disponible ; j'avais l'impression que, terrassier, je ne vendais pas mon intelligence, je ne vendais pas la rêverie, je ne vendais pas le moi, je ne vendais pas la part profonde ou de remuement, ou de rêverie, ou de conscience de la vie ; je n'étais peut-être pas doué pour être un as. Je me débrouillais pas mal chez Renault, je n'étais pas le compagnon le mieux payé, c'était pas à moi qu'on donnait le boulot le plus difficile, des fois j'ajustais très bien une pièce au 1/100 mais je m'étais trompé de 1 cm dans le tracé, ça m'est arrivé... J'allais au théâtre, à l'époque il y avait encore le Vieux-Colombier, il y avait les Pitoëff, il y avait Copeau, on trouvait sa respiration... enfin je savais qu'un ouvrier, un mécano donne beaucoup de lui-même au métier.

En 32, si on veut, on avait ce sentiment que les marginaux peuvent avoir maintenant, qu'on grignote, qu'on ne peut rien, on n'est pas militaire, on ne se marie pas (je n'étais pas marié, je ne pouvais pas), et on ne se prêle pas à l'exploitation ; si on est nombreux comme ça et tant pis si on n'est pas nombreux ; en attendant on vivait. Fin 29-30 je travaillais au Mossekoust, Mossekoust c'était un import-export, un magasin de produits soviétiques comme les dentelles d'Oriembourg, les poupées de ceci, les étuis à cigarettes en bouleau, qui était sous la dépendance de la délégation commerciale soviétique. On habitait Auteuil, moi ce truc de la grande ville, même pas mal ça ne me va pas, je ne me sens pas bien ; je suis retourné dans le Midi. j'ai pris la pioche, c'était la région de Cavalaire ; je revenais pour trouver une petite propriété à louer, finalement j'ai eu une propriété là. Pendant deux ans, poétiquement je veux dire, la vie n'a pas toujours été facile mais c'était quand même une sorte d'accord, j'avais une sorte de notion, de sentiment

lyrique de la vie, si je travaillais c'était un plaisir, je ne vivais pas dans l'ennui, à regret, je n'attendais pas 2 h ; ça faisait une sorte d'existence des plus agréables mais qui à la fin paraît limitée ; quand au bout de deux ans j'ai vu ça... il s'est trouvé que mon propriétaire avait besoin de reprendre le domaine qu'il m'avait loué pas cher.

A Nice, j'ai retrouvé un pote, Isaac Fresco, qui était venu dans mon petit domaine, qui était végétalien, il m'a donné à manger ses quelques petites salades des cacahuètes le soir, et il m'a donné 10 balles de temps en temps, j'ai fini par trouver un boulot, mais j'étais quand même passé... c'était une expérience, et quand je me suis retrouvé à Paris, c'était le Paris des clochards, le Paris des soupes populaires, du chômage, y avait pas de boulot. Au fond, à l'époque, c'est comme si j'avais dû faire une, je ne sais pas comment, j'avais dû faire une sorte de révision déshirante de ce qui avait pu, ce qui m'avait semblé les principes. J'ai pas touché le marxisme, mais enfin les principes, le parti des bolchos, les vestes de cuir, j'ai lu l'**Huma** ; je ressentais avec un grand malaise ma présence dans les quartiers d'Auteuil, le grand bourgeois, le bourgeois entrant dans une auto, les concierges... Vaut mieux pas trop ressentir les choses d'une manière... en prolo révolté quoi ; mais enfin à l'époque, c'est un peu comme si j'étais battu : battu... pas l'objection de conscience mais le petit truc, le grignotage, les crises cycliques n'étaient pas prévues ! alors apparemment il n'y avait que l'action révolutionnaire. A l'époque j'avais rencontré à Lyon dans l'entourage de Malespine, Pierre Laurent qui devint le PL. Darnard de l'**Huma** du temps de Péri, j'avais retrouvé Darnard bolcho etc... ; j'étais un peu plus proche ; et y en avait marre, j'avais 7ans d'illégalité, ça devenait gênant, alors j'avais décidé qu'un jour je me rendrais aux autorités, j'apprendrais à me servir d'une mitrailleuse...

Il y a les meetings, il y a l'**Huma** ; là où je vivais, quand je suis arrivé à Paris je retrouve ma compagne qui vit dans un petit meublé ; je ne pouvais pas rester parce qu'elle est au chômage et le concierge me repèrerait ; le copain qui m'avait préparé ses papiers vivait là aussi, j'avais aussi une double identité à la même adresse ; comme il fréquentait un cours de la C.G.T., un cours sur le marxisme, il rencontre là un gars qui s'appelle Bertolet qui était un Suisse ; Bertolet appartenait à un mouvement à part, un petit mouvement socialiste etc., il habitait à Bourg-la-Reine dans l'atelier d'un sculpteur allemand qui s'appelait Ilmari ; Ilmari était parti faire la révolution en Allemagne, c'était en 33 ; un soir Bertolet revient, j'étais là, il dit : Hitler vient d'être élu chancelier, quelque chose comme ça, il y a les tentatives d'incorporation puis après le mouvement Thaelmann, tous les meetings...

Mais enfin, tout ça ne change pas mon truc ; j'étais venu à Paris... A Nice j'avais fait une sorte d'expérience de rêve éveillé, de marches nocturnes, des tas de trucs, je rêvais... Quand je me retrouve à Paris, je bosse mais... enfin je cherchais un état de dépassement, une illumination, tout d'un coup c'est comme si je l'avais atteint par une sorte de... par la marche... ça serait trop long à expliquer. Quand je suis à Paris, petit à petit je me ratatine, je rentre dans la tristesse... Enfin voilà les opinions : il y a la vie dans ce qu'on pourrait appeler le rapport des trucs de la vie profonde, les choses un peu... je ne sais quoi qui n'est pas facile à dire (rire) : puis il y a l'évolution idéologique,

il y avait le chômage quoi. Ça fait qu'un jour j'avais décidé que... – d'abord cette année-là je suis allé me promener, j'ai fait un tour vers les champs de bataille de Verdun à pied ; je cherchais toujours l'équilibre, les raisons d'être, les raccords : le sentiment de la vie, c'est le sentiment d'un manque, quoi ! Moi je pourrais dire que j'étais très malheureux, j'étais pas heureux (rire), il y a des gens qui souffrent, moi j'avais plutôt une forme de surabondance... Enfin voilà, j'avais décidé que ce serait en hiver que je me rendrais de préférence. Je ne me suis pas rendu pour des raisons idéologiques, là je suis dans la franchise : avec ma compagne la vie était un peu difficile, alors un soir de paie je reviens, il n'y a pas de haricots ni carottes cuites, je dis des mots, c'est une scène ; je me suis dit oh ben tiens, j'ai foutu tous mes poèmes au feu, tout ce que j'avais je l'ai foutu au feu ; et maintenant je vais en taule et je deviendrai fou, j'échapperai à... enfin il se passe toujours autre chose... alors voilà c'est comme ça que je me suis rendu.

avril-mai 1975

LA BERGERE AU GOULAG

David Lévine © New York Review-Opera Mundi



Voilà un livre qui veut être, qui devrait être inquiétant. Le premier parmi ceux qui ont été formés à l'école du marxisme occidental, Glucksmann systématise la provocation soljenitsienne : fini de faire de l'esprit — marxiste — sur la peau des suppliciés ; cette fois on n'échappera pas à la pensée du Goulag ; nous disons bien du Goulag, pas du « stalinisme ».

Finies les délicates pesées où l'édification de la "base économique du socialisme" et de l'armée victorieuse à Stalingrad équilibrait les excès des procès. Fini le chapelet des explications "théoriques": le culte de la personnalité, l'arriération des moujiks, les survivances du tsarisme, la confusion entre les types de contradictions, les déformations de l'État ouvrier, les déviations humaniste, économiste ou autres, bref tout ce qui fait argument de l'imbécillité des masses et de la distraction des dirigeants. Il est temps pour les héritiers de Marx de penser le Goulag dans sa matérialité: sa géographie, sa statistique, ses règles, ses emblèmes, ses discours, les moyens de l'accepter, les moyens d'y résister. Trêve d'arguties et de coquetteries. Dût Billancourt en désespérer – mais il y a tout lieu de penser qu'il a cessé avant nous d'espérer quelque chose de ce côté – il faut bien énoncer l'évidence: la Russie soviétique a forgé le fascisme le plus radical que nous connaissions, non seulement par l'extension de l'univers concentrationnaire mais surtout parce qu'elle a seule su assurer à l'intérieur la collaboration de la victime à l'ordre du bourreau, à l'extérieur unir le respect des puissants et l'espérance des opprimés. Acquiescement inouï à l'ordre concentrationnaire qui a pour point d'honneur le marxisme. Solidarité interne: discours codé de Boukharine expliquant à ses assassins qu'on a raison de le déclarer coupable bien qu'il soit innocent. Solidarité externe: notre marxisme, celui qui se diffuse dans nos universités, se pratique dans nos groupuscules, se vend dans nos librairies consiste en de nombreuses théories qui se résument en une seule: on a raison de mettre les gens dans des camps.

Le livre ne veut pas s'arrêter à ce constat qui ne désespérerait Billancourt qu'au prix de réjouir les Grands Bureaux. Dans la terreur inouïe du Goulag il veut montrer la même musique à peine audible dans le quotidien de nos disciplines démocratiques. Le Goulag est fait sur la même trame où se sont tissés ici le discours des maîtres, l'enfermement des fous et des marginaux, le silence contraint de la plèbe. Sommet non du despotisme oriental mais de la barbarie occidentale. Si le marxisme l'a imposé à la Russie, c'est qu'il y a accompli la tâche de l'accumulation capitaliste et de la formation de l'État moderne. Le combat des contestataires soviétiques n'est pas celui de nos doctes défenseurs de l'occident, il est celui des ouvriers de Lip, des paysans du Larzac ou des prisonniers mutins de Toul: résistance de la plèbe à la terreur – massive ou ténue – des pouvoirs blancs ou rouges.

LA FAUTE A MARX

Tout se passe pourtant comme si ce discours n'était pas exactement entendu

Il devrait inquiéter par la solidarité qu'il démontre de nos débats policés avec les violences concentrationnaires. En fait il rassure; à droite il confirme que l'on avait raison de déduire la terreur stalinienne de la rigueur théorique marxiste; à gauche il assure les anciens chefs gauchistes que si leur anti-autoritarisme fut parfois un peu botté ou leur centralisme modérément démocratique, c'est qu'ils étaient possédés par la logique marxiste. Ce discours de la plèbe entre aussitôt dans la mode parisienne et alimente les épiciers en théorie fine qui commercialisent la "crise du marxisme"; ce dis-

cours de la résistance ininterrompue et de la vigilance à toute oppression résonne comme un Adieu aux armes ; ce laïcisme radical démontre dans les sacristies tout le mal qui arrive à l'homme dès lors qu'il est laissé à lui-même.

Tout se passe comme si le livre était trop attendu pour que ses lecteurs n'aient point par avance entendu ce qu'il devait dire : que Marx est responsable du Goulag et qu'il faut se débarrasser d'un marxisme originellement corrompu. Est-ce bien cette désignation d'un bouc émissaire que vise le livre ? Fini, nous dit-il les expertises où les doctes repèrent le péché originel responsable de la catastrophe soviétique : "Dès les balbutiements de la pensée du jeune Marx, ou de ceux de la nouvelle histoire russe, ou de la mise à la retraite de Dieu (la date est sujette à discussion) tout serait devenu prévisible (...) Idiotisme du métier de docte" (1). Voici pourtant l'un de ces doctes qui, en recousant ses vieux cours de philosophie, lance pour le compte de la Sainte Église catholique, apostolique et romaine, la nième opération "Misère de l'homme sans Dieu". Il professe très exactement – et de plus comme une découverte personnelle... que tous les malheurs des pensionnaires du Goulag étaient préformés dans les textes où le jeune Marx mettait Dieu à la retraite et proclamait l'innocence de l'homme : "La métaphysique marxiste pose l'innocence originelle de l'homme au départ, l'innocence récupérée à l'arrivée. Dès lors, et forcément, dans un régime socialiste advenu, le plus petit coupable est un monstre incroyable, le plus petit défailant un traître indicible (...) Pourquoi n'a-t-on jamais dit, pourquoi se refuse-t-on à comprendre que cet Enfer terrestre découle implacablement du Dogme de l'Innocence ?". (2) Exemple accompli du "crétinisme théorique" tel que semble l'entendre Glucksmann : nécessité du livre savamment déchiffré après coup sur la peau des victimes, pour le besoin de la cause – particulièrement loufoque en la circonstance, et parce que du dogme du péché originel il s'est aussi tiré dans l'histoire quelques principes de correction des individus et des peuples déviants, et surtout parce que cette thèse "marxiste", comme beaucoup de ses sœurs, est absente chez Marx (celui-ci, en bon hégélien, refuse d'assigner, à la manière des Lumières, une origine du mal, une bonne nature pervertie). (3)

Une surprise pourtant nous attend : nous apprenons de la plume de Clavel que le travail de Glucksmann ne s'oppose aucunement au sien et en est même le strict complémentaire : il remonte du Goulag à Marx, moi je déduis le Goulag de Marx. Assertion suffisamment renouvelée dans la presse, sur les ondes et sur les écrans pour avoir constitué une sorte d'effet théorique combiné Glucksmann-Clavel : le marxisme c'est l'oppression, le christianisme c'est la liberté. D'où la nécessité de s'interroger sur la radicalité de l'en-

(1) **La cuisinière et le mangeur d'hommes**, Paris, Le Seuil, 1975, p. 205.

(2) Maurice Clavel. *Ce que je crois*, Paris, 1975, pp. 99-100.

(3) Clavel sent suffisamment la précarité de ses prémisses pour se croire obligé de hausser la majuscule. Il écrit : « Dogme de l'Innocence ». Secours de l'écriture à une pensée en peine. Mais aussi vieux truc des apologistes : les « religieux » ce sont les autres. Naguère un pasteur était venu faire à l'E.N.S. une conférence sur le thème : « La religion est-elle une aliénation ? ». Assurément, répondait-il, mais attention : le marxisme est une religion, mais le christianisme, lui, n'en est pas une.

treprise de Glucksmann : table rase pour les yeux désabusés d'en-bas ou place nette pour les apologistes d'en-haut ?

Qu'est-ce qui, dans la démarche du livre autorise cette lecture dominante qui met en son centre une démonstration – Marx responsable du Goulag – qu'il ne se soucie aucunement de faire ? N'est-ce point l'incertitude de ce qui y est désigné sous la notion **du** marxisme. Glucksmann ne veut point s'amuser au jeu des doctes qui trouvent dans les brouillons de Marx la formule de l'oppression soviétique. Il s'occupe d'un marxisme bien circonscrit, celui qui se pratique dans les appareils de pouvoir soviétiques et se théorise dans nos universités. Il refuse la facilité qui consiste à dire : un camp est un camp, quelle qu'en soit la couleur. Le marxisme du camp n'est ni un vain ornement ni une déviation qui ne toucherait pas à la pure essence du marxisme. Soit, mais cela veut dire aussi qu'il n'y a point de pure essence du marxisme mais des marxismes, montages déterminés de schèmes théoriques et de pratiques de pouvoir, qu'il n'y a aucune fatalité **du** marxisme qui rendrait compte globalement des formes d'asservissement produites par **des** pouvoirs marxistes ou justifiées par *des* discours marxistes. Le marxisme rend sourd ? Il rend sourd d'abord ceux qui n'ont point de goût pour écouter et point d'intérêt à entendre. La désignation d'un bouc émissaire fera-t-elle cesser le ronron qui les assourdit ? Le Goulag ne tient sa nécessité d'aucun texte de Marx ou d'aucune "essence du marxisme". On peut déduire des effets concentrationnaires du bolchevisme parce qu'il est de fait un système organisé de discours et de pratiques de pouvoir. Rosa Luxemburg, que le marxisme ne rendait pas particulièrement sourde, l'a fait soixante-dix ans avant nous et d'un point de vue spécialement intéressant pour nous puisqu'elle définit la communauté de la problématique social-démocrate réformiste et de la problématique bolchevik et leur commune dépendance de la structure contemporaine des pouvoirs bourgeois. Le choix de Kautsky ou de Lénine pour une discipline d'appareil reproduisant les formes du pouvoir à abattre ne découle pas d'une théorie marxiste préexistante du pouvoir. Elle ne découle pas, comme il se dit souvent, de la foi marxiste en la doctrine du progrès et dans l'autorité de la science. Car non seulement cette foi s'est trouvée partagée par l'ensemble de la gauche révolutionnaire de son temps – et au premier chef par des anarchistes rarement à court de science économique ou physiologique pour réfuter la "méta-physique" marxiste, mais surtout elle a bien plutôt pour effet de mettre au second plan la question du pouvoir. S'il n'y a pas chez Marx de théorie du pouvoir, si sa pratique manifeste les oscillations que l'on connaît – de l'affirmation que les communistes ne sont pas un parti ou que l'Association Internationale des Travailleurs n'est pas un pouvoir aux pratiques autoritaires du Conseil Exécutif ; de la mission donnée aux troupes bismarckiennes de faire triompher le socialisme allemand à l'enthousiasme pour la destruction communarde de l'appareil d'État – c'est que son rapport à la politique porte la marque de ce spontanéisme où viennent converger la confiance d'en haut dans le développement des forces productives et la confiance d'en-bas en l'avènement du règne des producteurs : vision où le *vrai* du mouvement social doit bien finir par triompher des représentations et des illusions de la politique ("forme politique enfin trouvée" de l'émancipation ouvrière : celle

qui met la réalité du travail – les chambres syndicales – au lieu où résidait sa **représentation** : le Ministère des Travaux publics). Vision antérieure aux grandes manœuvres de l'État moderne, celles de la démocratie parlementaire, de la République radicale et du socialisme bismarckien, qui forment l'horizon politique des marxismes de notre siècle. Révélation assez inédite pour avoir un peu troublé le bon sens du vieil Engels. Son hymne au bulletin de vote ouvre l'ère des marxismes modernes, affolés par la rencontre des pouvoirs nouveaux. Cette mésaventure peut aussi nous convier à passer des généalogies impressionnistes du discours du pouvoir à une réflexion sur l'histoire réelle des pratiques de pouvoir.

Glucksmann pour son compte se contente de reculer d'un cran la démonstration, de situer la "responsabilité" du marxisme non dans tel énoncé de Marx mais au niveau de son énonciation, de son appartenance au discours des maîtres. Ainsi plus de bouc émissaire : le Goulag participe du marxisme dans l'exacte mesure où celui-ci participe d'une position de discours qui est une position de pouvoir, celle, classique du discours des maîtres dans notre occident, de l'Académie platonicienne à nos universités, celle qui a commandé l'entreprise classique du renfermement, réservant le lieu privilégié d'où nous continuons à parler : **de te fabula narratur**. L'argumentation ne veut pas se laisser trancher en deux, en rester à la culpabilité marxiste pour nous éviter de nous interroger sur ce qui ordonne notre discours. Pourquoi laisse-t-elle pourtant la porte ouverte à cette facilité ? N'est-ce pas que "ce discours des maîtres" est trop général pour que le lecteur puisse être convaincu de sa complicité ? Discours des maîtres, nuit où tous les chats sont gris-muraille, où Platon porte la moustache de Lénine et Marx la perruque de Colbert. Charge inégale dans les plateaux de la balance : qui ne reconnaîtra la responsabilité de Marx dans un Goulag décoré de ses portraits ? Mais qui y verra le simple prolongement d'un "enfermement classique" rangé, malgré les pratiques politiques de son archéologue, sur les rayons du savoir universitaire ? Qui reconnaîtra la logique des procès de Moscou dans la maïeutique socratique, sinon comme ornement de dissertation ? Le discours "plébéien" qui nous est proposé ne vient-il pas à ce point sagement reconduire la ritournelle de la philosophie universitaire qui veut qu'avec l'avènement socratique de la "métaphysique occidentale" s'ouvre l'abîme indéfini de nos malheurs ? Qui verra là sujet à s'interroger sur le lien avec l'ordre concentrationnaire de son discours savant sur le corps, la libido ou la marchandise ? (1)

(1) Au surplus l'argumentation oblige ici à quelques distorsions. Ainsi dans le commentaire de l'opposition soviétique des deux vérités sur quoi se fonde la logique des camps : opposition de la simple vérité (istina) à la vérité supérieure déterminée par les intérêts du Parti (pravda). Glucksmann veut y voir la persistance de la séparation platonicienne du sensible et de l'intelligible. Mais toute l'entreprise platonicienne n'est-elle pas une protestation contre ce droit que s'arrogent les politiques de fabriquer une autre vérité en donnant des noms arbitraires aux choses ? Bien sûr cette protestation se produit à l'intérieur du discours d'en-haut, elle exprime le point de vue de ceux qui revendiquent un pouvoir qu'ils jugent usurpé par les sophistes. Elle repose sur l'exclusion des esclaves, assimilés aux choses. Elle n'en introduit pas moins un clivage du même type que celui qu'effectue Soljénitsyne en refusant qu'il y ait une vérité de parti qui impose son mensonge au détriment de la vérité tout court (et certaines résurgences modernes du platonisme, par exemple le « théoricisme » du premier Althusser visaient aussi à refuser ces jeux de l'istina et de la pravda, avec leurs effets d'oppression. Là encore la lutte se jouait sur les sommets. Il n'empêche que la référence globale au discours des maîtres masque trop aisément la réalité divisée des pratiques et des discours d'en-haut).

Ce qui se trouve manqué, c'est la position spécifique du discours de Marx et plus généralement de ce personnage qu'il inaugure : l'intellectuel révolutionnaire ou "prolétarien" des temps modernes. Discours inédit par rapport à ceux de Platon ou de Colbert ; système de raisons organisé selon les normes du savoir des élites et qui prétend en même temps s'identifier à la conscience vivante des exclus du savoir ; discours du prolétariat qui fait sans cesse glisser celui-ci du statut d'objet à celui de sujet. On ne saurait en comprendre la constitution ni les effets si l'on ne voyait là que le leurre d'une représentation. Ses effets politiques sont liés à la double captation qui s'y opère : de la parole – et des songes – d'en-bas dans la logique d'en-haut mais aussi de cette logique dans cette parole et dans ces rêves. Le discours de Marx se trouve doublement contraint : par le mouvement ouvrier à fournir une justification théorique à ses prétentions que la bourgeoisie jugera à coup sûr métaphysique, car sa logique n'est cimentée que par l'idée ouvrière de l'auto-émancipation des producteurs ; contraint en retour par les leçons apprises à l'école d'en-haut à donner aux certitudes prolétariennes une certaine expression théorique, celle de la négativité dialectique, forgeant ainsi le concept d'un prolétariat introuvable, et mesurant les pratiques des avant-gardes ouvrières de fait à l'aune de ce prolétariat introuvable. Quitte à se laisser surprendre par les effets imprévus de ces pratiques, à reconnaître lorsque les prolétaires parisiens montent à l'assaut du ciel la subversion qui circulait sous le langage de clerc et les pratiques boutiquières des chambres syndicales et des associations ouvrières. Dans le rapport contradictoire de Marx aux idéologies ouvrières "parisiennes" se joue quelque chose qui dépasse largement tant la question de l'"autoritarisme" de Marx que la question des "influences proudhoniennes" subies par les ouvriers : la rencontre contradictoire de deux logiques. La subversion communarde de l'appareil d'État s'est préparée dans la pratique à ses yeux équivoque des institutions ouvrières, elle mène à son terme un "a-politisme" et un anti-autoritarisme qu'il avait fustigé comme point d'honneur de la soumission à l'ordre impérial. Ordre et subversion, réforme et révolution, résistance et soumission, dictature et liberté, les partages se font différemment dans le discours de la pratique ouvrière et dans celui des théoriciens bourgeois. Le discours des intellectuels révolutionnaires est toujours un habit d'Arlequin, cousu de logiques différentes. Mais s'il est tel, c'est aussi en fonction de la division qui se trouve dans le discours d'en-bas, et en fonction de sa méconnaissance de cette division. Fantasme des intellectuels : celui d'un discours d'en-bas dont la positivité serait en même temps pure négativité : discours des dépossédés, des damnés de la terre, des exclus du pouvoir, de ceux qui n'ont à perdre que leurs chaînes et qui sont mus par le seul désir de n'être point opprimés. Tristesse ou colère des intellectuels : ceux d'en-bas ne sont jamais conformes à leur concept, ils ont toujours d'autres désirs, toujours autre chose à perdre que leurs chaînes ; et ils parlent trop : de vérité, de justice et de morale, de dignité, de travail bien fait, de famille... Dilemmes déchirants des intellectuels : il y a ceux qui suppriment les ouvriers pour conserver à la révolution sa pure négativité, ceux qui préfèrent renoncer à la révolution pour être avec les ouvriers ; dans la théorie il y a les fuites en avant : appel de Marx et Engels du bavardage des *Strawbinger* à la belle négativité d'un prolétariat que la grande industrie créera ; appel de Glucksmann d'une gauche prolétarienne introuvable à la pure résistance de la

plèbe russe.

LA FORTERESSE ET LE CAMP

Car son livre en répudiant le marxisme n'abandonne pas cette position d'où parlent les marxismes habituels. Et sa plèbe est tout aussi épurée de ses contradictions que le prolétariat des doctes. Tout le livre est en effet organisé selon une épure de contradiction : d'un côté le pouvoir et le discours des maîtres (philosophes, rois, jacobins, marxistes...) organisé selon les règles de la contrainte étatique ; de l'autre la classe du non-pouvoir, la plèbe, pure générosité, dont le discours exprime le seul désir de n'être pas opprimé. **“L'élite habite une forteresse encerclée : l'État. Autour : la plèbe et les désordres du temps”**. C'est cette opposition simple qui permet de voir dans le Goulag la continuation de l'enfermement classique, de ses hôpitaux et ses léproseries. Mais la référence à Foucault est plus problématique qu'il ne paraît : *Surveiller et punir* s'insurge justement contre cette représentation simplifiée du pouvoir sous la forme de l'enfermement. Le pouvoir se répartit dans tout le corps social. La lettre de cachet, symbole de l'arbitraire du pouvoir absolu, est bien plutôt le moyen de faire collaborer à l'ordre royal une multitude de micro-pouvoirs exercés par des corporations, des familles, etc. La plèbe : les exclus du pouvoir ? Mais qui est totalement exclu du pouvoir ? Pas le paysan qui bat sa femme, pas l'ouvrier qui exploite l'apprenti ou fait la chasse à l'émigré, pas le droit commun qu'on charge d'en faire baver aux politiques... Un tel partage n'est possible qu'au prix d'identifier simplement la réalité du pouvoir avec la face visible de l'appareil d'État. Simple question devant les images qu'entraîne cette représentation du pouvoir : comment l'élite peut-elle enfermer la plèbe qui l'encercle ? Le livre ne reste-t-il pas pris lui aussi dans ce raisonnement malgré tout étrange qui domine les explications “marxistes” jusqu'ici produites de l'ordre stalinien : si les bolcheviks ont enfermé les masses par dizaine de millions, c'est parce qu'ils étaient une minorité encerclée. Si cet ordre a pu s'instaurer c'est pourtant bien sûr en fonction des solidarités sociales qu'il a su faire jouer : solidarités nouées d'abord dans l'enthousiasme des débuts de la révolution, ensuite dans le jeu des micro-pouvoirs – parfois contradictoires – qui font un ordre social : pouvoir des hommes sur les femmes – qui peut passer aussi bien par la ‘libération sexuelle’ que par la restauration de l'ordre familial ; des maîtres et des parents sur les enfants – mais aussi des enfants sur les maîtres et les parents (les enfants, ça parle) ; des ouvriers qualifiés sur les autres ; des russes sur les non-russes, des non-juifs sur les juifs, etc. solidarités fondées sur l'exploitation des idées mêmes de la révolte. Glucksmann commente ainsi les thèses de Trotsky sur l'organisation du travail : **“vérités bien connues des penseurs bourgeois”** (1). Ne commencent-elles pas en effet par affirmer **“Qui ne travaille pas ne mange pas”** ? Malheureusement cette idée – si désagréablement qu'elle résonne pour l'anti-autoritarisme parisien est tout à fait plébéienne : leitmotiv des ouvriers en révolte : qui ne travaille pas c'est -à-dire au premier chef le bourgeois – ne doit pas manger. Voici par exemple

(1) *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, p. 90.

un ouvrier de 1848 qui veut se présenter à l'Assemblée Nationale – pas pour se faire élire, juste pour faire entendre la parole d'un ouvrier face au discours d'en-haut, celui des politiques et des clubistes. Voici la fin de son programme : **“A la jeunesse, à l'infirmité, à la vieillesse, secours obligatoire, aux robustes du travail, aux fainéants la correction, après la correction le bagne. Voilà ma seule tactique”** (2). L'idée qu'il faut contraindre l'oisif – c'est-à-dire au premier chef le bourgeois – au travail est portée par toute la révolte ouvrière.

Nulle part ne se joue le conflit du pouvoir et du non-pouvoir. Partout la tâche étatique se heurte non à la plèbe mais à des classes, des corporations, des collectivités avec leurs règles, leurs formes de reconnaissance et de démocratie, mais aussi d'exclusion voire d'oppression. La résistance plébéienne que les ouvriers papetiers opposent au 18e et au 19e siècle aux réglementations des pouvoirs – monarchiques et républicains – c'est la défense d'une liberté ouvrière qui comporte aussi le droit de rançonner les apprentis. La Commune de Paris se prépare dans la gestion tatillonne des sociétés, des institutions et des marmites ouvrières ; elle se déroule au milieu des cris d'une plèbe bellevilloise, avide d'énergie étatique, et des bavardages de petits-bourgeois ergotant sur le compte rendu de leurs interventions à l'**Officiel**. Les discours d'en-bas sont encore des discours de pouvoir et c'est par rapport à cette réalité que l'on peut penser la position de discours comme celui de Marx. Il ne suffit point en effet d'en marquer la division : perception élitare selon laquelle c'est toujours la classe dominante qui voit juste ; inspiration plébéienne faisant écho à la volonté d'auto-affranchissement des prolétaires et exaltant la destruction communarde de l'appareil d'État. Car il faut d'abord préciser que le discours plébéen de Marx en 1871 n'est pas le discours mais un discours de la Commune ; non pas celui des masses bellevilloises, celui des élites syndicales. Mais aussi il y a dans cette convergence en 1871 de la pensée de Marx avec la pensée et la pratique des dirigeants ouvriers parisiens quelque chose de plus qu'une simple conversion d'un marxisme interpellé par la pensée d'en-bas. Pour venir se rejoindre dans la même perception du gouvernement ouvrier, la pensée politique de Marx et la pensée « apolitique » des Internationaux parisiens ont dû se transformer toutes deux, laissant rétrospectivement percevoir ce qui était en jeu dans leur affrontement — et reste aujourd'hui encore en question. Si l'apolitisme des ouvriers parisiens mettait en cause la conception de la dictature ouvrière en affirmant l'irréductibilité des formes de l'émancipation ouvrière aux formes d'exercice du pouvoir bourgeois, la critique marxienne dénonce en retour l'illusion de toute pensée du non-pouvoir, le mirage d'un anti-autoritarisme qui cautionne d'autres formes d'autorité. Si les parisiens mettent en cause le droit d'un intellectuel à être l'expression de l'Internationale des Travailleurs, Marx interroge cette avant-garde sur son droit à être l'expression de la classe ouvrière, sur sa place dans la hiérarchie du travail, sur le rapport de

(2) Aguiet, ouvrier tailleur. Lettre au père Duchêne. Archives du Ministère de la Guerre. Insurrection de juin 1848. Dossier 3669. Dans le même temps les penseurs de la bourgeoisie sont beaucoup plus circonspects : « L'homme est né pour le travail ; mais avant tout il est né libre. La société ne peut donc contraindre un homme à travailler s'il n'a pas perdu sa liberté ». Organisation des Travailleurs, Société d'économie charitable, in *Annales de la Charité*. T. IV., p. 135.

son ouvriérisme à cette place. Leçon peut-être de cet affrontement : qu'il n'y a jamais ni pur discours du pouvoir prolétaire ni pur discours de son non-pouvoir ; ni conscience d'en-bas qui se suffirait à soi-même ni science que l'on pourrait importer. La force de la pensée de Marx – mais peut-être aussi son caractère intenable – réside sans doute dans l'effort de tenir ces contradictions, dénouées depuis dans les fictions policières des pouvoirs prolétariens ou les rêveries pastorales du non-pouvoir plébéien.

PLEBEIENS ET JACOBAINS

Assurément Glucksmann, n'ignore rien de ce partage des discours et des pouvoirs. C'est délibérément, parce qu'il est un pamphlétaire qui a choisi d'enfoncer un seul clou et non un historien des pouvoirs et des révoltes qu'il présente cette épure de contradiction appuyée sur une nouvelle légende mi-cheletiste du peuple. Manière de s'opposer tant à ceux qui veulent apprendre aux masses la bonne façon de se révolter qu'à ceux qui prétendent trouver dans leur amour de la servitude la raison de la pérennité de l'oppression. L'acquiescement à la servitude c'est d'abord dans la pensée des "élites" qu'il réside. Reste à partir de là à s'interroger sur la représentation de la résistance que ce choix impose, sur les implications politiques actuelles de cette représentation. Car cette légende de la plèbe, tout comme la légende du peuple, implique en fait un certain partage – entre un "vrai" et un "faux" peuple, entre les purs de la révolte qui auront droit à l'étiquette plébéienne et les impurs qualifiés de jacobins (comme si le "jacobinisme" n'était pas d'abord un épouvantail créé par la bourgeoisie pour y représenter sa haine du peuple comme haine de la dictature (1)). La résistance prendra alors des figures bien déterminées. Résistance des esclaves au pouvoir impérial : plutôt que celle de Spartacus, le leueur d'armée – étatiste donc –, ce sera celle d'Épicète, l'esclave collaborateur au double impérial. Résistance à l'occupant : ce sera celle de Jeanne d'Arc, bergère émue par "la grande pitié qu'il y avait au royaume de France" et priée par Dieu d'aller faire couronner son roi, plutôt que celle des résistants communistes. Comment séparer chez ceux-ci le bon grain plébéien de l'ivraie jacobine ? Dans les déclarations d'amour au grand parti communiste ou de certitude inébranlable en la doctrine de Lénine et de Staline dont sont remplies les **Lettres des fusillés**, rien de plus aisé que de lire une autre figure de cette complicité de la victime et du bourreau qui s'énonce dans le discours de Boukharine. Dernières paroles de Roland Delval, par exemple : "**Je veux encore vous dire que je suis fier d'avoir combattu pour mon grand parti, le seul de demain**". "Le seul de demain" ? La victime de la terreur nazie n'affirme-t-elle pas son espé-

(1) Pérennité des concepts à vertu dormitive : le concept de jacobinisme fut naguère tiré en tous sens par une science marxiste soucieuse d'exorciser ses propres errements (les procès de Moscou c'est du jacobinisme, l'Union. Sacrée ou le discours de Duclos pour le centenaire de Rouget de l'Isle c'est encore du jacobinisme, etc.). Il sert maintenant aux anti-marxismes contemporains de concept-repoussoir à leurs rêveries pastorales.

(2) **Lettres de fusillés**, Éditions France d'abord, 1946. p. 62.

rance en la venue d'un autre totalitarisme ? Irons-nous dénoncer en ces hommes les possédés de l'État et reconnaître à l'inverse dans les Lacombe Lucien de bons plébéiens, à la révolte dévoyée par le spectre de l'oppression rouge ?

Résistance aux dictatures d'aujourd'hui : plutôt que celle des paysans et des ouvriers chiliens, celle des manifestants anti-communistes conduits par l'archevêque de Braga. "**De Prague à Braga**" titre Glucksmann dans Libération du 22 août : "**De toutes petites gens : paysans, marins, chômeurs, ouvriers émigrés. Pas heureux de voir le P.C. portugais accaparer la quasi-totalité des journaux, siéger à la tête du syndicat unitaire, régner dans les coopératives et les bâtiments municipaux**". Il y a sans doute dans la mobilisation anti-communiste des paysans du Nord un mouvement populaire qu'il n'est pas plus question d'abandonner à la dérision des doctes marxistes que le témoignage du "réactionnaire" Soljénitsyne par exemple. Restent quelques doutes : l'opposition des manifestants de Braga et du P.C.P. représenterait-elle aujourd'hui toute la réalité de la lutte de la plèbe contre le pouvoir ? Lutte contre les dictatures de demain ? C'est aller bien vite en besogne après le temps qu'a duré celle d'hier. Après un demi-siècle de salazarisme les anciennes classes dirigeantes, leurs policiers et leurs profiteurs auraient-ils si vite fondu au soleil ? Parmi ceux qui s'opposaient à ce que le P.C. accaparât la presse et le syndicat, n'y en avait-il pas quelques-uns qui préféreraient les accaparer eux-mêmes ? Vous voyez : manifestation anti-communiste ; vous traduisez : manifestation contre le fascisme rouge, lutte de la plèbe contre le pouvoir, de la campagne opprimée contre la ville ? Mais la campagne portugaise serait-elle comme la campagne russe sans lutte de classes ? Et n'a-t-on pas entendu dans la manifestation autant de cris contre les rouges et les "partageux" en général que de mots d'ordre contre la pratique du P.C.P. ? Tout serait simple assurément si l'on pouvait se mouvoir dans cette contradiction épurée : la révolte des « damnés de l'État » contre un pouvoir d'État représenté par le social-fascisme. Mais la réalité n'est pas telle. Nous pouvons penser que le pouvoir soviétique est l'achèvement du pouvoir bourgeois, nos bourgeoisies n'en sont pas encore convaincues ; elles préfèrent en général suivre des voies plus classiques et garder leur vieux personnel. Ceux qui brûlent les permanences des partis communistes n'ont pas tous ensuite la délicatesse de se brûler eux-mêmes. La plupart préfèrent continuer en mettant le feu aux permanences des autres partis, puis aux individus à teint basané ou à nez crochu, etc. Les ennemis de nos ennemis sont rarement nos amis et l'on ne facilitera pas la lutte contre un social-fascisme paré de ses attributs « ouvrier », « communiste » et « révolutionnaire » en pratiquant le même confusionnisme que lui et en acclamant toute action "anti-communiste" comme acte de libération des damnés de l'État.

LE PARADOXE DE LA RESISTANCE

Ces images paradoxales de la plèbe représentent l'aboutissement d'une certaine trajectoire du rêve gauchiste : rêve désormais fêlé d'un prolétariat endimanché de révolution, à retrouver par-delà la trahison des révisionnistes et la police des appareils. Rêve d'une contradiction bien simple, d'un point où

la pure positivité de la générosité populaire s'identifierait à la pure négativité des fossoyeurs du vieux monde. Rêve d'être la voix des vrais, des purs, des sans-grades et des sans-voix, retrouvée par delà les spécialistes de la représentation. Ce rêve, pour s'être confronté à la réalité de formes de pouvoir partout présentes et de la divergence des logiques propres à chaque forme de résistance s'est trouvé brisé en deux morceaux. D'un côté un discours qui, au nom de la nécessité freudienne de la loi comme de la liberté deleuzienne des machines désirantes, aboutit à affirmer qu'il y aura toujours de l'oppression et que l'on a tort de se révolter car l'oppression se fait aimer et que la révolte ne conduit qu'à forger des formes d'oppression moins aimables. Retour par des raffinements nouveaux à la vieille sagesse bourgeoise qu'il vaut encore mieux se satisfaire de ce qui est. De l'autre une pensée de la résistance qui ne peut plus s'accrocher à l'illusion d'être l'expression de la classe révolutionnaire. Pensée coincée entre l'échec d'organisations impuissantes à forger des pouvoirs qui soient autre chose que des ombres de l'appareil "communiste" et le "succès" de formes de contestation préparant le terrain aux réformes d'en-haut, définie négativement, par le refus de l'oppression et de toute pensée qui la justifie (par la nécessité "révolutionnaire" comme par le "désir d'être asservi"). Glucksmann se situe dans cette seconde lignée en opposant au désenchantement aristocratique de ceux qui sont bien revenus de leurs illusions sur "les masses" une pensée du désabusement plébéien : l'oppression est surtout aimable pour ceux qui font profession d'en penser la rationalité, qui n'ont point à la subir dans leur corps, mais qui, toutes fenêtres fermées aux cris des supplices et des révoltes, déchiffrent la rose de la raison dans la croix des corps suppliciés. Partout où, en-bas, il y a oppression, il y a résistance. Mais aussi – et là une seconde thèse lentement vient se glisser sous la première – résistance toujours condamnée peut-être à l'inégalité. La thèse semble hésiter à se formuler franchement : là où il y a oppression il y a résistance et il n'y a **que** résistance ; "Le désir de n'être pas opprimé se défend mal". Entendons peut-être qu'il lui manque quelque chose pour être le principe de l'instauration d'un autre monde. Paradoxe de la résistance qui pourrait s'énoncer ainsi : si l'oppression persiste ce n'est pas que les masses aiment la servitude ou n'aient pas l'intelligence d'y résister ; c'est peut-être simplement que leur désir quant au pouvoir s'épuise dans la volonté de n'être pas opprimées, qu'elles ne veulent rien au-delà et surtout pas devenir le support de nouvelles oppressions.

Ce déplacement fait en quelque sorte le mouvement même du livre. Celui-ci est construit autour de deux grandes affirmations : La Russie soviétique **n'est pas** socialiste ; La Russie soviétique **est bien** marxiste. Ce partage semble impliquer une argumentation simple : qu'il y a une autre révolution et un autre socialisme à opposer à ce simulacre, à retrouver contre leur détournement marxiste. Mais au point d'arrivée la perspective a changé ; la simple identification du marxisme au discours classique du pouvoir permet de s'en débarrasser sans avoir à s'interroger sur la valeur de connaissance des textes marxistes ni à lui opposer un autre socialisme qui serait forcément le projet d'un **autre pouvoir**. Mais aussi elle ne laisse plus au terme que l'opposition au pouvoir de la pure volonté de résistance, du seul désir de n'être pas opprimé. Ce qui se trouve ainsi abandonné ce n'est pas seulement la pensée

marxiste de la révolution, c'est la pensée de la révolution tout court. Le déplacement du livre correspond à une certaine trajectoire du gauchisme, parti d'une idée de la révolution qui voulait unir la jeune révolte intellectuelle aux valeurs historiques d'une classe porteuse d'un monde futur, pour aboutir à un partage indépassable entre la sphère du pouvoir qui est aussi celle des théories de la révolution et de la pensée des intellectuels, et le monde de la résistance plébéienne.

Cette pensée finale qui ne laisse plus d'au-delà à la résistance, il faut la considérer avec sérieux. Non pas seulement parce qu'elle est inscrite dans le destin du gauchisme et portée par les pratiques militantes d'aujourd'hui : quand on ne veut ni reproduire des disciplines «rouges» semblables à celles de l'ordre blanc, ni servir d'aiguillon aux réformateurs de cet ordre, que reste-t-il sinon de parler au nom d'un camp qui est simplement l'autre de tout pouvoir, d'une réalité qui n'est plus la préparation d'un monde futur, mais la simple résistance, non plus totalisable sous la figure des alliances de classes, de la prolétarianisation des intellectuels ou de la fusion des révoltes mais rapportée à un support indifférencié : la plèbe ? Mais surtout l'anecdote des chemins du gauchisme vient rencontrer une question plus fondamentale sur le rapport des théories de la révolution aux pratiques d'en-bas. Car cet équilibre du pouvoir et de la résistance c'est bien la logique "spontanée" des mouvements populaires, non seulement celle des prétendus "primitifs de la révolte" mais celle aussi bien des luttes ouvrières "modernes". C'est ainsi que s'affirme la force d'en-bas : dans la grève qui veut obliger le patron à traiter l'ouvrier en égal ; dans la barricade qui se dresse non parce que le pouvoir y serait à conquérir mais parce qu'un ministre a insulté les ouvriers, dans la carte syndicale que l'on déchire en sachant qu'on la reprendra. Rééquilibrage constant du pouvoir d'en-haut par le pouvoir d'en-bas, réalité déconcertante pour les théoriciens et les politiques de la révolution, occupés à transformer cette mécanique de la résistance en levier du renversement. Les thèses léninistes sur le spontanéisme et l'économisme représentent la version rose de ce problème (même si les conséquences n'ont rien de rose) : assurément il est réconfortant de penser qu'il n'y a là que l'opposition de la lutte pour les intérêts économiques immédiats et de la lutte pour les grands intérêts politique de classe, du marchandage à la petite semaine de la force de travail et du combat pour l'abolition du salariat. Mais que se passe-t-il si ces "grands intérêts" viennent en fait creuser l'immédiat de chaque revendication et de chaque action, si se définit dans les luttes de chaque jour une politique du peuple qui pose son propre rapport du particulier et du général, déjouant les stratégies de la réforme et de la révolution ? Si le sentiment de l'intolérable et les formes de son refus chez l'ouvrier ou le marin de Cronstadt obéissent à une logique qui n'est pas celle selon laquelle au sommet de l'État se substitue le pouvoir rouge au pouvoir blanc ? Problème rencontré à chaque instant par le gauchisme : quel rapport entre le pouvoir que l'on prend en séquestrant un patron et celui que l'on forme en organisant un parti : rien à voir avec l'opposition du spontané et du conscient, de l'immédiat et du médiat ; transformation plutôt des règles d'une logique dans les règles d'une autre. Quel Dieu calculateur en détient le secret ? Et pour faire quel monde ? Par-delà les rêveries étatistes des chefs de partis et les rêveries

pastorales des fatigués du gauchisme, le plus sérieux reste à penser concernant la résistance.

LA PLEBE ET LE BON DIEU

Par le détour de la Kolyma le livre nous ramène à cette interrogation sur le passé et le présent de notre histoire. Pourquoi faut-il que ce soit pour nous rassurer aussitôt ? Pour chanter à la place de cette mécanique des pouvoirs la pastorale du non-pouvoir ? Pour donner à son discours la même garantie dont se parent les marxistes de l'Université, celle d'être la voix autorisée d'en-bas ? Pour incarner la résistance dans un nouveau substitut du prolétariat des doctes, cette plèbe entièrement indifférenciée mais chargée en même temps de toute la positivité des fureurs et des générosités populaires ? Ainsi se perpétue le mythe d'une pureté garantissant la rigueur de notre discours et de notre action. Fuite en avant : après avoir voulu être ici le cri du peuple, on sera l'écriture des tatouages où se manifeste la dernière résistance des prisonniers du Goulag. Il faut lire de près ces pages consacrées par Glucksmann à la rencontre sur les corps meurtris des prisonniers soviétiques de la beauté de l'art et de la bonté de la plèbe. Dans le rapport de son écriture à ces blasons de la résistance on verra sans doute un certain achèvement du rêve gauchiste d'unir la voix de l'intellectuel à la parole du peuple. Mais ne pourrait-ce pas être là un dernier tour du langage des maîtres : après les efforts faits ici pour être la voix des séquestreurs, des bidonvilles, des détenus, etc. n'a-t-on pas trouvé la solution d'être la voix de qui ne vous contredira jamais : les paysans russes, les pensionnaires du Goulag. Voix de ceux qui restent sans voix. Discours construit encore sur le silence des masses, sur leur langage muet, ou la seule voix de leur interprète. Nous pouvons maintenant tenir un autre discours sur l'URSS, nous dit Glucksmann, parce que nous avons enfin la voix de la plèbe russe. Les choses sont-elles si claires ? Il ne suffit pas de dire, avec Soljénitsyne, que le peuple russe dans sa majorité refuse de participer au mensonge officiel pour que nous ayons *la voix de la plèbe*, pour que nous considérions comme brisé ce silence qui fait que depuis des dizaines d'années, nous n'entendons aucune voix des révoltes ouvrières et paysannes. Nous avons des intellectuels témoins de l'ordre concentrationnaire ; nous avons le discours – exceptionnel assurément – d'un interprète. Il faut savoir gré à Glucksmann d'avoir fait rentrer dans leur gorge les sarcasmes de nos esprits forts marxistes à l'égard du "réactionnaire Soljénitsyne", d'avoir fait écho à ce qu'il y a de plus subversif dans la parole et l'exemple de Soljénitsyne : l'affirmation qu'il est toujours possible de résister. Reste un problème de méthode : si l'on dénonce dans le marxisme un certain discours prêté au prolétariat, pourquoi séparer l'image soljenitsyenne de la plèbe de la position **politique** de Soljénitsyne, pourquoi prendre pour ce qu'il se donne, son discours "*plébéien*" ? Pourquoi lui feindre une autre politique que la sienne ? Pas question nous dit Glucksmann de se laisser enfermer à nouveau dans le dilemme de la guerre froide : "On dit contradictoire de manifester à la fois contre les Poulo-Condor du Viet-Nam américain et contre les Kolyma d'URSS. C'est le point de vue de l'État, le trou de serrure, le guichet par lequel les gardiens nous appren-

ment à contempler le monde”. Soit ! Mais Soljénitsyne lui a choisi de s’installer dans cette logique, de bénir les Poulo-Condor au nom de la lutte contre les Kolyma. Car lui aussi se place “du point de vue de l’État”. Glucksmann veut montrer, en analysant la “Lettre aux dirigeants de l’Union Soviétique”, que les idées de Soljénitsyne ne sont pas aussi réactionnaires qu’on le dit ; qu’il est contre la pollution comme nos écologistes, contre l’État jacobin comme nos occitans, etc. (1). Mais, là-bas comme ici, la “contestation” ne se définit pas d’abord par le choix de tel mode de développement, mais par la réponse à la question : qui doit décider du mode de développement à suivre ? Les propositions de la “Lettre” ne sont ni “réactionnaires” ni “contestataires”, elles sont semblables à celles de nos experts, réformateurs et futurologues : fin des idéologies, allègement de la machine bureaucratique, remise en cause de la croissance, qualité de la vie... Il ne s’en tire rien de plus subversif que le conseil donné à l’État soviétique d’opérer un nouveau déplacement de populations pour coloniser la Sibérie (et si celles-ci ne manifestaient pas suffisamment d’enthousiasme ?) : autre discours du pouvoir – d’un pouvoir assurément plus champêtre et moins centralisé, plus paternel et moins policier – mais non point voix de la résistance à tout pouvoir. Soljénitsyne n’a jamais, lui, cherché à faire croire que son combat rejoignait celui des contestataires occidentaux. Il est pour un pouvoir fort, patriarcal et spirituel ; parce qu’il ne croit pas à la bonté de la plèbe mais au mal en l’homme. L’image d’une plèbe porteuse de l’esprit de résistance n’intervient dans son discours que négativement (voyez ce que les bolcheviks ont fait de notre peuple si bon). Il croit à la lutte du bien contre un mal dont le marxisme est la figure extérieure sensible mais qui est au cœur de l’homme. Il croit à une résistance intérieure au mal et il la juge impossible sans le secours divin. La résistance qu’il définit requiert un double recours : au Sénat américain et à la grâce divine. Que Soljénitsyne soit aujourd’hui le porte-parole de la droite américaine n’est peut-être que circonstanciel. Ce qui ne l’est pas c’est sa perception de la libération : par en-haut.

C’est en vain que Glucksmann veut retourner le message de Soljénitsyne, y retrouver le pur esprit de la plèbe. C’est bien plutôt son discours qui se trouve aussitôt retourné, la liquidation du « pouvoir » marxiste qui devient l’alibi de nouvelles figures du pouvoir, la résistance d’en-bas qui devient grâce divine. C’est Clavel qui vient remettre le message à l’endroit et rappeler que c’est d’en-haut que vient la liberté. Si son livre, dans la vulgarité même de son apologétique, est significatif, c’est par ce miroir qu’il tend au discours post-gauchiste, parce qu’il sanctionne ce retournement du discours d’en-bas en discours d’en-haut, de la provocation en pensée rassurante et conciliatrice : De Georges Suffert à Michel Le Bris, des giscardiens aux gauchistes, tous les intellectuels ont salué le livre ; au prix bien sûr pour les gauchistes d’un nouveau travail de lecture. Michel Le Bris, dans **Le Monde** : “**Là où il dit révélation, je comprends subversion**”. Mille excuses : là où il est écrit révélation, il n’y a rien d’autre à lire que révélation, et en tout cas pas son exact inverse : la route qui monte et celle qui descend ne sont pas la même. Ne cherchez pas à récupérer. Vous deviez être prévenus : les fils de Dieu vien-

(1) « Soljénitsyne gênant ». **Libération**, 15 mars 1974.

nent comme des voleurs. Bien sûr cette apologétique ne peut pas se faire à partir de rien. Ce qui rend possible cette grande entreprise de récupération, c'est le rôle joué par des militants – voire des institutions – chrétiens dans les luttes de ces dernières années : mobilisation, menée par des militants chrétiens, des paysans de l'Ouest ou plus récemment conflit de Lip. Mais comme pour le marxisme en Russie, il s'agit de savoir comment le christianisme opère et quel christianisme ? Piaget, Burgy, Raguènes, etc. sont des chrétiens qui tirent du christianisme une certaine idée de l'homme. Reste que cette idée ne devient une force matérielle qu'à travers des pratiques qui n'ont rien de très catholique. La subversion pratique de Lip ce n'est pas cette "communauté" où l'apologiste a tôt fait de reconnaître la communion des Saints, c'est la production et la vente sauvage, ancienne pratique ouvrière retrouvée non par grâce divine ou par pur élan plébéien (Piaget l'explique de façon fort intéressante : il a fallu que la section syndicale fasse un long travail pour imposer aux ouvriers l'idée de ce contrôle des cadences à travers lequel s'est formée la conscience d'un pouvoir ouvrier sur la production) ; c'est le vol des montres et la main-mise sur les secrets patronaux. Cette subversion affirme le droit des ouvriers sur leur production, le droit des travailleurs à savoir ce qui se dit dans les conciliabules des dirigeants ou ce qui traîne dans leurs serviettes. Clavel affirme lui la grâce qu'auront les humbles, les "pauvres en esprit", de voir Dieu. Il est pour le Dieu qui libère l'homme en lui sondant les reins et les cœurs, pour ce **"patron sorti du rang et toujours modeste n'arrivant pas, malgré deux ans d'efforts et de zèle, à obtenir de ses ouvriers qu'ils se mettent en autogestion"**, pour les grands hommes qui libèrent la patrie. Philosophie de la bergère, politique de la Croix de Lorraine. (2)

Particularité de l'âge post-gauchiste : ce délabrement ou monnayage indéfini de l'ancien discours du pouvoir révolutionnaire qui veut se donner pour le discours nouveau du non-pouvoir ou de la liberté. Anarchismes imaginaires trop occupés à tuer le flic dans les têtes pour ne pas lui laisser le contrôle de la rue ; trop occupés à supprimer en la figure de Marx le pouvoir pour réfléchir aux moyens de résister aux terreurs et aux manipulations nouvelles des pouvoirs – blancs ou rouges (3).

(1) Ce que je crois, p. 315.

(2) La révélation clavélienne n'est sans doute que la figure caricaturale de ce retournement du discours post-gauchiste qui ne critique le pouvoir marxiste que pour se tourner vers d'autres figures de la libération par en-haut : celle par exemple de l'officier portugais, au temps où le M.F.A. présentait encore l'apparence d'un front uni. La bonne plèbe prend alors de vilaines figures : celle de ces ouvriers obtus qui ne veulent pas que leur patron les mette en autogestion ; ou celle de ces travailleurs portugais, de la Lisnave ou d'ailleurs, qui n'aident pas assez les militaires à les libérer ou qui entravent leur action par des revendications de salaire excessives.

(3) Apparemment la mort du marxisme, proclamée par les cénacles parisiens, n'affecte pas trop la santé des pouvoirs « marxistes ». Le doux bureaucrate Catala peut l'affirmer sans rire ni faire rire : le mot oppression n'a pas de sens pour les jeunes soviétiques. (cf. **Le Monde** du 9 octobre).

Qu'est-ce à la fin que ces combats rêvés où, semblables à ce brave homme qui s'imaginait sauver les hommes de la noyade en luttant contre l'idée de la pesanteur, l'on se bat toujours contre le fantôme du pouvoir ; où le marché du marxisme et celui de l'anti-marxisme se confortent l'un l'autre et confortent ensemble le règne de la marchandise. Dans cette conjoncture le livre de Glucksmann peut aussi bien fonctionner comme éveil que comme nouveau soporifique. Il tire sa force du jeu qu'il établit entre une réalité et un mythe. Réalité : qu'il n'y a pas de principe de subversion qui se tire jamais d'autre chose que des pratiques de la résistance, qu'il n'y a pas d'au-delà du partage à chaque instant et pour chacun renouvelé de la servitude ou du refus ; pas de mouvement de l'histoire, de ruse de la raison qui puisse jamais **justifier** l'oppression et la servitude. Mythe : l'incarnation de ce partage dans la pure opposition du pouvoir et de la plèbe. Mythe qui, comme tous les mythes, peut servir à la lutte ; à la condition de ne point se donner pour autre chose que pour ce qu'il est, de ne point reconstituer d'entité historique qui serait l'instance du bien, qui pourrait garantir que notre parole est l'expression du mouvement d'en-bas. Nécessité de tenir ensemble les deux affirmations : qu'il n'y a jamais en dernière instance d'autre alternative que d'obéir ou de résister au pouvoir – dans la figure concrète qu'il prend en chaque circonstance ; mais aussi que partout la lutte se mène pouvoir contre pouvoir ; il n'y a pas de **bon** instrument, d'appareil qui serait le bon pouvoir, le pouvoir des prolétaires ou de la plèbe ; il n'y a pas davantage d'instance du non-pouvoir. C'est dire aussi que la résistance est toujours divisée. La résistance ouvrière s'est constituée hier en défendant contre les réglementations étatiques ou le marché capitaliste ses propres formes d'oppression (contre les femmes ou les apprentis) ; le mouvement féministe fait aujourd'hui progresser la résistance en ne craignant pas de "diviser les travailleurs" ou de s'en prendre à leur "misère sexuelle". Constamment la résistance doit user de pouvoirs existants pour en démonter d'autres, constituer des formes de pouvoir pour lutter contre l'oppression. Aujourd'hui encore il se pose pour chaque forme de contestation, par delà les bergeries du non-pouvoir, la question de ce qu'elle veut quant au pouvoir. Derrière l'antijacobinisme proclamé des mouvements nationalitaires se pose la question de savoir ce qu'implique la revendication d'une culture, d'une mémoire, d'une communauté : s'agit-il de diviser le pouvoir ou de le multiplier ? Mêmes questions qui se posent aux mouvements des femmes dans les pratiques où ils se trouvent engagés, par delà les traductions littéraires qui voudraient faire jouer à la féminité la figure pure du non-pouvoir.

Propos d'un déserteur, figure exemplaire en quelque sorte du non-pouvoir. Bernard Rémy déclare à ses juges que l'action des appelés n'est point d'une structure qui s'oppose à une autre ; mais c'est pour parler aussitôt d'un jeu qui a ses règles, d'une conspiration qui a ses modes de circulation, d'une "*machine de guerre heureuse*" (1). Retenons ce que nous dit cette dernière expression : que contre l'armée du pouvoir il faut bien toujours mettre en branle une sorte de machine de guerre : mais aussi – et ceci en effet n'a rien de triste – qu'il n'y a pas de légitimité à la révolte, simplement une logique.

(1) *L'homme des casernes*, Paris, F. Maspero, p. 165.

maîtres qui ne connaît ni révolte ouvrière ni paysanne. Ni les femmes ni les minorités nationales.

Le Parti ou ses ombres gauchistes ? l'auto justification de leur politique d'aujourd'hui norme leur discours sur l'histoire d'hier.

La prétendue « littérature populaire » ? c'est justement contre les textes ou les chansons qui formulaient l'histoire populaire au siècle dernier qu'elle a été constituée.

Révoltes Logiques voudrait simplement réentendre ce que l'histoire sociale a montré, restituer, dans ses débats et ses enjeux, la pensée d'en bas. L'écart entre les généalogies officielles de la subversion — par exemple l'« histoire du mouvement ouvrier » — et ses formes réelles d'élaboration, de circulation, de réappropriation, de résurgence.

La disparité des formes de la révolte.

Ses caractères contradictoires.

Ses phénomènes internes de micro pouvoirs. Son inattendu. Avec l'idée, simple, que les luttes de classes ne cessent pas d'être, pour n'être pas conformes à ce qu'on apprend à l'école (de l'Etat, du Parti ou du groupuscule).

Et cette autre, tout aussi simple, que le rejet de la métaphysique « prolétarienne » n'oblige pas à se jeter dans le Désir ou la Religion.

Révoltes Logiques aussi bien, essaiera de suivre les parcours et les chemins de traverse de la révolte, ses contradictions, son vécu et ses rêves.

Face aux despotismes d'hier et d'aujourd'hui.

Aux oppressions qui vont du foyer et de l'atelier à l'Etat. Et de leur donner une formulation.

Pas plus. Car **Révoltes Logiques** n'a aucune vocation à la bonne parole.

Révoltes Logiques, pour cette raison, s'adresse aux historiens ou aux philosophes comme aux militants ou à tous ceux qui pensent que, dans les réseaux de paroles et d'écrits qui font l'histoire, chaque série définissant une stratégie, l'histoire est aujourd'hui un enjeu, qu'il y a une efficacité à retrouver une mémoire populaire.

Loin des hagiographies et dans son légendaire.

Les révoltes logiques n°1 15 f.

Démocratie

« Le drapeau va au paysage immonde, et notre patois étouffe le tambour.

« Aux centres nous alimenterons la plus cynique prostitution. Nous massacrerons les révoltes logiques.

« Aux pays poivrés et détrempés! – au service des plus monstrueuses exploitations industrielles ou militaires.

« Au revoir ici, n'importe où. Conscrits du bon vouloir, nous aurons la philosophie féroce; ignorants pour la science, roués pour le confort; la crevaision pour le monde qui va. C'est la vraie marche. En avant, route! »

A. Rimbaud

Arthur Rimbaud – Illuminations (1873-1875)

solin

1, RUE DES FOSSÉS SAINT-JACQUES, 75005 PARIS